

beaucoup, sa brigade précéda le reste de l'armée dans l'enceinte de la ville. Ce fut devant Cervoni que la porte d'Italie abaissa son pont-levis. Sur le rapport de Dugommier et des représentants Albite, Fréron et Saliceti, la Convention nationale le confirma dans le grade de général de brigade, récompense méritée et qui réjouit ses soldats sans les surprendre, parce que, témoins de sa brillante valeur, ils l'avaient déjà salué, pendant le feu, du titre d'officier-général.

Une seule fois, il quitta son poste : ce fut pour aller porter des paroles de consolation et d'espérance dans le modeste asile d'une famille réfugiée, inquiète sur les jours d'un jeune artiller. On devine que nous voulons parler de Napoléon, de sa mère et de ses sœurs, attendant avec la plus vive anxiété, dans la ville de Marseille, l'issue du siège qui devait être le point de départ de leur rapide élévation.

Les assemblées populaires de cette métropole de la Méditerranée expliquent la lenteur du siège de Toulon, par le mauvais vouloir des officiers aristocrates. « Le commandant de l'artillerie, un gentilhomme Corse, un parent du traître Paoli était de ce nombre. » N'était-ce pas le désigner aux soupçons des représentants du peuple? Doit-on s'étonner après cela, si sa mère tremblait à chaque instant pour sa tête? « Madame victime de son patriotisme et de son dévouement à la France, disait Napoléon à S<sup>te</sup> Hélène, crut être accueillie à Marseille en émigrée de distinction, elle s'y trouva perdue, à peine en sûreté, et déconcertée de ne trouver le patriotisme que dans les rues et tout-à-fait dans la boue. »

Aussitôt que Cervoni apprit que, sur la proposition du vertueux Carnot, le Directoire avait nommé Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie, on le vit se livrer à des transports de joie, et comme il avait depuis longtemps l'habitude de traduire en vers les vives émotions de son âme, il composa avec un rare bonheur d'imagination, une espèce d'hymne guerrier dont son ami Casti fit le plus grand éloge.

Ce fut à cette époque, au quartier-général de Tizza, qu'il eut l'occasion de connaître et de se faire apprécier des généraux qui comprirent avec intelligence et secondèrent avec fermeté, le plan de campagne de Bonaparte. On sait qu'en portant la guerre en Italie, le but principal du Directoire, conformément au projet formé par le général en chef, était de séparer, par la peur de l'intervention armée, le roi de Sardaigne de la coalition, et d'amener l'Autriche, en la serrant de près dans ses États de Lombardie, à demander la paix à la république française.

Cervoni fut chargé d'une mission toute diplomatique auprès de la cour de Turin. Il s'en acquitta avec son habileté accoutumée. A son retour, il eut une altercation assez vive avec un officier général de l'armée de Nice. En voici la cause. L'arrivée d'un général imberbe, et connu seulement par sa supériorité au siège de Toulon et les combinaisons stratégiques de la campagne de 1795, avait excité une profonde jalousie parmi les vieux généraux. Il faut le dire, son extérieur chétif ne répondait guère à l'idée que l'on s'était formée du général en chef. Son abord froid et sa parole brève et sèche n'étaient pas propres non plus à effacer cette impression défavorable. On connaît le caractère du militaire français : il est soumis, mais froudeur, et très souvent il se dédommage par la liberté de ses causeries, de la contrainte de la discipline. Il paraît que l'un des interlocuteurs plus franc, ou moins réservé que les autres, tint sur le compte de Bonaparte un langage peu convenable. Cervoni, que la grossièreté de ces propos avait indigné, interrompant brusquement ce froudeur incrédule le

ramena bientôt au respect dû à la haute position du général en chef. « Il connaît dit Cervoni, les besoins de l'armée et nul ne saurait les satisfaire plus promptement que lui. S'il nous promet la conquête de l'Italie, c'est que sa tactique n'a rien de commun avec la vieille routine des généraux qui ont fait leur temps. Oui, je suis du nombre de ceux qui ont foi dans son génie et confiance dans ses promesses. Au reste, ajouta Cervoni, avec une intention marquée, ceux qui ne partagent ni l'ardeur, ni les espérances de l'armée, peuvent prendre un billet d'hôpital. » Ces derniers mots furent suivis d'un duel.

Quelques jours après, l'armée républicaine s'ébranla. Cervoni ne tarda pas à se distinguer. Il appartenait à la division qui reçut l'ordre de forcer les gorges de Millesimo. Son intrépidité y fut remarquée. On lit dans les *Fastes de la France*. « Les divisions des généraux Causse et Cervoni passent la Bormida sous le feu de l'ennemi ayant de l'eau jusqu'au milieu du corps. On fait 9,000 prisonniers parmi lesquels un lieutenant général 20 ou 30 colonels et presque en entier plusieurs régiments. » Il fut témoin de la défaite des généraux Provera et Argenteau, défaite à laquelle il prit une part glorieuse. Les généraux Serrurier, Augereau et Massena l'estimaient également. Soit qu'il fût chargé d'occuper une position difficile, soit qu'il reçut l'ordre de débarrasser l'ennemi, on pouvait s'en remettre en toute sûreté à son courage éprouvé.

Il n'entre pas dans le plan de cette notice de nommer tous les endroits où il a vaillamment soutenu cette belle réputation, toutes les batailles où il s'est couvert de gloire. Nous dirons seulement que, depuis l'ouverture de la première campagne jusqu'à la conclusion de la paix, le nom du général en chef est constamment inscrit sur la liste des braves. Deux fois blessé, il ne quitta sa brigade que pendant l'intervalle nécessaire à sa guérison. Le général en chef le rencontra à Montenotte à Millesimo, au pont de Lodi, où son inaltérable gaieté le frappa plus encore que son courage, à Castiglione où il contribua, par sa belle conduite, au succès de l'affaire; enfin au combat de Rivoli et sous les murs de Mantoue. Dans son rapport, Bonaparte, rendant compte de la bataille du 21 floréal : « Je pensais, mandait-il au Directoire, que le passage du Pô serait l'opération la plus audacieuse de la campagne, tout comme la bataille de Millesimo, l'action la plus vive; mais j'ai à vous rendre compte de la bataille de Lodi. On sait que trente pièces de position défendaient le passage du pont. Un moment d'hésitation peut tout perdre; les généraux Bertier, Massena, Cervoni, le chef de brigade Lannes se précipitent et décident le sort encore en balance. (1) »

(La fin au prochain N°)

## FAILLITES.

Tous les créanciers de la faillite Castellini de Cervione sont prévenus, que, par procès-verbal du 20 de ce mois, dûment enregistré, M. le juge-commissaire de la faillite a ordonné un second dividende des fonds appartenant à ladite faillite, et qu'à partir du 26 de ce mois, il peuvent se présenter à M. Casanova, caissier, pour toucher leur dividende.

Bastia le 23 juin 1843.

Le greffier du tribunal de commerce,  
A. D. MARIOTTI.

**LES TAFFETAS** Le Perdreau pharmacien Breve, faubourg Montmartre, 78 à Paris; en Rouen, jamais en boîtes, l'un pour entretenir parfaitement les vésicatoires, l'autre pour panser les ulcères sans démanagements, compresses en papier lavé, serrebraz, etc., se trouvent dans beaucoup de pharmacies notamment chez M. GIRAULT pharmacien à Bastia.

## Théâtre de Bastia.

La troupe des Jeunes Artistes dramatiques, chorégraphique, sous la direction de M. Huet, donnera dimanche 25 juin 1843 :

- 1<sup>o</sup> Une 1<sup>re</sup> représentation de LA BELLE AU DORMANT, vaudeville en deux actes.
- 2<sup>o</sup> LA CACUCHA, pas espagnol dansé par M<sup>lle</sup> Pauline.
- 3<sup>o</sup> LA PETITE LAITIÈRE, vaudeville en un acte joué par M<sup>lle</sup> Céline.
- 4<sup>o</sup> LE JARDIN DE FLORE ou LA FLUTE ENCHANTEE, ballet divertissement gracieux, en un acte.

On commencera à 8 heures.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 17 au 23 juin 1843.

### ARRIVÉES.

Livourne. b. à vap. Pozzidiborgo, c. Bertocci, par Aleria. gondole, St-Erasme. c. Dominici, ble. Aleria. gondole, Hyver. c. Rebora, charbon. Gènes. felouque, St-Jean-Baptiste. c. Garbissa, relâche. Livourne. goëlette, Éléonore. c. Pettinati, relâche. Aleria. chasse-marrée, Baptistin. c. Guaitella, charbon. Marseille. b. goëlette, Conception c. Moneglia, diverses. Portovecchio. bombarde, Jeune-Octavie c. Bognano. Livourne. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, par Toulon. b. à vap. Le Golo. c. Valzi, dépêches.

### DÉPARTS.

Toulon. bat. à vap. Golo, c. Valzi, dépêches. Propriano. brick, Migliacciario c. Alessandri. la A la mer. goëlette de l'état, Étoile. Jugand, lieutenant de vaisseau. Livourne. b. à vap. Télégraphe. c. Lota, par Livourne. brick de l'état. Cassard. M. Ducodé cap. de Corvette. Aleria. bouf, Assomption. c. Stretti, lest. Aleria. bouf, Conception. c. Bolgodere, lest. St-Pellegrino. goëlette, St-Joseph. c. Mecolin. Portovecchio. b. goëlette, Conception. c. Ersi. Cagliari. felouque St-Jean-Baptiste. c. Garbissa. Cagliari. goëlette, Léonora. c. Pettinati, lest. Portovecchio. goëlette, Constance. c. Rogliano. Aleria. tartane. V<sup>te</sup> des Carmes. c. Sisco, lest. Porto-Torre. gondole, St-Joseph. c. Benso, lest. Aleria. bateau, Jeanne Cléante. c. Sanguinetti. St-Pellegrino. b. goëlette, Assomption. c. Olivi. Marseille. b. goëlette, St-Antoine. c. Guasco, diverses. Pronete. gondole, Conception. c. Gentile, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

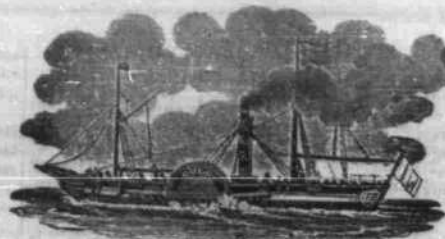
BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LÉOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

#### PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an	16 fr.
Pour six mois	8
Pour trois mois	4
Pour le Continent	20
Pour l'Etranger	24

#### PRIX D'INSERTION.

Diverses	40 cent.
Judiciaires	35

## Bastia.

### COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

2<sup>e</sup> Session 1843.

(Présidence de M. le Conseiller GIORDANI.)

Cette session se composait de 23 affaires y compris celles qui se sont trouvées en état même après l'ouverture des assises. En voici la nature Destruction 1. — Corruption et faux 2. — Tentative de meurtre 3. — Meurtre 6. — Tentative d'assassinat 4. — Assassinat 5. — Il y a eu un décès et un renvoi à la prochaine session pour cause d'absence de quelques témoins. Les 21 affaires jugées, qui concernaient 22 accusés, l'ont été dans un espace de 24 jours par les jurés titulaires auxquels aucune dispense n'a été accordée. Le compte rendu que nous nous proposons d'en présenter ici, quoique très-succinct, suffira néanmoins pour justifier entièrement les résultats de cette session, et constater le perfectionnement vers lequel l'institution du jury en Corse marche à grands pas, à mesure que les hommes qui le composent vieillissent dans le contact des affaires et des hommes expérimentés.

#### Audience du 29 mai. — Meurtre.

Dans la soirée du 12 février 1843, deux soldats du 8<sup>e</sup> de ligne faisant partie de la garnison de Vico (arrondissement d'Ajaccio) vont boire dans le cabaret du nommé Grisoni Thomas : ils en sortent presque ivres. Au moment où ils mettent le pied sur le seuil de la porte, l'un d'eux, le nommé Joseph Jubel se sent frapper à la tête, il y porte la main et reçoit un second coup qui le blesse grièvement au ponce de la main droite. Transporté à l'hôpital d'Ajaccio Jubel y succomba quatre jours après dans les convulsions tétaniques. Le blessé et son camarade ont prétendu que Grisoni Thomas, auteur de ces deux blessures, s'était servi d'un stylet, mais d'après la blessure contuse que Jubel avait aussi rapportée à la tête, il est plus probable que Grisoni ait frappé avec une bouteille dont les morceaux de verre entrés dans les chairs auront occasionné la gangrène. Il a été impossible aux débats de reconnaître la véritable cause de cette agression. L'ivresse des deux militaires a peut-être donné lieu à quelque altercation. Malheureusement pour Grisoni, sa réputation était des plus mauvaises; il paraissait avoir des dispositions peu amicales envers les militaires, et quelques jours avant il avait insulté l'officier qui leur avait défendu de fréquenter son

cabaret. — Déclaré coupable par le jury de blessures volontaires ayant occasionné la mort sans intention de la donner et avec circonstances atténuantes, il a été condamné à cinq ans d'emprisonnement et cinq ans de surveillance.

#### Audience du 30. — Tentative de meurtre.

Gozzi Pierre-Antoine âgé de 44 ans propriétaire à Appietto, arrondissement d'Ajaccio. Le 17 avril 1841, pendant qu'il travaillait dans son enclos, vint à passer un certain Antoine-Pierre Micelli qui avait promis d'épouser une de ses nièces dont il était le tuteur. Après de vifs reproches sur son manque de foi, l'accusé sortit un pistolet, et, au dire de Micelli, fait feu sur lui sans l'atteindre. Celui-ci se serait alors défendu avec un stilet dont l'accusé a rapporté plusieurs blessures. Micelli n'avait été condamné qu'à six mois de prison pour port d'armes Gozzi, qui d'abord avait gardé la campagne, s'étant volontairement constitué et nulle preuve ne venant à l'appui de l'allégation de son adversaire, le ministère public a décliné l'accusation, et le jury a prononcé un verdict d'acquiescement.

#### Audience du même jour. — Corruption.

Bonaldi François, âgé de 33 ans médecin et membre du conseil municipal de S<sup>te</sup> Lucie, canton de S<sup>te</sup> Nicolas, arrondissement de Bastia, et Orsini Jules-Félix âgé de 44 ans, maire de ladite commune de S<sup>te</sup> Lucie, étaient accusés, le premier d'avoir en qualité d'officier de l'état civil, en l'absence du maire et de l'adjoint, perçu cinq francs pour le mariage d'un certain Ferdinand Bonajuti sujet Toscan, avec la nommée Marie Battesti de la commune de S<sup>te</sup> Jean; et Orsini d'avoir profité de ces cinq francs. Cinq mois d'emprisonnement prévient, que ces deux accusés avaient subi, ont paru aux jurés une expiation plus que suffisante pour une perception illégale, mais faite de bonne foi, et tous les deux ont été acquittés.

#### Audience du 31. — Destruction de moulin.

Ruffini Giannettino, dit Tettino, âgé de 30 ans, labourer à Urtaca canton de Lama, arrondissement de Bastia. Le conseil municipal d'Urtaca, auquel s'étaient réunis les principaux propriétaires de la commune, avait pris une détermination pour empêcher le parcourir des bestiaux et leur introduction dans les bois. Les habitants les plus pauvres, qui se trouvaient ainsi privés de cette ressource pour leurs propres animaux, se réunirent dans l'intention de dévaster les propriétés des riches

pour les déterminer à révoquer cette mesure. L'accusé se montrait un des plus ardens dans cette réunion qui, heureusement, fut dissoute par l'intervention d'un homme de bien. Cependant, dans la nuit du 28 mars 1842, une partie du canal du moulin appartenant au sieur Ange-Mathieu Bonavita, adjoint du maire, fut détruite. L'opinion publique accusa aussitôt Paul-Marino Beveraggi, Don Jean Bonavita et Giannettino Ruffini. Les deux premiers, traduits devant les assises de décembre dernier, ont été condamnés à un an de prison. Ruffini, qui s'est constitué plus tard, ne pouvait éviter le même sort, alors surtout que ses complices l'accusaient principalement. Le jury ayant admis aussi en sa faveur des circonstances atténuantes, Ruffini a été condamné à un an de prison.

#### Audience du 1<sup>er</sup> juin. — Assassinat.

Perfettini Jean-Thomas, âgé de 36 ans, labourer, de la commune de Casanova, canton de Seraggio arrondissement de Corte. Une contestation relative à une source d'eau existait depuis quelque temps entre Charles Laurent Conti beau-père de l'accusé et le nommé Mathieu Sanguini. Dans la nuit du 23 au 23 juillet 1833, pendant que celui-ci va pour détourner l'eau, il est assailli par plusieurs individus qui, après lui avoir lancé des pierres, lui portèrent plusieurs coups de stilet qui lui occasionnèrent sept blessures dont il mourut dix jours après. Ce tragique événement n'avait eu aucun témoin de rue, mais Sanguini, dont les premières paroles avaient été celles-ci : « *E stato Conti che ha portato i suoi manigoldi* », c'est Conti qui a conduit ses sicaires, prétendit avoir reconnu parmi ses assassins, Charles Laurent Perfettini, son fils Dominico Conti, son gendre Perfettini et un certain Casanova. Ce dernier ainsi que Conti père, arrêtés immédiatement, furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité; mais l'arrêt de condamnation ayant été cassé, ils furent acquittés par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône.

Après dix ans d'une vie errante mais inoffensive, Perfettini est venu se constituer volontairement sous la foi de la femme de l'homme qui devait attester que son mari, avant de rendre le dernier soupir, avait déclaré qu'il n'avait pas reconnu l'accusé. Mais la manière dont cette femme a déposé aux débats, tout en voulant être favorable à l'accusé, n'a pu détruire l'impression que devait nécessairement produire le récit de la déclaration que Mathieu Sanguini avait faite avant de mourir. La bonne réputation de l'accu-



sé, sa conduite paisible pendant dix ans de condamnation, sa constitution volontaire avaient déterminé le ministère public et le président à demander l'admission des circonstances atténuantes en sa faveur. Mais elles ont été refusées par les jurés qui se sont bornés à écarter la circonstance aggravante de la préméditation et du guet-apens. En conséquence Perpetti a été condamné aux travaux forcés à perpétuité avec exposition.

#### Audience du 2 et 3 juin. — Assassinat.

Giannettini Pierre-François, âgé de 25 ans, propriétaire à Bisinchi, arrondissement de Corte, avait épousé sa cousine germaine, la demoiselle Vignali, riche héritière et unique rejeton d'une famille éteinte par ses ennemis, parmi lesquels figuraient les Canacci. Giannettini, qui jouissait d'une fortune aisée, ne songeait nullement à venger la mort de ses oncles, lorsque, dans la soirée du 31 décembre 1841, un malheureux incident vint ranimer une haine mal éteinte. Pendant que Giannettini était sur la porte de sa maison en compagnie du nommé Lucioni, un certain Ignace Paoli passa devant eux. Aussitôt le chien de l'accusé aboya et le suit. Paoli sort un pistolet ; Lucioni accourt et menace Paoli. Celui-ci décharge son arme sur Lucioni sans l'atteindre et se réfugie vers la maison Canacci ; Lucioni le poursuit un stilet à la main ; Giannettini le suit armé d'un fusil, ils entrent dans la cuisine des Canacci où toute la famille se trouvait réunie autour du foyer. Une lutte s'engage entre les Canacci et Lucioni, qui tout en blessant un des Canacci, est lui-même blessé, désarmé et jeté par l'escalier. Pendant cette lutte, Giannettini a tiré un coup de fusil sur le seuil de la porte et s'est évadé. C'est après que leurs ennemis sont ainsi chassés que les Canacci s'aperçoivent que la jeune Rose, leur sœur, a été tuée par une balle qui, après avoir traversé un banc à dormir sur lequel elle était assise, l'avait frappée à la tête.

Lucioni a prétendu que le coup qui avait donné la mort à la jeune Rose avait été tiré par un des Canacci, qui ayant fait feu au milieu de la lutte avait, par mégarde, tué sa propre sœur. Aux débats il a été impossible d'éclaircir ces faits dont les membres de la famille Canacci déposaient seuls, non sans les exagérations et les contradictions habituelles à toute partie plaignante. Lucioni qui, le premier, s'était constitué avait été condamné aux précédentes assises à deux ans d'emprisonnement comme coupable de tentative de meurtre excusable sur la personne d'Alexandre Canacci. — D'après toutes ces considérations et ce précédent, Giannettini, déclaré par le jury coupable de meurtre à la suite de provocation violente a été condamné à deux ans de prison.

Le bateau à vapeur *La Bastia*, commandé par le capitaine Santi est arrivé à Toulon le 27 juin, d'où il doit se rendre à Marseille après avoir achevé les petits travaux d'embellissement. Ce joli steamer sera un des premiers parmi ceux qui sillonnent la méditerranée soit par la beauté de sa construction soit par la vitesse de sa marche. Le voyage qu'il vient de faire est une preuve incontestable. Parti de Bordeaux le 16 il est arrivé le 27 à Toulon après avoir relâché à la Corogne et à Gibraltar pour s'approvisionner de combustible. Sa marche moyenne a donc été de 70 à 75 lieues par jour. — Le *Napoléon* est attendu incessamment du Havre. L'*Ajaccio* est toujours sur le chantier ; en attendant qu'il soit mis à l'eau, il sera remplacé par *Le Percès* de la force de 160 chevaux, l'un des plus beaux et des plus riches bateaux de la correspondance du Levant. Le premier départ du nouveau service des paquebots, au compte de l'État, aura lieu irrévocablement le 3 août prochain.

#### LOTÉRIE DE DEUX TABLEAUX

Donnés par le Roi Joseph.

L'association des dames de charité, qui fait tant de bien dans cette ville, a eu l'heureuse idée d'y créer un établissement, où les enfants de tout âge et de toutes les classes recevront une éducation chrétienne et contracteront l'habitude du travail. C'est une salle d'asile qui sera dirigée par des religieuses de St-Joseph.

Pour suppléer à l'insuffisance des fonds, M<sup>me</sup> la baronne Desmichels, qui chaque jour acquiert de nouveaux droits à la reconnaissance publique, a fait un appel à l'inepuisable bienfaisance du Roi Joseph qui vient de lui envoyer deux tableaux de grands maîtres, représentant l'un la résurrection de Lazare, l'autre une Madeleine. On fera une loterie de ces deux tableaux ; le prix de chaque billet est d'un franc cinquante centimes. Deux listes circuleront à domicile et une troisième liste sera déposée à la mairie. Le tirage aura lieu vendredi prochain, 7 juillet, au théâtre, à la fin d'une représentation que donnera l'intéressante troupe de M. Huart et dont le produit aura la même destination.

La salle ne sera point, sans doute, assez vaste pour contenir tous ceux qui s'empresseront de prendre part à une bonne action, avec la chance de devenir propriétaires de deux chefs-d'œuvre de la peinture italienne.

#### Le Recteur etc.

Vu le règlement de 15 octobre 1833 concernant l'école normale primaire d'Ajaccio.

Vu la décision de M. le ministre de l'instruction publique qui place la dite école sous le régime triennal.

#### ARRÊTE :

Art. 1<sup>er</sup> Un concours pour huit places d'élèves-maîtres à l'école normale primaire établie à Ajaccio sera ouvert le 27 juillet prochain dans une des salles du collège de cette ville, par devant la commission d'instruction primaire. La voie du sort déterminera l'ordre d'après lequel les candidats devront être examinés.

Art. 2. Les connaissances exigées pour l'admission à l'école normale sont : la lecture ; les différents genres d'écriture ; les éléments de la grammaire française et de la grammaire italienne ; la traduction du français en italien et vice-versa ; l'arithmétique jusque et compris les fractions décimales ; le système métrique ; le catéchisme ; les premières questions de la géographie en général et de l'histoire de France. Il sera tenu compte aux candidats des connaissances acquises en dehors du programme.

Art. 3. Nul n'est admis comme boursier s'il ne remplit les conditions suivantes : il doit 1<sup>o</sup> constater qu'il est âgé de 16 ans au moins et qu'il n'a pas dépassé 25 ans ; 2<sup>o</sup> produire un certificat de médecin constatant qu'il n'est sujet à aucune infirmité incompatible avec les fonctions d'instituteur, qu'il a été vacciné ou qu'il a eu la petite vérole. Ce certificat sera légalisé par l'autorité compétente : 3<sup>o</sup> présenter un certificat du maire constatant qu'il n'est point marié ; 4<sup>o</sup> prendre l'engagement de servir pendant dix ans dans l'instruction publique en qualité d'instituteur communal.

Art. 4. Les boursiers qui renoncent à leurs études avant la fin du cours ou qui, sortis de l'école ne remplissent pas l'engagement par eux contracté de servir pendant dix ans comme instituteurs communaux, seront tenus de rembourser le prix de la pension pour le temps de leur séjour à l'école, et considérés comme étrangers au service de l'instruction publique, ce qui les replace sous le droit commun quant à l'obligation du

service militaire. A cet effet ils doivent déposer entre les mains du directeur de l'école un acte qui garantisse le remboursement de la pension.

Art. 5. Les candidats doivent se faire inscrire cinq jours avant l'ouverture du cours au secrétariat de l'académie où il leur sera donné connaissance du règlement de l'école normale.

Fait à Ajaccio, le 21 juin 1843

C. HUART.

Par un arrêté du même jour, le recteur fixe la réunion de la commission d'examen pour les aspirants aux brevets de capacité, au 31 juillet prochain.

Aucune postulante ne sera admise à l'examen si elle n'est âgée de 20 ans au moins : elle est tenue de présenter 1<sup>o</sup> son acte de naissance ; si elle est mariée, l'acte de célébration de son mariage ; si elle est veuve, l'acte de décès de son mari ; 2<sup>o</sup> un certificat de bonne vie et mœurs délivré sur l'attestation de trois conseillers municipaux par le maire de la commune ou de chacune des communes où elle aura résidé depuis trois ans.

C. HUART.

Le 26 juin 1843. (Correspondance particulière du Toulonnais.)

Nous avons annoncé, il y a huit jours, qu'il était question de l'envoi de quelques vaisseaux sur les côtes d'Espagne. En effet, l'amiral ministre de la marine vient de donner à M. le vice-amiral préfet, par voie télégraphique, l'ordre d'expédier immédiatement deux bateaux à vapeur dans ces parages. Le soir même, le *Castor* et le *Papin*, commandés par MM. Astié et Levêque, lieutenants de vaisseau, partirent précipitamment pour Barcelonne.

Le bâtiment à vapeur le *Crocodile* recut l'ordre en même temps de se disposer à faire partie de cette destination, et ce steamer est prêt à gagner le large. Son équipage est consigné à bord.

On savait en ville que le gouvernement n'avait nullement l'intention d'intervenir dans ces affaires de la péninsule, et le départ précipité de deux bateaux à vapeur avait produit une grande sensation ; mais tout s'est bientôt expliqué : la ville de Barcelonne est menacée de nouveau d'un bombardement, et les Français établis dans cette malheureuse cité peuvent avoir besoin d'un moment à l'autre de la protection de nos bâtiments.

Le bruit est généralement répandu aujourd'hui qu'Espartero est parvenu à rejoindre les généraux Seoane et Zurbarra à Lerida, et que de grands malheurs menacent la Catalogne. On a connaissance, en outre, de l'arrivée de plusieurs bâtiments de guerre anglais sur les côtes d'Espagne, avec mission d'intervenir ouvertement en faveur du régent.

Il est possible que le vaisseau le *Maréngo*, parti récemment de Brest avec 500 marins pour la division de Toulon, se montrera sur les côtes d'Espagne, où l'on devrait, ce nous semble, envoyer une division navale pour sauvegarder les intérêts français et surveiller les menées de l'Angleterre, qui paraît avoir juré la ruine de tous les pays qui veulent se soustraire à sa domination.

BONE, 15 juin 1843. — La colonne est toujours dehors et ne rentrera, dit-on, que le 4 ou le 5 du mois prochain. Les troupes ont beaucoup marché mais elles se sont peu battues, les *Annechas* et les autres tribus ennemies fuyant toujours à notre approche.

On a fait de nombreuses razzias (le parc de Bone seul compte en ce moment environ 3,000 bœufs et on a vendu une grande quantité de chèvres

et de moutons). Mais enfin est-ce la une soumission, je le dirais en toute conscience, je ne le puis malheureusement pas, ce sera toujours à commencer. A Gijelly et à Collo, depuis le départ des colonnes, les Kabyles ne cessent de venir piller.

Maintenant les trois colonnes réunies de Constantine, Bone et Philippeville se trouvent sur la frontière du Tunis, cernant, dit-on, Nassen-el-oui qui s'est réfugié dans la régence et dont on demande l'expulsion.

BARCELONE. — Les nouvelles du 24 au soir annoncent que Zurbarra reconnaissant sa position compromise, demandait à Castro à se retirer à Gervera, promettant de ne pas commettre d'hostilités, mais Castro exige sa soumission immédiate.

Un *bando* de la junte s'est terminé par des *dis à bas Espartero*. La crainte d'un bombardement par le fort Montjuich tient cependant campé hors la ville, une grande partie de la population.

#### NOTICE HISTORIQUE

### LE GÉNÉRAL CERVONI.

#### II.

Demeurant fidèle au culte des mûses jusque dans la tente et le tumulte des camps, les courts intervalles de repos étaient remplis par des lectures utiles et le noble délassement de la poésie. Les généraux eurent avec les hommes de lettres de la péninsule italique des liaisons plus intimes. Son commerce épistolaire avec plusieurs d'entre eux et notamment avec le célèbre Monti attestait au besoin. Ce fut par son entremise, que ce dernier se réconcilia avec Giani, ne dispute littéraire, envenimée par la plus amère, la plus personnelle de toutes les polémiques, avait affligé leur commun ami ; Cervoni voulut faire cesser ce feu nourri de sarcasmes, ces injures rimées qui réjouissaient tant les jaloux dépréciateurs de la gloire littéraire de ce beau pays. (1)

Élevé au grade de général de division, il fut appelé en l'an 8, à commander les troupes expéditionnaires envoyées contre la Sardaigne. Il débarqua à Bastia. On raconte, à ce sujet, une anecdote assez piquante. Nous avons dit, au commencement de cette notice, que son village natal se trouve à peu de distance de la route royale qui, de Bastia, conduit à Corte. Depuis 1791, il n'avait plus remis le pied en Corse. Son père n'existait plus, mais sa mère vivait encore. A l'aspect du lit paternel, une heureuse idée le saisit. S'il procurait à sa vieille mère le plaisir d'une agréable surprise..... ce ne sera pas sans une bien douce émotion mêlée de quelque orgueil qu'elle reverra son cher J. Baptiste sous l'uniforme et les insignes de général de division. Cédant, tout-à-coup, à ce beau mouvement de pitié filiale, il prend, avec ses aides-de-camp et une nombreuse escorte, la direction de Siveria. L'on peut se figurer aisément tout ce qui se passa dans cette scène attendrissante. Le lendemain après avoir pris congé de cette mère ravie, il se rendit à Corte, où il s'occupa des préparatifs de l'expédition.

Il importait aux cabinets jaloux de la prépondérance politique que la France allait avoir dans la méditerranée, de la faire échouer. Dans ce but, des navires toscans jetèrent sur les côtes de l'île une nuée d'émigrés royalistes. A leur vue, et excités par eux, plusieurs communes levèrent l'étendard de la révolte. — Quand le feu éclata chez soi, on ne songe plus à l'allumer ailleurs. — Sali-

(1) Œuvres de Monti, 3<sup>o</sup> vol. pag. 318.

celui qui, en sa qualité de commissaire du gouvernement avait la haute direction de l'entreprise, eut devoir en suspendre les apprêts et changer tout de suite la destination des forces dont il disposait. L'irritation dont il fut saisi à l'annonce de cette insurrection insatiable le conduisit à des mesures d'une énergie toute républicaine. Sans les désapprouver hautement, Cervoni en laissa l'odieuse et toute la responsabilité au commissaire civil. Tout ce qui ressemblait à une réaction républicaine à son caractère. Il n'était à craindre qu'à l'armée ; il ne fit jamais de mal qu'aux ennemis de la France.

Rentré sur le continent, toute son ambition était de courir à de nouveaux dangers. Encore dans toute la force de l'âge, sa place était aux armées. Aussi dès que les hostilités recommencèrent il sollicita du général de l'armée d'Italie, devenu premier Consul, le commandement d'une division dans cette deuxième campagne (1801). Le chef de l'État en décida autrement. Il fallait sous le ciel brûlant de la Provence un homme conciliant et ferme : Napoléon l'envoya à Marseille avec la plus grande latitude de pouvoir. Les esprits y étaient encore agités par la secousse révolutionnaire. L'ardeur du climat, à toutes les époques de tourment, y porte les passions politiques au plus haut degré d'exaltation, et lorsque Cervoni, qui préférait les périls de la guerre à tous les avantages de cette importante position, insista pour que le premier Consul le remplaçât dans ce poste de confiance, sa réponse fut, que c'étaient précisément les difficultés dont il parlait dans sa lettre qui avaient déterminé son choix. Force lui fut de se résigner.

L'époque du couronnement arrive. Cervoni assiste, en qualité de commandant divisionnaire, à l'inauguration de l'Empire. Là, dans la capitale, au milieu de toutes les renommées des armées de terre et de mer, il rencontre ses camarades de Toulon, de Nice, ceux qui ont combattu avec lui les Autrichiens sur les bords du Pô et de l'Adige. Le successeur de Charlemagne le reçoit avec plaisir et lui parle familièrement. Il est content de la manière avec laquelle il remplit ses intentions, il approuve ce mélange de modération et de fermeté qui assure le maintien de l'ordre dans le midi, sans sortir des bornes de la légalité, telle du moins qu'on l'entendait alors.

On sait les démêlés qui éclatèrent entre l'Empereur et son frère Joseph, et la disgrâce éclatante qui en fut la suite. C'était une raison de plus pour un homme à l'âme élevée comme Cervoni de redoubler de soins affectueux et d'estime envers le grand Electeur. Au risque de déplaire à Napoléon, il se fit remarquer par son empressement à courtoiser le malheur. Nous tenons de bonne source que, fidèle à son ancienne amitié pour le prince tombé en disgrâce, il crut devoir, dans son intérêt, raffermir sa résolution de ne pas accepter la vice-royauté de l'Italie. « Ces trônes éphémères valent-ils, disait Cervoni, le titre de prince français et de prince présomptif de la couronne ? S'il arrive que l'Empereur entre en Italie avec une armée, que deviendrez-vous ? Un maréchal et peut-être un général de division auront plus d'influence que tous vos ministres ensemble. Heureux, si les nécessités de la guerre n'entraînent pas immédiatement la suspension temporaire de toutes les prérogatives royales. » Joseph refusa. On conçoit que peu accoutumé à rencontrer une pareille résistance, l'Empereur eût saisi cette occasion pour apprendre aux grands dignitaires de la couronne et aux divers pouvoirs de l'État que désormais il ne devait y avoir d'autres lois, que ses volontés. L'exemple de cette disgrâce éclatante, atteignant le premier entre tous ses frères dans l'ordre de la famille comme dans

l'ordre politique, devait être, et fut en effet, un avertissement utile pour tous les autres.

Comme tout le monde sait, le chef auguste de la chrétienté quitta la ville sainte pour aller à Paris béni de sa main la couronne qu'avaient placée sur la tête du nouvel Empereur les suffrages du peuple et la victoire. Charlemagne au 8<sup>e</sup> siècle était allé se faire sacrer à Rome. Cette fois, au commencement du 19<sup>me</sup>, c'était le Pape qui passait les Alpes pour appeler les bénédictions du ciel sur le fondateur de la monarchie impériale. Il méritait bien cette condescendance celui qui avait rendu à la religion ses temples, au culte sa liberté et aux prêtres une existence légale. A son tour l'Empereur décida, en conseil privé, que l'armée tout entière irait, dans la personne de ses chefs, s'incliner respectueusement devant le saint Père. C'était un hommage rendu au Dieu des armées, au Dieu de Constantin et de Clovis et au signe qui assure les victoires. On pensa avec raison que son premier représentant sur la terre, le symbole vivant de la religion, devait en être infiniment flatté.

Cervoni, mis à la tête de cette imposante députation, imposante, car elle se composait de tout ce qu'il y avait dans la capitale de maréchaux et d'officiers-généraux de terre et de mer, Cervoni que cet honneur toucha, sans l'embarrasser le moins du monde, pensant qu'il était du bon goût de le complimenter en langue italienne avait bienôt préparé sa petite harangue qu'il débita d'un ton solennel et avec une voix de Stentor. Le saint Père qui, s'attendant à un compliment en français, se reposait du soin de la réponse sur l'esprit de son trucheman, ne put dissimuler l'embarras de sa surprise. La mystification amusa beaucoup les salons de Paris. L'Empereur lui-même en rit à son tour dans la liberté de son intérieur. Ceux qui connaissent le caractère enjoué et la piquante originalité de l'orateur de la députation ne furent pas éloignés de croire, que par ce tour plaisant auquel on reconnaissait encore l'ancien écolier de Pise, que Cervoni avait voulu égarer un instant le corps des grands officiers de l'armée. Quoiqu'il en soit, le Pape décontenancé ne trouva rien de mieux à lui adresser que ces mots : *Lai parla bene italiano. — Son Corso, santo Padre, e son Cervoni*, repartit l'orateur. L'allusion fut comprise : Cervoni était connu du Pape et des cardinaux. C'était lui qui, après l'assassinat du brave Duphot et l'outrage fait à l'ambassadeur français, avait été chargé, sous les ordres du général Berthier, de demander à Pie VI la satisfaction éclatante qu'exigeait cette coupable violation du droit des gens.

Conciliant, dans cette pénible circonstance de sa vie, ses devoirs de général avec le respect dû au chef de l'Eglise à qui le malheur venait d'imprimer une consécration nouvelle, Cervoni ne put l'approcher sans éprouver une sorte d'émotion religieuse. Au moment où, forcé d'escalader les murs du Vatican, il pénétra jusqu'à la chambre où le Pape attendait, dans le recueillement et la sécurité d'une âme pure, son expulsion à main armée du siège de St-Pierre. Il fut saisi, assurait-il d'une sainte terreur. « Je suis touché », dit le chef de la chrétienté, général Cervoni, des formes nobles et généreuses que vous mettez dans l'exécution de vos ordres impitoyables. Mais je ne reconnais à aucun prince sur la terre le droit de m'enlever l'autorité temporelle que je tiens de Dieu et de la libre volonté des hommes. Je ne puis ni veus y renoncer. J'ai quatre-vingt ans ; vous pouvez me faire beaucoup de mal, mais pas pour long temps. Je suis préparé à toutes les disgrâces. Pontife suprême, je veux, autant qu'il dépendra de moi, mourir dans l'exercice de tout mon pouvoir. Employez la force, puisque



vous l'avez, mais apprenez que si vous êtes maître de mon corps, vous ne l'êtes point de mon âme (1).

Cervoni n'eut garde de l'interrompre, mais il pria son auguste prisonnier de ne pas le placer dans la douloureuse nécessité d'employer la violence. Cette douleur eût été sincère et vraie. Assurément Cervoni eût mieux aimé monter à l'assaut d'une redoute hérissée de batteries que d'escalader les murs du Vatican. — C'est ainsi que les positions et les rôles des hommes changent avec les événements! En 1798 il n'aborda Pie VI que pour lui proposer l'abdication ou l'exil; en 1804 c'est pour déposer au pied de son successeur un tribut de vœux et d'hommages.

(1) Botta, *histoire de l'Italie*.

(La fin au prochain N°)

## ANNONCES.

On fait savoir à tous qu'il appartiendra, qu'en vertu et en exécution de deux jugements rendus par le tribunal civil de Bastia (Corse), l'un à la date du 1<sup>er</sup> octobre 1842, l'autre du 18 novembre même année, dûment enregistrés, en la demande 1<sup>re</sup> du sieur François-Antoine-Noël Ajmò, caporal des caconniers et du sieur Louis Delecorso, boucher, le premier père et tous deux tuteurs des mineurs Laurent (aujourd'hui majeur), Philippe et Marie-Madeleine frères et sœur Ajmò, agissant en leur dite qualité de tuteurs. 2<sup>o</sup> du sieur Barthélemy Ajmò, ouvrier tailleur d'habits. 3<sup>o</sup> de la dame Rose-Catherine née Puccinelli, veuve de feu Laurent Ajmò, tous, même les mineurs, propriétaires domiciliés et demeurants à Bastia et héritiers testamentaires, sous bénéfice d'inventaire dudit feu Laurent Ajmò, en son vivant domicilié et demeurant à Bastia, tous assistés et représentés par M<sup>re</sup> Casavecchia avoué audit tribunal civil, demeurant à Bastia;

Et à la diligence de tous les demandeurs, sus-nommés y compris le sieur Laurent Ajmò, militaire, domicilié et demeurant à Bastia, assisté dudit avoué;

Il sera procédé, le 19 juillet 1843, à dix heures du matin, heures et jours suivants au besoin, dans la salle où ledit tribunal tient ses audiences, au palais de justice, dit des *Missionnaires*, devant M. Milanti juge suppléant au même tribunal, délégué pour diriger les opérations dont s'agit par le jugement précité du 10 novembre; à la vente aux enchères des biens meubles et immeubles appartenants à la succession dudit feu sieur Laurent Ajmò et qui sont énoncés dans le cahier des charges, dûment enregistré, qui a été dressé à cet effet le 12 juin 1843 et qui a été déposé au greffe du tribunal susdit le jour suivant.

Les effets mobiliers à vendre consistent en commodes, secrétaires, canapés, chaises, gardes-robes, lits etc. de quelques objets de vêtements et de quelques tonneaux, le tout usé. Ces meubles se trouvent dans le domicile de ladite dame Rose-Catherine veuve Ajmò à Bastia, faubourg St-Joseph, maison Puccinelli. Ainsi ceux qui le désirent peuvent se rendre dans ladite maison pour voir les meubles dont s'agit.

Désignation des immeubles à vendre par lots séparés et indication de leur mise à prix respective. Ces immeubles sont situés dans la commune de Bastia, arrondissement de ce nom (Corse).

### BIENS URBAINS.

1<sup>o</sup> Tout le troisième étage, en montant, de la maison Ajmò, sis dans le faubourg St-Joseph de la ville de Bastia, tenant au-dessus à un étage du sieur Philippe Ajmò et au-dessous à un étage appartenant indivisément à la succession de feu

Laurent Ajmò et aux hoirs de feu dame Marie-Madeleine née Ajmò femme du sieur Ferretti Sauvageur, sur la mise à prix de . . . . . 5,000 f. 00 c.

2<sup>o</sup> La moitié du deuxième étage en montant de ladite maison Ajmò, l'autre moitié appartenant aux hoirs de ladite dame feu Marie-Madeleine Ferretti. Cet étage est indivis entre les hoirs dudit feu Laurent Ajmò et les hoirs de ladite feu dame Ferretti, et a pour aboutissants, au-dessus les troisième étage énoncé plus haut au numéro 1<sup>er</sup>, et au-dessous un étage de la dame Marie Ajmò femme de M. Castel, capitaine-trésorier de gendarmerie. La mise à prix de ladite moitié de l'étage est de . . . . . 2,500 00

3<sup>o</sup> La cave au rez-de-chaussée de ladite maison Ajmò, tenant d'un côté aux hoirs Puccinelli, et de l'autre au sieur Filippi Jean-Martin, sur la mise à prix de . . . . . 1,050 00

4<sup>o</sup> Une petite pièce obscure (sotto scala) au rez-de-chaussée de la même maison Ajmò, tenant de deux côtés à la cave désignée au numéro 3, précédant d'un autre côté à l'escalier de la maison, sur la mise à prix de . . . . . 125 00

5<sup>o</sup> Deux écuries contiguës sises à San Roccucco faubourg St-Joseph, tenant celle vers le nord, d'un côté aux sieurs Philippe Ajmò et Jean-Martin Filippi, et d'un autre côté à l'écurie ci-après désignée; l'autre écurie sise vers le sud, tenant d'un côté à l'écurie déjà désignée, et de l'autre côté à l'emplacement des hoirs Puccinelli. La mise à prix de ces deux écuries est de . . . . . 2,138 00

TOTAL . . . . . 10,913 00

### BIEN RURAL.

6<sup>o</sup> Un terrain labourable clos à mur à sec, sis au lieu dit Castagno, territoire de la commune de Bastia, complanté en partie à oliviers, figuiers et autres arbres fruitiers, y compris la maisonnette et la carrière de pierres qui s'y trouvent. Cette propriété rurale a une contenance d'environ vingt-quatre ares, et aboutit, d'un côté au chemin public et de l'autre à la vigne du sieur Moretti Louis. La mise à prix pour le tout est de . . . . . 1,200 00

TOTAL GÉNÉRAL . . . . . 12,113 00

### ORIGINE DE LA PROPRIÉTÉ.

Lesdits biens meubles et immeubles appartenant à feu sieur Laurent Ajmò qui les possédait, à titre de propriétaire, lors de son décès et font partie de sa succession.

La vente dont s'agit aura lieu comme dessus, en présence des poursuivants sus-nommés ou de leur avoué et en présence du sieur Jean-Vincent Chersin subrogé tuteur desdits mineurs Ajmò, commerçant demeurant et domicilié à Bastia, ou lui dûment appelé.

Bastia, le 23 juin 1843.

L'Avoué des poursuivants,  
CASEVECCHIE.

Enregistré à Bastia le 23 juin 1843, folio 106 v<sup>o</sup> C<sup>o</sup> 5, reçu un franc et dix centimes pour décime.

CASANOVA.



Le bateau à vapeur le *Télégraphe*, partira Bastia pour Ajaccio le soir du 10 courant; il lâchera le 11 au matin à l'île Rousse et Calvi, il arrivera à Ajaccio le même jour. Le 13 au matin il repartira pour Propriano pour retourner vers une heure après-midi à Ajaccio, et le 14 soir il repartira pour Bastia relâchant à Calvi l'île-Rousse.

### AUBERGE A OREZZA.

CHARBONNIER, aubergiste à Bastia, a l'honneur de prévenir les personnes qui se rendent à Orezza, qu'il partira le 12 courant, pour établir une auberge à Piedicroce, où l'on sera bien servi à des prix modérés.

## LES POIS

Le Perdiel pharmacien breveté, élève de l'école de médecine de Paris, a découvert une guimauve, suppuratifs au giron produisant une suppuration abondante et de bonne nature sans causer aucune souffrance comme les pois d'Oranges si peu actifs et qui par leur dureté et la déformation dans la plaie, la rendent si gênante et très douloureuse. Les Pois Le Perdiel se trouvent dans beaucoup de pharmacies et notamment chez M. Giralt pharmacien à Bastia.

## Théâtre de Bastia.

La troupe des Jeunes Artistes dramatique chorégraphique, sous la direction de M. Huet donnera dimanche 2 juillet 1843 :

1<sup>o</sup> Le PETIT ROBINSON, comédie mêlée de chant.  
2<sup>o</sup> A la demande, une 2<sup>e</sup> représentation de BONAPARTE A L'ÉCOLE DE BRIENNE, fait historique en trois tableaux, terminé par le ballet.  
Dans un entr'acte M<sup>lle</sup> Léontine, chantera un grand air d'opéra.  
On commencera à 8 heures.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Du 24 au 30 juin 1843.

### ARRIVÉES.

Aleria. bat. Jeanne Cléante, c. Sanguinetti, charbon.  
St-Pellegrino. goélette St-Joseph, c. Meccolin, c. St-Pellegrino. brick-goélette Assomption, c. O. Va, bois de construction.  
St-Pellegrino. brick goélette Phénix, c. Gasse, bois de construction.  
St-Pellegrino. bœuf Vierge des Carmes, c. Figallo, bois de construction.  
Marseille. brick Petit Mathieu, c. Fesand, houille.  
Livourne. b. à vap. Pozzidiborg, c. Bertucci.  
Fiumorbo. brick-goélette Assomption c. Guaitelli, charbon.  
Fiumorbo. gondole Assomption, c. Sisco, charbon.  
Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.  
Porto-Vecchio. brick-goélette Conception, c. Etan, bois.

Ajaccio. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass.

### DÉPARTS.

Ajaccio. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass.  
Toulon. b. à vap. Le G-fo, c. Valzi, dépêches.  
Macinaggio. gondole M<sup>re</sup> Letizia, c. Franceschi.  
Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi.  
Pronete. brick Deux Amis, c. Alfonsi, lest.

Le Gérant N. TARTABOLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp<sup>te</sup> Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Française.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

DE LA RÉFORME ÉLECTORALE.

Il n'y a pas de question plus creuse et plus stérile que cette sentimentale abstraction de métaphysique politique. Il suffit pour s'en convaincre de se demander qui se met à la tête de cette prétendue réforme. Les uns, qui ne disent pas tout haut leur pensée, mais laquelle est facile à deviner, ne demandent pas mieux que d'exploiter la crédulité; les autres, qui ne s'aperçoivent pas qu'on se sert d'eux comme de complices complaisants, sont d'une candeur si naïve qu'ils ne veulent pas comprendre qu'on ne veut qu'une chose, les prendre pour dupes. Au fond, de l'intérêt du pays il ne saurait en être sérieusement question, c'est ce dont il est très aisé de se persuader.

Quant aux premiers promoteurs de la réforme électorale, il est facile de s'en débarrasser et de les laisser dans l'isolement, où les a placés le pays, qui comprend admirablement qu'en tout ceci il ne saurait s'agir de lui. Que veulent-ils? un instrument pour arriver à un nouveau bouleversement politique, à une révolution nouvelle, qui viendrait s'ajouter à toutes celles du passé sans en faire la liste et sans en rendre le retour impossible. Pour les partisans sincères ou intéressés de la démocratie, il est bien clair que la réforme ne saurait être entre leurs mains qu'une occasion de ruine. La Charte de 1830 renversée, que mettraient-ils à la place? ils n'en savent rien en vérité, mais ils l'auraient renversée, et voilà tout ce qu'ils ambitionnent. Les différentes écoles de la démocratie sont hostiles les unes aux autres, et la table rase faite, elles en seraient à se disputer entre elles le sanglant héritage qu'elles se seraient préparé. La prospérité du pays, plongée de nouveau dans l'anarchie et le désordre, y perdrait évidemment; mais les démocrates de toutes les nuances auraient leurs coulées franches; on entasserait constitutions sur constitutions; l'agitation politique serait permanente, et l'on déclarerait le pays d'autant plus fortuné qu'il serait plus bouleversé. Pour l'école démocratique, qui prend volontiers les convulsions d'une existence agitée en tous sens pour l'état normal d'un peuple, ce serait un gain sans doute; mais le pays et son avenir, que deviendraient-ils? C'est ce dont se souvient fort peu messieurs les démocrates.

Et qu'on ne dise pas que les choses n'iraient pas ainsi. Il n'y a dans la démocratie que des passions, dont nous voulons croire les uns généreuses dans leur but, et dont les autres, ou nous l'accorderons aussi, ne sont que des instincts de ruine; mais des passions ne suffisent pas à organiser un peuple, une société, et ces passions, s'exaltant à l'œuvre difficile, impossible, qu'elles tenteraient, en viendraient bientôt, avec le caractère impressionnable, irritable et ardent de la France, aux prises les unes avec les autres: ceux-là qui aujourd'hui sont à la tête de ce qu'ils appellent le progrès et de ce qui est tout bonnement un retour aux souvenirs impuissants du passé, aux principes perdus et que l'expérience a usés, ceux-là ne manqueraient pas d'être poursuivis comme arriérés et rétrogrades. Derrière l'école démocratique modérée qui s'arrête à la constitution des États-Unis, il y a la société des Communistes, comme jadis au-dessus des Girondins, il y avait la Montagne, la Montagne violente, qui écarta de tout son poids le modérantisme; comme naguère encore, derrière Lafayette il y avait les membres des clubs qui illuminaient le jour de la mort de Lafayette, qui, pour eux, personnifiaient l'aristocratie. Voilà la loi des révolutions démocratiques: pour elles, il n'y a pas de repos, de limites, car, faites au nom des passions, elles ne vivent que pour elles et meurent aussi pour elles.

Voilà les résultats infaillibles de la réforme électorale telle que la demande l'école démocratique. Voilà ce à quoi on tend, qu'on en ait conscience ou non. Les uns s'imaginent s'arrêter à une nouvelle constitution renouvelée de 92 ou de 93; les autres, qui ne s'en accommoderaient pas, poussent néanmoins au mouvement, parce qu'ils savent parfaitement qu'en révolutions le succès ne s'arrête pas à ceux qui ont commencé à mettre la main à l'œuvre. Il y a là un héritage sous bénéfice d'inventaire qu'ils se promettent bien d'exploiter à leur profit.

Il y aurait donc une immense duperie à seconder un mouvement de cette nature, alors qu'on se dit partisan sincère du gouvernement constitutionnel de 1830, et c'est ce que ne veulent pas comprendre les partisans d'une réforme électorale modérée, qui, au fond, ne changerait rien à la force respective des partis, mais qui aurait le grand inconvénient d'entamer la digue que notre législation électorale a sagement opposée au torrent révolutionnaire. Vous demandez aujourd'hui l'adjonction de ce que vous appelez ambi-

tieusement les capacités, et vous vous croyez d'ardents apôtres de la démocratie. Mais cette bruyante et fausse popularité, après laquelle vous courrez avec tant de candeur, vous ne l'obtiendrez même pas: la démocratie, dont vous demandez si complaisamment à faire les affaires, ne vous saura aucun gré de vos efforts. Avec elle, il faut vouloir tout ce qu'elle veut, ou s'exposer à être flétri, conspu par elle. On se servira de vous pour tirer les marrons du feu, et l'on se railera de vous ensuite. Déjà mieux, l'on ne se cache pas pour dire que si l'adjonction de ces capacités, qui doit tout sauver selon vous, est une réforme purement insignifiante, si l'on doit s'arrêter là, cette réforme faite; ce serait donc à recommencer un an après, et nous voilà ainsi arrivés tout doucement et forcément à nous servir du gouvernement constitutionnel, non pas pour travailler à régler les intérêts généraux du pays, mais pour nous épuiser dans le jeu stérile des constitutions faites, défaits, relaites. Ce qui est entre nous mains un moyen pour arriver à un but, savoir la prospérité du pays, nous nous en servirons pour modifier sans cesse le moyen, l'instrument de la prospérité sociale. Toute notre activité sera désormais condamnée à s'épuiser, à fuir, à défaire, à refaire nos lois organiques. Tout cela n'est-il pas ridicule à force d'impuissance et de stérilité? Ne saurons-nous donc jamais nous arrêter et nous occuper des intérêts actuels, vivants, de notre pays, de notre avenir? Ce qui est en péril aujourd'hui ce n'est pas la liberté: les partis s'expriment tout haut; quoique placés en dehors de la constitution, ils ont tous des représentants dans les conseils de la nation; ces représentants sont en proportion avec le petit nombre de partisans qui les prennent pour interprètes, et alors que vous êtes dans la vérité, vous voudriez changer tous les ans vos lois constitutives! Hélas! cela ressemblerait quelque peu aux discussions oiseuses des sophistes du bas empire qui se voyaient enlever, de sang froid, leur territoire, province par province, pendant qu'ils discutaient gravement sur des arguties misérables. L'expérience du passé doit cependant nous servir à quelque chose.

Aujourd'hui en France, grâce à Dieu, la capacité, l'intelligence arrive à tout; les chefs des idées sont des hommes qui ont fait leur chemin à la sueur de leurs fronts et qui se sont fait place par les seuls travaux de leur esprit. L'aristocratie qui domine est bien celle de la capacité, et alors qu'elle est maîtresse partout, vous voulez plaider

### PRIX D'ABONNEMENT

#### POUR LA CORSE.

Pour un an . . . . . 16 fr.  
Pour six mois . . . . . 8  
Pour trois mois . . . . . 4  
Pour le Continent . . . . . 20  
Pour l'Etranger . . . . . 24

#### PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35

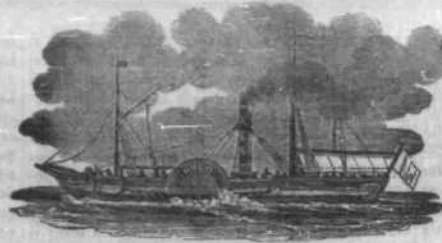


ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LÉZOLIVET et Comp.<sup>e</sup> Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an	16 fr.
Pour six mois	8
Pour trois mois	4
Pour le Continent	20
Pour l'Étranger	24

PRIX D'INSERTION.

Diverses	40 cent.
Judiciaires	35

# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

2<sup>e</sup> Session 1843.

(Présidence de M. le Conseiller GIORDANI.)

Audience du 5. — Corruption. — Faux.

Peretti J. B. âgé de 52 ans natif d'Essola province d'Ivrea, États de Piémont, entrepreneur de travaux publics demeurant à Evisa arrondissement d'Ajaccio était devenu adjudicataire de la partie de la route royale N° 199 qui s'étend entre le col St-Sebastien et l'endroit dénommé Liscia, route occidentale d'Ajaccio à Bastia.

Le 1<sup>er</sup> juin 1841, le sieur Mancini, conducteur, dressait des états d'estimation portant à 120,379 fr. 29 c. la somme due à l'entrepreneur Peretti. Ces états furent approuvés par le sieur Giobergia ff. d'ingénieur. Mais l'ingénieur en chef ayant été informé que le mètre n'était point exact, il procéda à la vérification et constata une altération considérable et une malice donnant une différence de 37,313 fr. au préjudice de l'Etat.

Traduit aux précédentes assises, Giobergia fut acquitté parce qu'il résulta aux débats qu'une maladie sérieuse l'avait empêché de surveiller les travaux, et que dès-lors il avait signé de bonne foi les états estimatifs dressés par Mancini.

Peretti, qui s'est constitué volontairement, a été acquitté, avec partage de voix, s'il faut croire à des renseignements pris à bonne source.

Audience du 6. — Tentative de meurtre.

Tomasini Joseph, âgé de 20 ans, laboureur à Sisco canton de Brando, propriétaire d'un moulin, se plaignait souvent de ce qu'on lui détournait l'eau du canal. Dans la nuit du 26 juillet 1840, Dominique Perichi s'approche de ce canal dans l'intention, dit-il, de satisfaire à un besoin naturel. Tomasini, qui se tenait en surveillance, croit qu'il vient de détourner l'eau; s'élance sur lui un stilet à la main et le blesse, mais Perichi plus fort que lui le désarme et le terrasse. Tomasini prend ensuite la fuite et n'est arrêté qu'en dernier lieu à Toulon. Ses aveux, sa jeunesse et son repentir ont déterminé le jury à le déclarer coupable seulement de blessures, et la cour à ne le condamner qu'à huit mois de prison.

Audience du 7. — Tentative d'assassinat. — Attentat à la pudeur, destruction d'un pont.

Pietri Ours-Paul, âgé de 17 ans, berger de la commune de Pianello, canton de Moya, était ac-

cusé 1<sup>o</sup> d'avoir dans le mois d'octobre 1842 détruit un pont en bois ou soit passerelle sur le torrent de Bravona servant aux habitants de la commune; 2<sup>o</sup> d'avoir dans les premiers jours du mois de décembre suivant au lieu dit Fontanella territoire de la même commune commis un attentat à la pudeur tenté avec violence sur Pauline Felicité Carli âgée de plus de 15 ans; 3<sup>o</sup> d'avoir le 12 du même mois de décembre tenté d'assassiner Sébastien Carli père de la dite Pauline-Felicité dans sa propre maison au moyen d'un coup de couteau-poignard, dont le dit Carli a été légèrement blessé aux reins.

Les débats ont prouvé que l'acte d'accusation avait grandement exagéré les faits. La destruction du pont consistait à avoir jeté dans le torrent quelques pierres posées sur des poutres servant de passerelle. L'attentat à la pudeur s'est évanoui par la déclaration de la fille Carli qui était fiancée et qui ne s'était jamais plainte à son père lequel avait continué à recevoir l'accusé chez lui. Quant à la prétendue tentative d'assassinat elle consistait en une blessure légère faite à la suite de quelques propos dans la maison même de Carli au moyen d'un coup de couteau avec lequel il nettoyait sa pipe. Ce qui est résulté de plus grave pour l'accusé c'est sa mauvaise réputation comme berger endommageant avec ses chèvres et menaçant ceux qui se plaignaient. Aussi les jurés, tous propriétaires de biens ruraux, tout en écartant l'attentat à la pudeur et la tentative d'assassinat, l'ont déclaré coupable de blessures simples et de destruction de pont sans circonstances atténuantes. Par suite de cette déclaration la cour s'est trouvée forcée de prononcer contre l'accusé la peine de cinq ans de réclusion sans exposition.

Audience du 8. — Tentative d'assassinat.

Santini André, âgé de 42 ans, cultivateur à St-Lucie canton de Serrano arrondissement de Corte.

De graves discussions d'intérêt avaient éclaté entre l'accusé et son frère Jean-Pierre Santini. Celui-ci avare et litigieux le poussait à bout par toutes sortes de vexations. Le 13 novembre 1842 il fit saisir un bœuf appartenant à son frère pour la misérable somme de 3 fr. 75 centimes dont il se disait créancier. La vente en fut effectuée à Corte. Le même jour Jean-Pierre retourne au village vers la nuit: après soupé il sort pour aller porter une lettre à quelqu'un, mais au moment où il ferme sa porte, il est atteint d'un coup de fusil chargé à petits plombs. A l'explosion de ce coup, sa femme se porte à la fenêtre d'où elle

prétend avoir vu fuir l'accusé qu'elle affirme avoir reconnu.

Cette déclaration jointe aux motifs d'animosité qu'avait l'accusé ont porté la conviction dans l'âme des jurés. Toutefois prenant en considération la conduite du blessé, ils ont écarté la tentative de meurtre et la préméditation, en répondant affirmativement sur la question subsidiaire de blessures qui leur avait été posée, et à celle de la durée de ces blessures au delà de 20 jours, en admettant des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé. Par suite de cette déclaration la cour a condamné André Santini à cinq ans de prison et deux ans de surveillance.

Audience du 9. — Meurtre.

Giovannoni Orsilio, âgé de 53 ans, cultivateur de Castineta canton de Morosaglia, arrondissement de Corte.

Une inimitié sanglante existait entre la famille Giovannoni et la famille Paoli. Cette inimitié avait son origine dans le manque de promesse de la part d'André Giovannoni, neveu de l'accusé, d'épouser une demoiselle Paoli. Loin de chercher à satisfaire à ses engagements André Giovannoni avait épousé une autre femme. Le village de Castineta se compose de deux hameaux: Castineta soprana et Castineta sottana. Les Paoli habitent le premier; les Giovannoni le hameau inférieur.

Le 18 mai 1842 André Giovannoni revenait du hameau supérieur où est située l'église et où il avait été faire baptiser un enfant. Pendant qu'il cheminait tranquillement, Pierre-Marie Paoli, frère de la femme délaissée, posté derrière un mur lui tire un coup de fusil qui heureusement ne l'atteignit pas. A l'explosion du coup, des cris se font entendre, et bientôt le bruit qu'André Giovannoni avait été tué ne tarda pas à se répandre dans le village. A cette nouvelle l'accusé sort précipitamment de chez lui armé d'un fusil, rencontre sur la place le nommé Ambrosi, cousin germain de Paoli, qui était sans armes, et déchargeant sur lui son fusil à bout portant il l'immole à sa fureur. Ambrosi expire aussitôt. La procédure s'instruit contre Paoli pour tentative d'assassinat et contre Giovannoni pour meurtre. Paoli jugé aux assises du mois de novembre fut acquitté. Giovannoni se constitue plus tard et allègue pour sa défense que le coup est parti involontairement.

Ce système ne pouvait prévaloir en présence des nombreux témoins qui sont venus attester l'acte volontaire; mais les jurés, touchés du repentir de l'accusé, de son âge de ses bons anté-

— Monstre que j'ai nourri de ma main! dit Laurent en lui enfonçant son arme dans la poitrine.

— Frappe, Laurent de Médicis... Mon œuvre est accomplie. Ton frère est mort, je t'ai sauvé et le trône et toi!... La conjuration est déjà vaincue dans les rues de Florence... Adieu, pardonne moi.

Il tomba mort.

Une stupeur terrible s'empara de Laurent, ses dents s'entrechoquèrent avec violence, et ses regards exprimèrent l'horreur.

— Oh! c'est un rêve!... Angelo Donati, qu'as-tu fait!

Mais une pensée soudaine vint ranimer cette grande âme.

— Mon frère! mon frère! s'écria-t-il, il faut te sauver.

Avec une force herculéenne, Laurent arracha les barreaux d'une fenêtre, s'élança par cette étroite ouverture et courut vers la porte de l'église. Là, une scène terrible l'attendait. Le combat qui s'était engagé dans le chœur avait jeté l'épouvante parmi les assistants. Le jeune prêtre s'était évanoui de frayeur, et le clergé s'était pressé autour de lui sur les marches de l'autel. Des cris, des pleurs, des prières, des coups se mêlaient, se confondaient, et la confusion était encore augmentée par les clameurs des femmes que ces bruits de meurtre remplissaient d'épouvante. Chacun voulut fuir, et il résulta de ce mouvement un encombrement où périrent étouffés des enfants, des vieillards... Un cri, répété de bouche en bouche, apprit la vérité au noble Médicis; il sut que l'infortuné Julien était réellement mort traîtreusement assassiné par Francesco et Bandini. Cette certitude causa une amère douleur à Laurent. Néanmoins, il se souvint de son rang, de son devoir comme chef de l'Etat, et il se détourna à regret de l'église pour courir au palais du gonfalonnier.

Au moment où il tournait une rue qui devait l'y conduire, une troupe armée, à la tête de laquelle le vénérable chef de la justice lui-même marchait à pied, se présenta à ses yeux.

— Dieu soit loué et la malice aussi! dit le vieillard en se précipitant dans les bras de Laurent, Venez, seigneur.

Il entraîna alors Médicis vers le palais de la Gonfalonnerie, et, comme ils en approchaient en fendant les flots du peuple qui venait au-devant d'eux, César Petrucci étendit la main vers le balcon de la fenêtre qui dominait la porte d'entrée. Plusieurs hommes mourants s'y balançaient dans les convulsions de l'agonie.

— Ciel! qu'avez-vous fait? qui sont ces hommes? demanda Laurent atterré.

— Salviati et ses complices, illustre seigneur! — Ses complices!... mais qu'ont-ils fait!... Hélas! mon noble frère est mort!

Il est vengé, seigneur!

Petrucci détailla alors rapidement à Laurent la conspiration ourdie par Francesco Pazzi, Salviati et les autres républicains. Il lui dit qu'au moment même du projet de double meurtre formé par les conjurés, il n'avait pu prendre de mesures pour l'empêcher; mais que, se fiant à l'étoile des Médicis, il avait fait arrêter Salviati quand il était venu pour s'emparer du sceau de l'Etat, et que, sur ses réponses, il n'avait pas tardé à le faire pendre, lui et les siens, sans autre forme de procès, pendant qu'on rassemblait des troupes.

Laurent de Médicis regardait le vieillard avec égarment.

— Cet avertissement, dit-il enfin, qui vous l'a donné si tardivement?

— Noble seigneur, le voici tel qu'il m'a été re-

mis par un homme du peuple qui le tenait d'Angelo Donati.

Médicis lut et dit avec douleur: — C'est lui!... Oh! dévouement fatal qui me coûte mon frère!

— Seigneur, on ne saurait le nier, dit le gonfalonnier, s'il a conduit cette machination, Angelo Donati vous assure le trône...

— Silence! interrompit impérieusement Laurent en entrant dans le palais.

Le coup hardi qui devait anéantir la puissance de la maison de Médicis n'avait servi qu'à la mieux établir. Les conjurés, entourés de toutes parts, furent contraints de mettre bas les armes; mais ils ne le firent qu'après une lutte sanglante et acharnée; la cathédrale était jonchée de cadavres, lorsque les troupes de la république purent s'emparer des rebelles. Beaucoup de ces derniers payèrent de leur vie cette tentative audacieuse; les autres n'échappèrent au supplice que pour être ignominieusement bannis de la république. Bandini disparut sans qu'on sût ce qu'il était devenu, et Francesco Pazzi fut trouvé au nombre des morts; lui-même, dans sa rage aveugle, s'était fait une blessure mortelle.

Le corps du malheureux Julien de Médicis fut rapporté au palais, où les pleurs de son frère coulèrent inutilement sur lui. Des honneurs funèbres, réunissant la splendeur à la tristesse, lui furent rendus... Mais le cœur de Laurent de Médicis saigna longtemps de cette blessure profonde.

Il y a cent ans environ, un auteur, qui a raconté succinctement les événements qui précèdent, trouva, s'il faut l'en croire, dans la sacristie de la cathédrale de Florence, qu'il visitait, une pierre tumulaire sur laquelle étaient gravées les deux lettres A. D. avec le millésime 1478. L'auteur en question déclare que, selon toutes les probabilités, cette pierre, que d'autres avaient prise pour un fragment d'une autre tombe, avait dû recouvrir les restes d'Angelo Donati. Nous n'avons aucun moyen de discuter cette assertion; mais nous trouvons assez naturel que, tout en déplorant l'horrible catastrophe dans laquelle son frère avait péri, Laurent de Médicis ait donné une sépulture... et, qui sait? une lame peut-être à celui qui était mort de sa main et pour lui!...

(Fin.)

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

## AVIS AU PUBLIC.

Le public est prévenu que le lundi 15 juin prochain, à deux heures de l'après-midi, il sera procédé dans une des salles de l'hôtel de la Mairie de la ville de Bastia, en présence de M. le Maire de ladite ville, de M. le colonel commandant la 17<sup>e</sup> légion de gendarmerie, et de MM. le chef d'escadron et capitaine commandant les compagnies de ladite légion, ou de leurs fondés de pouvoirs, à l'adjudication des fournitures de fourrages à faire pour la nourriture des chevaux de diverses brigades de la 17<sup>e</sup> légion de gendarmerie départementale de la Corse, du 1<sup>er</sup> octobre 1843 au 30 septembre 1844.

A cet effet, des soumissions cachetées seront déposées au secrétariat de la Mairie de Bastia, ou à dater de ce jour, on pourra prendre connaissance du cahier des charges, ainsi que dans les bureaux de MM. les sous-intendants militaires à Bastia et à Ajaccio.

Les soumissions devront être conformes au modèle ci-après:

MODÈLE DE SOUMISSION.

Je (Nom et Prénoms) soussigné (qualité) de-

meurant à..... où je fais élection de domicile, m'oblige envers MM. les membres du conseil d'administration de la 17<sup>e</sup> légion de gendarmerie, à fournir les fourrages, paille, orge ou avoine, nécessaires aux chevaux de ladite légion, pendant une année à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1843, jusqu'au 30 septembre 1844 aux prix de (en toutes lettres) la ration complète, telle qu'elle est déterminée par le cahier des charges en date du 12 mai 1843, auquel je déclare me soumettre.

Offrant pour ma caution M. (Nom, Prénoms et qualité) demeurant à..... qui a signé avec moi.

Fait à

le

1843.

Toute soumission qui ne sera pas conforme au modèle ci-dessus sera écartée.

Lesdites soumissions seront ouvertes en séance, enregistrées et paraphées par le sous-intendant militaire, et l'adjudication aura lieu en faveur de celui qui présentera le prix le plus bas.

Chaque soumission devra être accompagnée de l'engagement d'une caution solidaire qui présentera un certificat de l'autorité locale du lieu de sa résidence dûment légalisé par l'autorité compétente, constatant sa solvabilité: l'un et l'autre devront être rédigés sur papier timbré. Il ne sera plus reçu de soumission, à compter du 15 juin passé deux heures après-midi: toutes celles présentées après cette époque, seront irrévocablement écartées.

Bastia, le 12 Mai 1843.

Le Sous-Intendant Militaire,  
SEIGNEUR.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 6 au 12 mai 1843.

ARRIVÉES.

Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Lota.  
Livourne. mistick, Conception, c. Bonelli. matériaux.

Rio. bœuf, Assomption, c. Stretti. minéral.  
Rio. tartane, V<sup>e</sup> des Carmes, c. Carletti. id.  
Rio. b. goëlette, Assomption, c. Guaitella. id.  
Rio. b. goëlette, St-Antoine, c. Guasco. id.  
Propriano. mistick, Pipi, c. Gentile. blé.  
Porto-Vecchio. b. goëlette, Ville de Bastia, c. Zuanì. bois.

Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Lota. passag.  
Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi. pass.  
Aleria. bombarde, St-Charles, c. Padovani. charbon.

Rio. b. goëlette, Antoinette, c. Lota. minéral.  
St-Florent. mistick, Neptune, c. Pietri. lest.  
Toulon. b. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

Gènes. bœuf, Jésus-Marie, c. Bausa. riz et pâtes.  
Macinaggio. gond. Conception, c. Damiani. vin.

DÉPARTS.

Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi. pass.  
Livourne. brick, Valéry Jean, c. Sciacaluga. lest.  
Aleria. bombarde, St-Charles, c. Padovani. lest.

Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.  
Livourne. goëlette, Justice, c. Savandry. lest.  
Livourne. mistick, Assomption, c. Thiers. lest.

Rio. b. goëlette, Antoinette, c. Lota. lest.  
Aleria. bœuf, Précurseur, c. Valéry. lest.  
Livourne. mistick, Pipi, c. Gentile. lest.

Livourne. mistick, Conception, c. Bonelli. lest.  
St-Pelegrin. goëlette, St-Joseph, c. Mecolin. fest.  
Ajaccio. b. à vap. Télégraphe, c. Bertocci. pas.

Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Lota. passag.  
Fonete. gondole, Conception, c. Gabrielli. lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FANTANI.



védicts, et sans doute influencés par l'acquiescement de Paoli ont admis l'excuse de la provocation.

Le cour l'a condamné à cinq ans de prison et cinq ans de surveillance.

**Audience du même jour. — Tentative de meurtre.**

Medori Paul-Louis, âgé de 24 ans, menuisier à Nocario, canton de Piedicroce arrondissement de Corte.

Le 17 août 1842, jour de la fête patronale de l'église de Nocario, Félix Suzzoni vendait de l'eau-de-vie sur la place. Un nommé Décius Ponticacci en achète et refuse ensuite de payer sous prétexte qu'il est créancier du vendeur; une dispute s'engage: les frères de Ponticacci accourent d'une part, Xavier Suzzoni vient de l'autre côté au secours de son oncle. Xavier, atteint d'une pierre, frappe un des Ponticacci d'un coup de couteau, fait qui lui a valu une condamnation à trois mois de prison. Pendant qu'il se sauve dans l'église, pour se réfugier, les Ponticacci, l'accusé Medori, cousin de ces derniers, lui tire un coup de pistolet sans l'atteindre.

Déclaré coupable de tentative de meurtre, à la suite de provocation violente et avec des circonstances atténuantes, Medori n'a été condamné qu'à six mois de prison.

**Audience du 10. — Meurtre.**

Pietri Joseph-Félix, âgé de 33 ans, propriétaire de la commune de Campi, canton de Pietra arrondissement de Corte, avait été admis dans le corps des voltigeurs corses pour avoir tué un fameux bandit qui serait entré chez lui pour le rançonner, mais dont, d'après une autre version, il se serait défait, pendant qu'il dormait sur son propre lit, pour s'approprier une somme de 600 francs que ce bandit avait déposée entre ses mains. Quoiqu'il en soit, fier de cet exploit et de l'unique qu'il revêt, le soir du 26 juillet 1840 il part de Corte, où il était de résidence, accompagné d'un autre voltigeur sous prétexte d'aller en embuscade contre un bandit, et se rend à Campi où il arrive le lendemain dans l'intention d'obliger le maire Jean-Antoine Pietrini à délivrer un certificat en faveur d'un de ses parents qui, après avoir été dispensé du service comme aîné d'orphelins, voulait entrer au service comme remplaçant. Le maire était absent. Pietri va le trouver à son aise, et le somme de lui délivrer le certificat. Sur le refus du maire Pietri arme sa carabine et le tue en présence de plusieurs personnes et de son propre père qui dans son indignation le maudit. Le meurtrier prit aussitôt la fuite.

Après avoir erré sur le continent, et jusqu'en Egypte, Pietri est venu se constituer volontairement espérant faire admettre l'excuse de provocation sous prétexte que le maire aurait le premier porté la main sous sa veste pour en sortir un pistolet. Mais aucun des témoins n'est venu appuyer ce système de défense, et la contenance effrontée de l'accusé aux débats n'était pas un moyen d'intéresser en sa faveur les jurés, qui ont hésité, dit-on, à admettre les circonstances atténuantes.

Déclaré coupable de meurtre sur la personne du maire Pietrini à l'occasion de ses fonctions, l'accusé a été condamné aux travaux forcés à perpétuité avec exposition.

**Audience du 11. — Assassinat.**

Istria François, âgé de 23 ans, propriétaire à Urbalaccone, canton de Ste-Marie et Siché, arrondissement d'Ajaccio.

Dans la soirée du 7 octobre 1839 Noël Peretti se rendit à sa vigne au lieu dit St-Michel à une petite distance du village d'Urbalaccone, en com-

pagnie de trois de ses parents. Au moment où il se dispose à franchir le mur de séparation, il est atteint d'un coup de feu tiré de derrière un hêtre vert et une balle lui traverse la cuisse gauche. Ses compagnons qui étaient armés firent feu sur l'assassin, mais sans l'atteindre. L'infortuné Noël Peretti n'avait pas d'ennemis, et l'on ne sut à qui attribuer sa mort; mais plus tard sa mère se rappela que deux ans auparavant il avait accompagné un frère de François d'Istria à Bastelica, qu'il y avait laissé atteint d'une fièvre violente dont il était mort dans l'espace de quelques jours, et que François Istria s'était plaint du dit Noël Peretti prétendant que s'il de l'avait pas abandonné, sans doute, son frère ne serait pas mort. Elle se rappela aussi que quelques mois avant cet assassinat, son fils avait eu une altercation avec Charles Istria cousin de François, et elle les désigna tous les deux à la justice comme les auteurs de ce crime. L'instruction a prouvé que dans la soirée de ce malheureux événement Charles Istria se trouvait au hameau de Ste-Marie, et la chambre des mises en accusation a déclaré n'y avoir lieu à suivre contre lui. François seul ayant été renvoyé aux assises, il s'est constitué volontairement. En l'absence de toute preuve et sur un motif aussi futile que celui supposé par l'accusation, le jury n'a pas hésité à répondre négativement même sur la question de complicité; en conséquence Istria a été acquitté.

**Audience du 12. — Tentative d'assassinat.**

Colombani Joseph-Marie, âgé de 26 ans, laboureur à St-Giuliano, canton de Cervione, arrondissement de Bastia.

Une vache appartenant à l'accusé Colombani avait causé des dommages dans une propriété de la famille Zerbini. Celle-ci en réclamait le paiement. Le 15 août 1842 une discussion s'engage à ce sujet entre les Zerbini et le père de Colombani qui finit par promettre de payer le dommage à dire d'experts. L'accusé survient, rompt le traité et menace un pistolet à la main, la famille Zerbini qui se réfugie dans sa maison.

Connaissant le caractère de l'accusé et redoutant ses menaces, les Zerbini vont se plaindre le lendemain à la gendarmerie et au juge de paix; ensuite Zerbini père, son fils Cyrien et sa fille se rendent à leurs travaux habituels; mais à peine étaient-ils arrivés à une petite distance du village, que Cyrien Zerbini est atteint à la cuisse d'un coup de feu tiré de derrière une haie. Les Zerbini ne virent point l'assassin; mais comme ils n'avaient pas d'ennemis, et d'après ce qui s'était passé la veille, ils ne peuvent se méprendre sur l'auteur de cette tentative d'assassinat. Ce qui d'ailleurs confirma leurs soupçons c'est que Colombani quitta immédiatement le village, et ses parents répandirent, plus tard, le bruit que Zerbini s'était blessé lui-même, en se baissant, avec son propre pistolet qu'il avait dans la poche.

Tel est le système que l'accusé a soutenu et que semblaient contredire non seulement les faits mais encore les menaces de mort qu'il avait proférées contre la famille Zerbini. Toutefois comme il y avait eu réconciliation, et qu'il pouvait peut-être rester encore quelque doute, les jurés ont pris un terme moyen en répondant négativement à la question de tentative d'assassinat, et l'ont simplement reconnu coupable de menaces de mort sous condition. Le cour l'a condamné au maximum de la peine: c'est-à-dire à 3 ans d'emprisonnement, dix ans de surveillance et 300 francs d'amende. Elle a en outre fixé à 3 ans la durée de la contrainte per corps.

**Audience du 13. — Meurtre.**

Salini Noël, âgé de 24 ans, berger demeurant à Tolla, canton de Bastelica, arrondissement d'A-

jaccio, avait mis son troupeau en commun avec Laurent Petroni. Celui-ci, peu content de Salini, voulut plus tard s'en séparer. Salini s'y refusait. Le 18 décembre 1834 étant avec leur troupeau au lieu dit Finistrella, Petroni tenta de séparer ses chèvres de celles de Salini. Une rixe s'ensuivit. Salini plus jeune, mais plus audacieux que son adversaire, lui tira un coup de fusil et l'étend raide mort. Ce n'est que de loin que quelques bergers ont pu entendre la dispute; mais nul n'a pu voir comment les faits se sont passés. Après plus de neuf ans de contumace Salini s'est constitué et vient aujourd'hui prétendre pour sa défense que son fusil est parti sans sa volonté dans cette lutte qui avait lieu corps à corps. La nature de la blessure ne permettait pas d'admettre ce système, mais la jeunesse de l'accusé qui à l'époque du crime avait à peine 17 ans, les regrets qu'il avait manifestés immédiatement après, et enfin l'incertitude des faits ont permis aux jurés d'admettre, en faveur de l'accusé, l'excuse de la provocation. Le cour l'a condamné à cinq ans d'emprisonnement.

#### CHAMBRE DE COMMERCE.

La Chambre de commerce, instituée à Bastia par l'ordonnance royale du 22 février dernier, a été formée par l'assemblée qui s'est réunie, le 1<sup>er</sup> du courant, conformément à la loi.

Les membres qui ont été élus sont :

MM. Bertarelli Louis, Gregori Jacques, Lazarotti Antoine-Sébastien, Lota François, Podestà Pierre, de feu André, Pierangeli A. Louis, Podestà Dominique-Joseph, Calvi Louis, Fabiani César.

Ces neuf membres, convoqués le 5 courant sous la présidence de M. le maire, ont nommé M. Bertarelli Louis, président de la Chambre, et M. Lota François, membre du Conseil général du commerce.

Nous espérons que la nouvelle chambre s'occupera, avec activité, des hauts intérêts auxquels elle est préposée, et usera, plus efficacement que ne l'a fait la chambre consultative des arts et manufactures à laquelle elle a succédé, de la prérogative de correspondance directe avec le ministre, sur les grands besoins industriels et commerciaux du pays.

On lit dans le *Journal du Havre* du 24 juin : « La Napoléon est rentrée dans nos bassins après avoir terminé ses essais auxquels a assisté la commission supérieure de Paris. La marche de ce steamer a été en moyenne de 25 nœuds. Ce paquebot doit quitter le Havre dans les premiers jours du mois de juillet, pour rallier le port de Marseille, et ce n'est qu'en passant à Cherbourg, pour se rendre à sa destination, qu'il doit prendre son artillerie. »

On nous prie de publier les pièces suivantes : ce que nous faisons sans commentaires, ayant pour maxime de nous abstenir de toute réflexion sur une affaire, toutes les fois que la justice en est saisie.

*Lettre adressée à M. le Ministre de l'Intérieur en lui envoyant l'adresse des habitants de Cargèse.*

Monsieur le Ministre,

Un individu de Cargèse, qui se fait appeler Stefanopoli de Comnènes, et qui reçoit sous ce nom à ce que l'on m'assure, une pension ou secours du ministère des affaires étrangères, a présenté aux chambres une pétition, que je n'ai pas lue,

et où, dit-on, il me colporte. Cette pétition aurait été rapportée, il y a peu de jours, à la chambre des députés, puis à la chambre des pairs. J'aurais reçu de la Corse, depuis quelque temps, une adresse des notables de Cargèse, qui vous était destinée, et l'extrait de naissance, en grec traduit en français, du soi-disant Stefanopoli, qui n'est autre que Regazzani, né à Cargèse le 17 janvier 1796.

J'hésitais, M. le ministre, à vous envoyer ces deux pièces, 1<sup>re</sup> parce que je ne croyais pas avoir besoin de repousser d'aussi grossières calomnies; 2<sup>e</sup> parce que, malgré son delit, je n'aurais pas voulu attirer sur Regazzani (Nicolas) les peines dues à ceux qui, à l'aide d'un faux nom, se procurent tels ou tels avantages. Mais l'audace de mes ennemis, qui sont ceux du gouvernement du roi, est telle depuis quelque temps, qu'il faut bien que je parle. Je vous prie donc, M. le ministre, de m'autoriser à faire insérer dans les journaux l'adresse des habitants de Cargèse et l'acte de naissance ci-inclus, dont j'ai gardé copie.

Daignez agréer, M. le Ministre, etc.

H. JOURDAN.

*Copie de la lettre adressée par les habitants de Cargèse à M. le Ministre de l'Intérieur.*

Cargèse, le 23 mai 1843.

Monsieur,

Nous nous croirions injustes aux yeux de la vérité, et coupables aux yeux du public, si nous gardions le silence sur les avanies, tant fausses que grossières, qu'un méchant écrivain (qu'une espèce d'amour-propre ne nous permet pas de nommer), a osé faire imprimer contre l'honneur, la probité et l'administration de M. Jourdan (du Var) préfet de la Corse.

Ce n'est pas à nous, Monsieur, à justifier la conduite administrative de M. Jourdan en Corse. Le témoignage général de tous les habitants de l'intérieur de ce département suffit pour convaincre tout le monde que M. Jourdan du Var a bien mérité le titre flatteur de père des Corses, par son affabilité, par sa justice et par l'intérêt que, dans ses nombreuses tournées administratives, il a pris au bien et à la prospérité de toutes les communes de ce département.

Pour rendre hommage à cette vérité, Monsieur, nous pouvons déclarer à haute voix en Corse et dans toute la France, que depuis l'heureuse arrivée de M. Jourdan, la véritable civilisation, l'honnête liberté, le sincère dévouement au gouvernement, le respect aux autorités, en un mot, le développement dans les talents et l'agriculture, ont pris un essor incroyable à Cargèse, et (qu'il nous soit permis de le dire) de préférence à toutes les communes de l'intérieur du département, par la généreuse influence de M. Jourdan.

Avec quelle stupide effronterie, a-t-on pu donc faire imprimer dans une méchante brochure que, depuis l'arrivée de M. le préfet Jourdan, la tyrannie la plus odieuse, qui aurait fait rougir les chiens de la Turquie et les cannibales même du monde sauvage, s'est exercée sur les pauvres Grecs de Cargèse.

Une imposture si criante, Monsieur, ne mérite pas qu'on la passe sous silence, et, au nom de tous les habitants grecs et latins de Cargèse, nous en déclarons hautement la fausseté.

Suivent les signatures des conseillers municipaux et des principaux habitants :

Padovani Stefanopoli, l'abbé Stefanopoli Elie, Giovanni Papadacci Stefanopoli, Colonna François-Antoine, Alexandre Alessandri, Constantin Draconi Stefanopoli, l'archimandrite, receveur du bureau grec, François-Antoine Bonnedetti, l'inspecteur communal, M. Stefanopoli Capitaine de cavalerie en retraite, G. Stefanopoli, Demetrios Giuseppini Stefanopoli.

Vu et vérifié la signature des principaux propriétaires et autorités de Cargèse, par nous adjoint municipal ff. de maire, S. STEFANOPOLE.

*Arrivée de S. A. R. le duc d'Aumale à Marseille.*

Le 29, à 8 heures du matin, la frégate à vapeur l'*Amadée*, sur laquelle se trouvait S. A. R. le duc d'Aumale, a été signalée dans notre rade. Aussitôt toutes les dispositions ont été prises pour recevoir le jeune prince à son arrivée dans notre port; en même temps que les troupes de la garnison s'échelonnaient depuis le quai d'Orléans jusqu'à l'hôtel d'Orient, où M. le duc d'Aumale devait se rendre en passant par la Canebière et les rues Paradis et Clugny, une foule considérable se portait sur les hauteurs voisines du fort St-Jean, au fort St-Nicolas, autour de l'anse de la Fontaine-du-Roi et à la Tourette, pour assister aux premières opérations du débarquement du prince. Le vent soufflait avec violence et la mer était extrêmement agitée. L'élégante frégate l'*Amadée*, portant pavillon au grand mât, était venue jeter l'ancre à peu de distance de la première bouée. C'est à 10 heures et demie que le duc d'Aumale est descendu, avec sa suite, dans l'embarcation qui l'a transporté au quai de la Canebière, où l'on pouvait saisir un coup-d'œil imposant. Tous les navires étaient pavés; les spectateurs se pressaient sur les ponts de ces navires et s'élevaient hissés sur les mâts et sur les vergues; c'est entre une double rangée de bateaux remplis de personnes empressées de voir les premières du jeune prince, que l'embarcation de l'*Amadée* a traversé le port, au bruit de l'artillerie, à la vue de ces milliers de citoyens qui couronnaient toutes les hauteurs voisines de fort; à la Canebière, où les autorités civiles et militaires s'étaient rendues pour complimenter l'hôte royal de Marseille, la foule était immense, ainsi que dans les rues que devait traverser le cortège.

A trois heures et demie, les troupes de la garnison ont été réunies sur les Allées, pour être passées en revue par S. A. R. Mgr. le duc d'Aumale; le prince a traversé, pour se rendre aux Allées, où la foule était immense, des rues qu'encombraient des flots de citoyens. Les mêmes marques de respect, le même enthousiasme qui l'avaient accueilli à sa descente sur le quai, se sont partout manifestés, autour du prince. Le défilé des troupes a été admirable de précision; M. le général comte d'Hautpoul, M. le préfet, M. le maire et ses adjoints ont assisté à la revue.

Le soir, le prince a réuni à sa table les principaux fonctionnaires et s'est rendu à neuf heures au Grand-Théâtre.

Dans tout le trajet de l'hôtel d'Orient au Grand-Théâtre, que S. A. R. a voulu faire à pied, une foule immense de peuple a accompagné le prince en faisant entendre des applaudissements et les cris de : *Vive le duc d'Aumale! vive le Roi!*

A son entrée dans la loge qui lui avait été destinée, le prince a été salué par d'universels applaudissements. Une pièce de vers, composée par M. J. Autran, à la louange du duc d'Aumale, a été lue au milieu du plus vif enthousiasme. Le prince a quitté le théâtre au troisième acte de la *Christe Suzanne*; il a été encore accompagné, jusqu'à son hôtel, par une foule nombreuse qui remplissait l'air de ses acclamations.

Le duc d'Aumale est parti ce matin, à 4 heures, pour Paris.

#### NOTICE HISTORIQUE

### LE GÉNÉRAL CERVONI.

#### III.

Rentré à son poste, dans la ville de Marseille, Cervoni se conduisit de façon à mériter chaque jour davantage l'estime de l'Empereur. Les haines des

partis s'apaisa, le commerce retrouvait bientôt une partie de l'activité qu'il y avait perdue depuis la grande lutte maritime entre la France et l'Angleterre, la sécurité rétablie dans toute l'étendue du commandement militaire favorisant le ressort et le développement de toutes les branches de l'industrie, le royalisme, réduit pour toute démonstration à des regrets timides et impuissants, tels furent les heureux résultats de l'administration civile et militaire des Bonches-du-Rhône.

Cependant cet accord parfait entre le général et le préfet cessa tout à coup à la suite d'un grave conflit d'attributions.

Le préfet Tibaudeau, conseiller d'Etat, se plaignait vivement de ce que le général de la division n'avait pas craint de l'insulter à la face de la population de cette grande cité. Il demandait une réparation éclatante, et le conseil d'Etat tout entier intervint chancellement dans la querelle. C'était la lutte des deux pouvoirs rivaux, le perpétuel conflit entre l'armée et la cité, entre la force et la loi. — Il ne s'agissait pas moins, disait-on, que de la dignité et de la considération de l'un des premiers corps de l'Etat. L'Empereur, accoutumé à envisager les affaires les plus graves avec tout le calme de sa haute raison, trouva que celle-ci n'avait déjà fait que trop de bruit. Rien ne lui importait davantage à la force et à l'unité du pouvoir, que de pareilles mesquineries entre les fonctionnaires supérieurs. Mais l'irritation du conseil d'Etat avait été poussée si loin, les préfets des Bonches-du-Rhône insistent avec tant de force pour obtenir une satisfaction complète, que les amis de Cervoni étaient fort inquiets sur l'issue de ce grand débat. Lui seul était calme. Fort de la pureté de ses intentions, trop fier pour descendre à des excuses, trop insouciant pour songer à se justifier, il laissa tellement grossir l'orage sur sa tête que tout le monde à Marseille le croyait perdu. — Il n'en fut point ainsi. L'Empereur prit sa défense. Plus le conseil d'Etat pressait son rappel, plus il mettait d'insistance à venger sa dignité blessée, et plus Napoléon se prononçait en faveur du général. Enfin poussé à bout par ces rancuneuses sollicitations, Monsieur, dit-il au vice-président du conseil d'Etat, j'ai beaucoup plus de préfets que de préfetures, tandis que si je renvoyais Cervoni de la division de Marseille, le ministre de la guerre serait fort embarrassé de le remplacer. — Il ne fut plus question de cette affaire.

Aimé du peuple de Marseille que sollicitait l'enjouement de son humeur et l'affabilité de ses manières, l'aisance et le charme de la conversation, tout autre à sa place se fût bien gardé de renoncer aux avantages d'une aussi belle position pour courir les hasards d'une campagne meurtrière. Sa popularité n'a encore été égale que par celle du général Tiburce Sebastiani. L'un et l'autre emportèrent les regrets unanimes de cette belle et grande cité, l'un et l'autre y ont laissé les plus honorables souvenirs. C'est que ses habitants n'ont pas oublié que ce fut Libertas, un de leurs compatriotes qui la sauva du pillage et des fureurs des bandes espagnoles. Il y a, en outre, entre la Corse et cette ancienne colonie Phocéenne, le lien et toutes les sympathies qu'établissent le voisinage et une commune origine. Cervoni avait donc mille raisons pour s'y plaire. Cependant il écrivit à l'Empereur que, rougissant de son oisiveté, le vieux soldat de Millesimo et de Lodi demandait une place à l'avantgarde de la grande armée. On conçoit ce belliqueux réveil. Les années passées dans une division territoriale étaient perdues pour sa gloire, et puis il était encore dans cette période de la vie, où le repos fatigue. En effet, dès que les bruits de guerre se répandirent dans le monde politique, Cervoni encourage un coup se hâta de solliciter, de l'Empereur, un



postea l'armée. C'était la campagne de 1809, cette campagne marquée par les batailles d'Essling et de Wagram et qui allait s'ouvrir sur les rives du Danube. Napoléon n'y consentit qu'à regret. Encore fallait-il, que le maréchal Lannes qui avait eu occasion d'apprécier ses talents, le réclamât avec instance comme chef d'Etat-major de son corps d'armée.

Mais le terme de sa glorieuse carrière approchait. Cervoni qui, à l'aspect de l'ennemi avait senti renaître tout le feu de sa première jeunesse, ne se bornait pas seulement à transmettre et à expliquer les ordres du maréchal. Croyant que ce n'était là pour un chef d'Etat-major, que la moitié de son devoir, il courait sur le terrain, en dirigeant au milieu des dangers, la prompte exécution. Ce fut dans un de ces moments qu'atteint d'un coup de canon, il resta sur le champ de bataille à côté de plusieurs autres généraux. L'armée tout entière poussa un long cri de douleur. Des pertes les unes plus cruelles que les autres vinrent successivement rattrister les soldats. A ce prix la victoire parut trop chère. Mais ce qui acheva d'affliger l'Empereur et accrut le deuil de son armée, ce fut la mort du maréchal Lannes. On l'avait vu répandre des larmes sur le corps mutilé de son chef d'Etat-major. Le général Pouxet de qui le maréchal avait appris les premiers éléments de la guerre, sachant combien le brave des braves estimait Cervoni, essaya vainement de le consoler. Peu de temps après, l'un et l'autre devaient être frappés, à leur tour, d'un boulet de canon.

On entendit l'Empereur, profondément ému, s'écrier au milieu des sanglots et des larmes de son entourage, « Faut-il que j'aie à regretter la perte de nos meilleurs généraux ! C'est trop de coups à la fois. » Après les avoir pleurés, il ne trouva de consolation que dans la pieuse pensée de décerner d'éclatants honneurs à leur mémoire. De là, le décret qui ordonne que leurs statues seraient placées sur le pont des arts.

Il est peu de gloires militaires plus pures que celle de Cervoni. Aussi aimable dans le commerce de la vie, aussi recherché dans les salons de la haute société, que remarquable par la justesse de son coup d'œil à l'armée et son intrépidité dans les combats, s'il mourut trop tôt pour la France, du moins n'eut-il pas le regret de voir flétrir, par la honte des déflections, des noms chers à la victoire. La vue des armées de la coalition européenne foulant impunément son sol envahi lui eût paru cent fois plus cruel que la mort. — Heureux les braves qui n'ont pas survécu à la gloire nationale ! — Deux jours après sa mort, l'un de ses aide-de-camp écrivait que la veille, en causant des chances de la guerre, Cervoni disait : « Après tout, ce qu'il y a de plus heureux dans la destinée d'un général est de périr d'un coup de canon en marchant à la tête des colonnes ». Quarante-huit heures après il n'était plus : son vœu de soldat et de français était accompli.

FIN.

## Théâtre de Bastia.

Depuis plus d'un mois le théâtre de Bastia est exploité, à la satisfaction générale, par la troupe des jeunes artistes dramatique et chorégraphique sous la direction de M. Huart. Malgré la chaleur de la saison, et la malpropreté de la salle, il y a constamment foule au spectacle, et foule choisie. En effet, le choix des pièces, la variété et le luxe de costumes analogues, la vigueur et l'énergie de ces jeunes artistes,

tout excite dans le public l'idée, qu'il est impossible de se faire, de l'activité qui règne entre eux. Parmi cette troupe aussi précieuse que brillante, nous sommes heureux de remarquer M. Marchat, acteur d'un excellent comique et d'une profonde possession de la scène; M<sup>lle</sup> Huart, et M<sup>lle</sup> Céline, jeunes artistes douées d'un sentiment suraffecté, et possédant, dans leurs rôles le secret du vrai, de la passion et de l'intéressant, et enfin la petite Pauline âgée de six ans; ce phénomène de la nature, sachant passer, avec une naïveté tellement forte qui surprend le public, des jeux enfantins de son âge à la dignité royale de son rôle, tout en recueillant avec grâce et modestie les bruyants applaudissements des spectateurs. Le spectacle est toujours fermé par un brillant ballet qui varie de temps en temps; et, parmi cette troupe dansante composée de jeunes et frêles femmes aux épaules nues, aux pieds chaussés de satin, aux vêtements si légers, si blancs, ou si vivement colorés, et aux cheveux lissés, bouclés ou nattés avec tant de convenance et de goût, il en est une surtout qui est la reine de la danse, l'orgueil de la fête : c'est M<sup>lle</sup> Céline, qui excelle dans son art avec une force prodigieuse, et une grâce admirable. Elle s'élance en effet avec la rapidité de l'Alcyon, se balance avec mollesse et volapté, et s'enchaîne un instant, pour voltiger bientôt plus capricieuse et plus légère. On est absorbé d'extase devant elle, on se laisse aller à l'illusion, et on pense alors aux nymphes, aux sylphides, aux enchantements, aux jardins d'Armide; aussi est-elle toujours généralement applaudie par le public, juste appréciateur du mérite, et invadée d'une pluie de couronnes.

## ANNONCES.

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE.

PRIX

FONDÉ PAR S. A. R. LE DUC D'ORLÉANS.

MÉDAILLE D'OR DE LA VALEUR DE 2,000 fr.

S. A. R. le duc d'Orléans a offert un prix de Deux mille francs au Navigateur ou au Voyageur dont les travaux géographiques auront procuré à la France ou à ses Colonies, avant le 1<sup>er</sup> avril 1846, la découverte la plus utile à l'agriculture, à l'industrie ou à l'humanité. S. A. R. ayant bien voulu charger la Société de Géographie de décerner ce prix, la Société s'attachera de préférence aux voyages accompagnés d'itinéraires exacts ou d'observations géographiques.

Les Mémoires contenant l'exposé des découvertes doivent être envoyés francs de port, et sous le couvert de M. le Président de la Société, à Paris, rue de l'Université, 21.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

TRAITÉ

DE

L'ADMINISTRATION

TEMPORELLE

DES PAROISSES,

Ouvrage augmenté de toutes les nouvelles décisions des tribunaux et de l'administration, de plusieurs questions qui n'avaient pas été discutées, et d'un grand nombre de développements ajoutés aux matières traitées dans les éditions précédentes.

PAR M. L'ABBÉ AFFRE,

CHANOINE, VICAIRES-GÉNÉRAUX DE PARIS.

QUATRIÈME ÉDITION.

## VIGNOLE CENTÉSIMAL,

OU

LES RÈGLES DES CINQ ORDRES D'ARCHITECTURE

DE J. BARON DE VIGNOLE,

Établies sur une division du module en harmonie avec le système actuel de mesures; suivi du TRACÉ DES MOULURES, et de la manière de mettre très-promptement un ordre en proportion, dans un espace donné quelconque, sans le secours du module, et à l'aide des divisions mêmes du mètre;

Par F. - A. RENARD, Architecte;

AVEC PLANCHES GRAVÉES SUR ACIER,

PAR GUIGUET.

## VARICES

BAS ÉLASTIQUES Le Perdril, sans ongles ni lacs, se mettant et s'ôtant comme des bas ordinaires, ils compriment méthodiquement les vaisseaux variqueux, les dégorgent peu à peu, de manière à espérer la guérison d'infinités jugées jusqu'à présent incurables. Pharmacie Le Perdril, rue de la Bourgeois Montmartre 78 à Paris. (Affranchir).

È stata smarrita, a Bivino, una Mula di colore grigio, alta un metro e un quarto; ferrata a piedi di davanti. Colui che ne potesse dare recapito è pregato dirigersi al signor F. Trojani proprietario a Asco, cantone di Castiliao, circondario di Corte.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 1<sup>er</sup> au 7 juillet 1843.

ARRIVÉES.

Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Valzi.  
Meria. gondole. M<sup>re</sup> Letizia. c. Franchi. Vin.  
Livourne. mistick. Assomption. c. Thiers. divers.  
Fiumorbo. gondole. Conception. c. Gentile. les.  
Solenzara. balancelle. St-Louis. c. Dattonne. bois.  
Ajaccio. bouf. Assomption. c. Collari. planches.  
Bonifacio. gondole. St-Antoine. c. Olivieri. fromage.  
Madinaggio. gond. St-Clément. c. Damiani. vin.  
Madinaggio. gondole. St-Simon. c. Filippi. vin.  
Madinaggio. gond. Lavasina. c. Franceschi. vin.  
Pronete. b. goelette. Deux Amis. c. Alfonsi. charbon.  
Pronete. gondole. St-Pierre. c. Smitter. écorces.  
Livourne. b. goelette. Union. c. Terami. matériaux.  
Aleria. tartane. V<sup>o</sup> des Carmes. c. Sisco.  
Aleria. chasse-maree. Baptiste. c. Guaitella. charbon.  
Aleria. gondole. St-Antoine. c. Giorgi. charbon.  
Toulon. bat. à vap. Var. c. Valzi. dépêches.

DÉPARTS.

Ile-Rousse. goelette. St-Joseph. c. Mecolin. bois de construction.  
Aleria. chasse-maree. Baptiste. c. Guaitella. les.  
Livourne. bat. à vap. Télégraphe. c. Lott. pain.  
Marseille. b. goelette. Assomption. c. Oliva. bois de construction.  
Marseille. b. goelette. Phénix. c. Guasco. bois de construction.  
Toulon. b. à vap. Le Var. c. Valzi. dépêches.  
Portovechio. brick. Jésus-Marie. c. Costa. lest.  
Portovechio. chasse-maree. Amélie. c. Gay. lest.  
Pronete. gondole. St-Antoine. c. Giorgi. lest.  
Pronete. b. goelette. Conception. c. Belgodere.  
Livourne. brick. Petit-Mathieu. c. Ferand. lest.  
Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Valzi. passag.

La Gérant N. TARTAROLI.

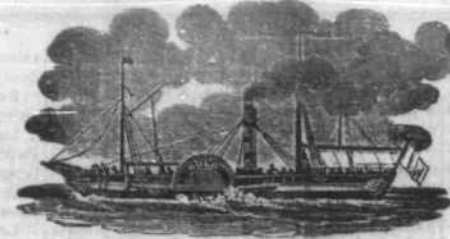
BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

À l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 3, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

Le nouveau journal de Bastia ne cesse de nous adresser des provocations, à toute occasion, et sur tous les tons, pour nous faire manifester une opinion quelconque sur une affaire dont la justice est saisie. Encore une fois, nous prévenons notre confrère, que c'est peine perdue; nous ne sortirons point de notre système. — Ceci ne veut point dire que nos colonnes doivent rester fermées aux personnes qui se croiront injustement accusées. Au contraire, nous nous empresserons d'accueillir leurs réclamations pourvu qu'elles soient conçues en termes modérés et convenables. C'est ainsi que nous comprenons la mission de la presse.

## LE PRÉFET DE LA CORSE.

Si on aime en Corse avec dévouement, on ne hait pas avec ténacité : long-temps encore on y sacrifiera à la vengeance. Ami du pays, mais, avant tout, ami de la vérité, je ne saurais dissimuler ce trait saillant de la physiologie nationale. Mais, je n'aurai garde de faire comme d'injustes et ignorants détracteurs : je plaindrai, au lieu de haïr, j'expliquerai, au lieu de maudire.

Ce n'est que d'hier que la Corse est française : nous l'avons reçue telle que l'oppression l'avait faite. Jusque là, sa vie n'avait été qu'un combat, qu'une guerre à mort contre la tyrannie. Son histoire est pleine de prodiges. Quand la vieille Europe gisait avilie, sous des fers qu'elle ne sentait même plus, c'est de cette île, de ce point au milieu des mers, que s'élança vers le Dieu qui fit l'homme libre, le premier cri de liberté. Les siècles passèrent sur les siècles; la Corse héroïque luttait encore. Toujours écrasée, jamais vaincue, son sang coula tant qu'elle eut du sang. Quand la force, la tyrannie posait enfin le pied sur elle, elle ne foulait qu'un cadavre. Combien de fois elle a bondi du fond de sa tombe, pour y entraîner ses tyrans !

La fortune lui fut trop cruelle ! Elle l'a trahie, elle l'a outragée, elle s'est acharnée sur elle, comme, de nos jours, sur le plus glorieux de ses enfants, qui fut aussi le plus grand des hommes.

Passant de maître en maître, elle n'eut même plus l'honneur abhorré d'être l'esclave d'un roi, ou d'une république. Comme une métairie, comme

son vil bétail, elle fut vendue à des marchands ! la Compagnie de St-George a régné sur la Corse !

Après des siècles de guerre, la violence a pénétré nécessairement dans les mœurs.

Après des siècles d'anarchie, le frein des lois est impuissant, ou faible.

Après des siècles d'humiliation, ce qui remplit les âmes, c'est la colère, c'est la vengeance.

Il faut l'action continue, incessante de toutes les causes contraires; il faut du temps, beaucoup de temps, pour fonder, au sein d'un peuple, les habitudes régulières, l'empire pacifique de la civilisation. L'enfant à demi-barbare ne devient pas, en un jour, un homme policé. L'enfance des nations est plus longue que celle de l'homme.

Sans doute, l'on trouve ici, comme ailleurs, de nobles âmes, des esprits éminents, qui ont devancé leur pays, des intelligences privilégiées. On y trouve des noms qui ont pris place parmi les gloires de la France.

Les masses elles-mêmes sont bien plus près du but où elles tendent, que du point d'où elles sont parties.

Le temps n'est plus où les gendarmes étaient cernés par les bandits et massacrés dans leurs casernes. La société lutte encore, mais elle est la plus forte. Le crime descend : on ne le voit guère plus que dans les parties basses de l'édifice social.

On ne pourrait citer aujourd'hui que bien peu d'exemples de ces vengeances héréditaires et terribles, que les générations se transmettaient l'une à l'autre, comme un dépôt inviolable, comme un patrimoine sacré.

Un préjugé funeste, qui a fait couler tant de sang, perd, chaque jour, de sa puissance : on ne se croit plus déshonoré, si l'on ne venge le crime par le crime; on ne rougit plus de recourir à la justice.

Mais, il faut le dire, on ne se borne pas à lui dénoncer des coupables. J'en atteste tous ceux qui remplissent, ou qui ont rempli des fonctions publiques en Corse; j'en atteste nos magistrats et nos jurés, la dénonciation calomnieuse, le faux témoignage sont entrés déplorablement dans les mœurs, et s'y enfoncent de jour en jour. Le mal est si grand, qu'on a désespéré du remède. Tel est le nombre des faux-témoins, dans la plupart des causes criminelles, qu'on ne s'en sévit contre aucun, obligé qu'on serait de sévir contre tous.

Depuis neuf ans je suis en Corse; j'ai toujours vu dans cette fatale impunité une des causes les plus fécondes de cette multitude de crimes qui la couvrent de sang et de deuil. Comme président des assises, je l'ai signalée à monsieur le

garde des sceaux; comme citoyen, je la signale à mon pays.

Concours tout, chacun dans notre sphère, au grand œuvre de la régénération. Renversons tout ce qui s'oppose aux vœux paternels et réparatrices, aux grands desseins du gouvernement sur la Corse. Ne laissons pas outrager la loi dans son sanctuaire. Frappons les faux-témoins, frappons les touts, fussent-ils au sommet de la hiérarchie sociale; ce sont les plus lâches, les plus exécrables des assassins : les autres, du moins, n'arrachent que la vie.....

Le sang de l'innocence fuma souvent au pied de l'échafaud. L'infamie du bague a courbé le front de nombreux martyrs.

Un nom qui brille, en lettres d'or, sous les voûtes triomphales de l'Arc-de-l'Étoile, ce nom glorieux a été flétri, par la main du bourreau, sur la place publique.....

La clémence, ou plutôt la justice royale vient de descendre sur un prêtre.

Naguère, deux cents témoins accusaient les frères Morati : comme l'unanimité du jury, comme la Corse entière, organe de la loi et de la vérité, je les ai proclamés innocents.

Un membre du conseil-général; un procureur du roi; un conseiller, si digne de son siège; un magistrat plus éminent encore ont été l'objet, tour à tour, des plus atroces accusations !.....

Le préfet de la Corse n'a pas été respecté !

Dans ce pays où, jusqu'aujourd'hui, les hauts fonctionnaires ont passé si vite, où l'intérêt blessé, l'ambition mécontente ne pardonne pas, depuis treize ans il est à la tête de l'administration.

Ses amis sont nombreux; ses ennemis personnels ne le sont pas. Mais, ils suppléent au nombre par leur incroyable activité, si ingénieuse à nuire, si audacieuse, si persévérante.

On sait quelles luttes, quelles épreuves attendent les préfets dans les départements où s'agit la fureur des partis. En Corse, pas de ville, pas de commune, peu de hameaux, qui ne soient le théâtre de théâtres de plus désastreuses dissensions.

La simple nomination d'un maire, dans la petite commune de St-Laurent, y a, naguère, accumulé des cadavres; elle a peuplé le bagne et la tombe.

La situation du département explique celle de l'administrateur. Je pourrais l'expliquer beaucoup mieux encore. Sans parler, par exemple, du *Progressif*, ni de la *Gazette du Midi*, je pourrais la *Gazette des Tribunaux* à la main, (3 juillet 1843) je pourrais prouver qu'en se liguant



contre le préfet, c'est une bien plus haute influence que la plupart voudraient atteindre. Mais, il faudrait jeter des paroles brûlantes au milieu des parus, (cette autre calamité de la Corse). Je ne veux en flatter aucun : magistral, je fus toujours, je veux rester l'homme de tous. Jamais les liens du sang, jamais les liens du cœur ne seront plus forts, ne le seront autant que les liens du devoir. Je me contente d'affirmer que les discordes politiques ont, ici, toute l'ardeur de l'inimitié personnelle, et que si ces deux haines viennent à s'unir, ce qu'elles enfantent ne peut plus se dire, ne peut plus, même, s'imaginer....

M. Perzoliborgo tombe sous les coups de deux assassins; la justice informe; des voix s'élèvent contre le préfet; on ne craint pas de le signaler comme complice: il avait délivré un permis de chasse à un parent de l'un des coupables; il avait ainsi facilité l'attentat!

Un port se creuse à l'île-Rousse; on impute au préfet une connivence criminelle avec les deux entrepreneurs: c'étaient des sommes énormes, c'était une fortune pour chacun de ceux qui devaient concourir à cet indigne partage.

Les entrepreneurs, après une courte association, sont en instance devant la Cour: ils sont ruinés, complètement ruinés! Magistrats, qui, comme moi, avez connu, il y a vingt jours, de cette affaire, amis, ou ennemis, je vous le demande, a-t-il rien manqué à la preuve que le préfet, à qui l'on réserve une part si large dans tous les grands crimes, a été, cette fois encore, comme toujours, épouvantablement calomnié?

Et pourtant, on se rappelle ces clameurs, ces conciliabules, ce déchaînement des passions qui signalaient la grande coupable: il fallait nécessairement une enquête; la Corse suppliante implorait, à grands cris, un commissaire extraordinaire: c'était, déjà, même, il était désigné!...

La calomnie ne se rebute pas: comme le monstre de la fable, cent fois battue, elle relève cent fois ses têtes hideuses.

La commune de Quasquara plaide, depuis longtemps, contre un grand nombre d'individus, comme usurpateurs de presque tout son territoire. Obligée d'en vendre une partie, pour soutenir ce procès important, elle y a été autorisée par le Conseil de préfecture. Après les formalités prescrites, la Graticella a été mise aux enchères, le 10 avril 1841; le sieur Grossetti, pharmacien, en est demeuré acquéreur, au prix de 2,950 fr. Il agissait tant pour son compte que pour celui de MM. les frères Cauro, l'un, secrétaire de l'académie, l'autre, docteur en médecine et professeur de philosophie à l'école normale d'Ajaccio.

Les adversaires de la commune avaient le plus grand intérêt à prévenir cette adjudication; d'abord, parce qu'ils revendiquaient la Graticella comme étant leur propriété; en second lieu, et principalement, parce que cette vente avait pour but, comme nous l'avons dit, de procurer à la commune les moyens de plaider, relativement à la totalité des terrains qui faisaient l'objet du litige.

Aussi, la veille des enchères, un acte d'opposition en forme fut-il signifié, de leur part, à l'administration supérieure.

Aussi, le lendemain, se sont-ils rendus à Quasquara, non pour enchérir, comme on n'a pas craint de l'écrire à la Gazette des Tribunaux, mais, pour protester une seconde fois contre l'adjudication, pour l'empêcher, s'il était possible.

Poussés par l'intérêt et par la haine, ces deux mobiles, dont un seul suffit (on le sait trop en Corse), ils ont imputé, successivement, au maire, courageux défenseur des droits de sa commune, à des conseillers municipaux, à un autre maire, au sieur Grossetti, à deux membres de l'enseignement,

ment, si haut placés dans l'estime de leurs concitoyens; ils ont imputé jusqu'au préfet lui-même un concert cupide et fangeux. A les en croire, il n'y a pas eu d'enchères; le procès verbal qui les constate est entaché de faux, comme celui qui établit l'enquête; la commune de Quasquara a été dépouillée; la Graticella, vendue pour moins de trois mille francs, en vaut trent-sept mille: le préfet de la Corse et ses huit complices devaient partager ce riche butin.

Au moins, quand il s'agissait du port de l'île-Rousse, deux cent mille francs étaient le prix du crime, les criminels n'étaient que trois.

Les frères Cauro, le plus grand nombre de leurs co-inculpés sont dans les fers. Le maire de Quasquara y languit depuis près d'un an; on saura bientôt si ces infortunés ne sont pas autant de victimes du faux-témoignage et de la prévention.

Dans l'article qui suivra celui-ci, je dirai ce qu'est la Graticella, et l'on verra si le préfet est reprochable pour en avoir homologué la vente, lors surtout qu'il a eu soin d'en référer, préalablement, à M. le Ministre de l'Intérieur.

Lisons l'arrêt du 30 mai, cet arrêt sans précédent, et qui restera, je l'espère, un monument unique dans les annales des Tribunaux.

Trois chefs d'accusation y sont articulés:

Tentative de délit de corruption envers les conseillers municipaux de Quasquara;

Crime de faux dans le procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo;

Crime de la même nature dans le procès-verbal d'adjudication.

Quant à la tentative de délit, un mémoire justificatif a été produit par les frères Cauro. Il sera certainement remarqué dans la procédure aujourd'hui soumise à l'impartiale et haute justice du Conseil d'Etat. On y verra la preuve que personne n'a été corrompu, que personne n'a voulu corrompre.

Pour moi, j'oserais demander à tous les préfets de la France ce qu'il leur semble de la supposition qu'un de leurs collègues, à une époque de contrôle et de publicité, ait pu se concerter avec de nombreux complices, pour essayer de corrompre tout un Conseil municipal!...

Témoins, qui n'êtes autre chose qu'un ex-maire destitué par le préfet, ou les parties adverses de la commune, les ennemis de ceux qui la défendent, vous ignorez donc que l'impossible ne se discute pas.

Quant aux crimes de faux, admettons, hypothétiquement, que leur existence ne soit pas contestable.

Oui, le sieur Padovani, maire de Frassetto, a fausement constaté l'enquête de commodo et incommodo qui a dû précéder la vente de la Graticella;

Oui, le sieur Geronzi, maire de Quasquara, les sieurs Guglielmi (Paul) Casanova (Joseph) conseillers municipaux, dont il était assisté, ont fausement constaté cette vente;

Le même sieur Guglielmi et l'autre expert, Casanova (Simon), désignés pour fixer la valeur de l'immeuble, qu'ils ont portée à 2,800 francs;

Le sieur Grossetti, adjudicataire, qui était sur les lieux;

Les sieurs Félix et André Cauro, qui n'y étaient pas;

Ces huit inculpés sont autant de faussaires. Vent-on maintenant que l'administration supérieure soit solidement responsable de tout ce qui se fait au dessous d'elle?

Voyons si, même dans ce cas, ce serait le préfet qu'il faudrait mettre en cause. Ma démonstration sera courte, mais rien n'y manquera: des faits et des dates, rien de plus.

Le 10 février 1841, le Conseil municipal de Quasquara a voté la vente d'une portion des ter-

raines communales, pour suivre le procès pendante en cour royale:

Le 10 février, le préfet de la Corse était à Lyon, en route pour Paris.

Le 4 mars suivant, un arrêté désigne le sieur Padovani, maire de Frassetto, pour procéder à l'enquête de commodo et incommodo;

Le 4 mars, le préfet de la Corse était à Paris, Hôtel du Globe, rue des Petits-Champs.

Le 14 mars, les sieurs Casanova (Simon) et Guglielmi (Paul) dressent leur rapport d'expertise; ce rapport est approuvé par l'autorité compétente;

Le 14 mars, le préfet de la Corse était toujours à Paris.

Le 17 mars, le sieur Padovani fait son procès-verbal, constatant que personne ne s'est présenté à l'enquête ouverte, malgré les affiches et publications, faites par le maire, le 7 et le 14 du même mois;

Le 17 mars, le préfet était toujours à Paris....

Le 23 mars, un arrêté, pris en conseil de préfecture, qui se composait de trois fonctionnaires honorables, tous du pays, connaissant les localités, limitrophes du territoire d'Ajaccio; un arrêté définitif autorise la vente de la Graticella, sur la mise à prix de 2,800 fr.;

Le 23 mars, le préfet était encore à Paris....

Le 9 avril suivant, les adversaires de la commune forment, par voie d'huissier, opposition à la vente. L'administration supérieure la repousse comme mal-fondée. Le lendemain, la vente a lieu, un procès-verbal régulier la constate;

Le 10 avril, le préfet de la Corse était encore à Paris, rue de la Michaudière, n° 4....

En un mot, M. Jourdan avait quitté Ajaccio avant le premier acte (la délibération du 10 février), et il n'y est retourné que deux mois environ après que la vente avait été faite, que tout était consommé!....

Cette vente, cette spoliation au préjudice d'une commune, aurait eu lieu, dans toutes les cas, sous l'administration de M. Peraldi, conseiller de préfecture, chargé de l'intérieur;

M. Peraldi est, pour le moins, un adversaire du préfet, personne ici ne l'ignore; son caractère exclusif, d'ailleurs, toute possibilité de collusion, et c'est le préfet qu'on accuse!

Le sieur Padovani, qui aurait commis un faux dans le procès-verbal d'enquête, c'est encore M. Peraldi qui l'a désigné, qui a sanctionné ses opérations; le préfet était absent à l'époque du crime; il était à trois cents lieues de la Corse: qu'importe? il en est le complice!....

Sans doute, il serait étrange que M. Peraldi, dont nous connaissons tous l'innataquable probité, fût obligé de se défendre. Mais, ne l'est-il pas davantage encore que ce puisse être le préfet?...

Magistrats, qui avez frappé ce haut fonctionnaire, voilà ce qu'il vous aurait dit, s'il avait été entendu! il avait droit de l'être: les plus obscurs, les coupables, eux-mêmes, l'ont toujours été.

Votre honorable président a fait de nobles efforts. Nul ne conteste ni la justesse de son esprit, ni l'étendue de ses lumières, ni sa rare sagacité. Il est d'Ajaccio; hommes et choses, il connaît tout. Il vous a signalé l'écueil; il a combattu votre erreur: que n'a-t-il pu la vaincre! Que de regrets, quel deuil pour la justice il aurait prévenus!

Un procureur général, que Limoges regrette et que la Corse honore, a, lui aussi, jeté dans la tourmente ses cris d'alarme et de salut. Depuis un procès récent et célèbre, qui ne sait, en France, que son courage égale son talent, quand le devoir veut du courage?

Ce magistrat, aussi élevé que ses fonctions, a plaidé noblement la sainte cause de l'innocence

et de la vérité. Honneur à lui! C'est un grand souvenir dans une vie qui en est pleine.

Loin de moi la pensée, même, de méconnaître ce qu'il faut toujours respecter. Je n'accuse pas; je défends. Je déplore; mais, je m'incline....

Je ne quitterai pas ce sujet lamentable, sans repousser, avec l'énergie de tous les sentiments qu'il excite, ce débordement d'injures, qui remplit, depuis si longtemps, toutes les colonnes d'un journal.

Ses rédacteurs avoués, (je suis heureux de les croire) rejettent, avec dégoût, toute odieuse participation, toute flétrissante solidarité.

Sachons rester obscurs, si notre destinée l'a voulu. L'obscurité, du moins, peut être estimable: le libelliste ne l'est jamais.

Quant à celui qui a pu trouver dans son âme assez de venin et de haine, pour en composer certains articles, et à raison de se cacher dans les ténèbres; je le recommande à la miséricorde de Dieu....

Tout a été dit sur la mauvaise presse. La société, qu'elle affecte de défendre, n'a pas de plus dangereux ennemi. Pour elle rien n'a été sacré: elle n'a pas, même, épargné l'outrage à ce prince, l'un de la France, qui, par Napoléon lui-même, fut être encore un si grand roi!

Elle dégoûterait de la liberté, si quelque chose pouvait dégoûter d'elle.

C'est surtout dans les départements, dans les centres étroits de population que sa turbulence et son audace ne mettent pas de borne à leurs intolérables excès.

Les principes, les généralités sont au dessus d'elle; il ne lui reste que les personnalités, le scandale. Oubliant la véritable, la grande mission de la presse, ou, plutôt, impuissante à la remplir, au lieu de pacifier, de moraliser, d'enseigner les peuples, elle se fait une tâche beaucoup plus facile, plus digne d'elle, plus proportionnée à ses forces: elle s'attaque aux existences les plus honorables; elle agite, elle déchire, elle calomnie.

Il faut avoir beaucoup appris, il faut un esprit vaste, une haute raison, pour gouverner l'esprit, la raison publique. La passion est moins exigeante, et c'est à elle qu'on s'adresse. Quelques traits qui portent la douleur dans un cœur honnête, quelques lignes de diffamation: elle ne demande pas davantage; elle ne met pas à plus haut prix ses applaudissements et ses couronnes.

Mais, demain, ses couronnes seront flétries, ses applaudissements auront cessé de retentir, et il ne restera que les remords tardifs d'avoir mérité de honteux triomphes.

A. JOURDAN,

Conseiller à la Cour royale de Bastia.

## COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

2<sup>e</sup> Session 1843.

(Présidence de M. le Conseiller GIORDANI.)

Audience du 14. — Tentative d'assassinat.

Darj Pierre, âgé de 22 ans, laboureur, et Mastracci Côme, âgé de 30 ans, muletier, tous les deux de Moncale, canton de Calenzana, arrondissement de Calvi.

La commune de Calenzana, comme la plupart des autres communes de la Corse, est divisée en deux partis. L'un tient pour le maire, l'autre pour son adjoint. Les accusés appartiennent au parti de ce dernier: chez lequel ils s'étaient réunis avec plusieurs autres jeunes gens dans la soirée du 5 février 1843 et où ils se livraient au plaisir de la boisson. Pierre Castellani garde champêtre allié au parti contraire survient, on croit que sa visite n'a d'autre objet que de rapporter leur

conversation. Darj commence à lui adresser des reproches et l'accuse d'avoir fait de faux rapports contre ses belles-sœurs. Castellani veut se justifier: quelques propos irritants sont échangés de part et d'autre; mais tout s'apaise et Castellani est invité à boire. Quelques instants après les accusés sortent. Un quart d'heure s'était à peine écoulé que tous les autres convives, en compagnie desquels Castellani était resté, se séparent et se retirent chez eux. Pendant que Castellani se dispose à entrer dans sa maison, deux coups de feu retentissent, et deux morceaux de plomb venant frapper contre la porte, lui effleurent légèrement le nez et le front. Préoccupé de la discussion qu'il venait d'avoir, Castellani croit avoir reconnu à l'éclair des coups les deux accusés. C'est en se basant sur cette déclaration que le jury les a déclarés coupables de meurtre sans préméditation ni guet-apens; il a admis en outre en leur faveur des circonstances atténuantes, et la cour a condamné les deux accusés à cinq ans de réclusion sans exposition.

Audience du 15. — Tentative de meurtre.

Giovacchini Aniceto, âgé de 22 ans, propriétaire à Canale, canton de Pietra, arrondissement de Corte.

Il existe dans un enclos appartenant à Eugène Canale, cousin germain de l'accusé, une chapelle dédiée à S<sup>t</sup> Martin, dépendante de la fabrique de Canale. Le conseil voulait en faire reconstruire le toit tombé en ruine. L'on en causait sur la place de l'église avec un maître maçon qui devait faire cette réparation. Canale déclara qu'il s'opposerait au transport des poutres et des matériaux à travers son enclos jusqu'à la récolte.

Un certain Mathieu Casalta avec lequel il existait quelque froideur, répondit, qu'il n'avait pas le pouvoir de l'empêcher. Canale répartit: «Voudrais-tu, par hasard, prendre fait et cause pour tous les habitants du village?» A ces mots Casalta, qui avait un bâton sous le bras, porte la main sous la veste comme pour en sortir une arme. Abel Gianninelli, son cousin germain, en fait autant. L'accusé, qui se trouve à six mètres de distance de ce dernier, lui tire un coup de pistolet sans l'atteindre; immédiatement après Canale fait feu sur Casalta et le tue.

Ces faits étaient avoués par Giovacchini qui seul s'était constitué. Canale est encore fugitif. Les jurés ont trouvé dans l'attitude menaçante de l'infortuné Casalta et de Gianninelli, l'excuse de la provocation en faveur de l'accusé, qui se recommandait d'ailleurs par ses bons antécédents.

La cour l'a condamné à deux ans d'emprisonnement.

Audience du 16. — Meurtre.

Peraldi Bernardin, âgé de 21 ans, tailleur de pierres demeurant à Olmeto, arrondissement de Sartene, revenait le 28 janvier dernier d'Ajaccio. Arrivé au lieu dit Appiatana sur l'ancienne route d'Olmeto, il rencontre le nommé Paganacci qui chassait avec un fusil à deux coups. Une explosion se fait entendre; on accourt et l'on trouve Paganacci mourant d'une balle qui l'avait frappé à l'œil gauche, tenant encore entre ses mains son fusil chargé. On remarqua que le chien d'un des canons de cette arme était abattu et sans capsule.

L'accusé Peraldi, auteur de cet homicide, a prétendu qu'en voulant tirer de sa poche un petit pistolet que Paganacci avait demandé à voir, le coup était parti sans sa volonté. Les parents du mort ont prétendu au contraire qu'il avait voulu se venger d'un soufflet que l'homicide lui avait donné un an avant, mais rien n'est venu appuyer cette assertion.

Peraldi, avait en cette circonstance, rapporté une blessure à la main gauche et des traces de sang

furent remarquées le long du chemin qu'il parcourut en fuyant. Des hommes de l'art, chargés par M. le président de constater la nature de cette blessure, ont déclaré à l'unanimité qu'elle leur paraissait être le résultat d'un projectile qui avait occasionné une perte de substance. Dans ces circonstances le jury ne pouvait faire à moins que de reconnaître l'existence de la provocation, et la cour a condamné Peraldi à cinq ans d'emprisonnement.

Audience du 17. — Assassinat.

Angeleri Charles-Philippe, âgé de 34 ans, cordonnier à Morosaglia, arrondissement de Corte.

La famille Angeleri était en inimitié flagrante avec Simon-Jean Mariani. Des procès correctionnels et criminels s'en étaient suivis. Mariani avait été blessé en voulant attaquer dans sa propre maison l'accusé Angeleri. Celui-ci avait été acquitté par la chambre du conseil comme ayant agi dans le cas de légitime défense.

Le soir du 26 mars 1842, Charles-Toussaint Angeleri, père de l'accusé, revenait de la campagne; chemin faisant, un coup de fusil lui est tiré de derrière un mur, mais il n'en est pas atteint. Angeleri reconnaît son assassin dans la personne de Simon-Jean Mariani. Il se hâte de rentrer chez lui et d'en informer ses enfants. L'accusé et son frère Ange-Marie sortent à la recherche de leur ennemi en même temps qu'ils envoient prévenir la gendarmerie. Ils se portent en attendant sur la place d'une chapelle qui domine la route, et voyant venir François-Xavier Mariani beau-frère de Simon-Jean avec un autre individu qui s'est trouvé être le nommé Ange-Louis Mariani étranger à leur inimitié, ils font feu sur eux. Le coup d'Ange-Marie Angeleri n'atteint personne; mais Charles-Philippe tue par méprise le malheureux et innocent Ange-Louis Mariani.

Ces faits étaient avoués par l'accusé qui s'est borné à invoquer l'excuse de la provocation, déjà admise aux précédentes assises en faveur de son frère condamné à cinq ans de prison. Simon-Jean Mariani avait été condamné à cinq ans de réclusion. Déclaré coupable de meurtre provoqué, Angeleri Charles-Philippe est condamné à cinq ans d'emprisonnement.

L'arrivée d'un inspecteur-général est annoncée depuis quelques jours: il vient en Corse avec la mission d'examiner les bâtiments du futur collège royal, et de vérifier si la commune a rempli tous ses engagements envers l'université. Nous espérons que rien ne s'opposera plus à l'ouverture de cet établissement, dont les avantages pour le pays doivent être inappréciables.

La distribution des prix doit avoir lieu dans la chapelle du collège royal, le 22 de ce mois, à 3 heures et demie.

Un service funèbre pour le repos de l'âme de Mgr. le duc d'Orléans, a été célébré jeudi, 13, dans la chapelle du collège. Cette cérémonie improvisée en lieu néanmoins avec pompe et solennité; la veille encore, MM. les fonctionnaires de l'établissement ignoraient le désir du ministre et du recteur de l'académie, et cependant tout a été préparé pour répondre dignement à la pieuse intention de l'université. L'autorité ecclésiastique s'est empressée d'accorder son concours; M. le colonel du 8<sup>e</sup> a bien voulu lui-même participer à la solennité, en mettant la musique du régiment à la disposition du collège. L'excellente tenue des élèves, le recueillement que l'on remarquait dans leurs rangs prouvent que ces jeunes cours sentent déjà vivement la perte qu'on leur a faite la France et la Corse en particulier.



Le recteur de l'académie de la Corse rappelle aux aspirants aux brevets de capacité même pour l'instruction primaire élémentaire que, conformément aux prescriptions ministérielles et à son arrêté du 25 janvier dernier, ils doivent, indépendamment des connaissances exigées par le règlement du 19 juillet 1833, faire preuve de quelques connaissances théoriques et pratiques en musique et en dessin linéaire.

ESPAGNE. — Les événements graves marchent avec rapidité dans la Péninsule.

Une lettre du régent, annonçant à Seoane que l'attitude de l'insurrection l'obligeait à se retirer sur Ocana, a été interceptée.

Une autre lettre du général Serrano, du 7 au soir, disait que le 8, au point du jour il sommerait le château de Lerida.

La cavalerie qui s'est prononcée à Catayard, s'est jointe au général Narvaez, qui se disposait à marcher sur Madrid.

Le général Narvaez parti de Valence dans la soirée du 29, s'est dirigé sur Teruel qui était bloqué et assiégé par le brigadier Enna; son arrivée en a fait lever le siège le 3 et a décidé la défection de plus de deux mille hommes dans la division Espartériste, le reste est poursuivi par la cavalerie des insurgés; on suppose d'après l'activité connue du général Narvaez, qu'il précèdera le régent dans la capitale et que son mouvement se combine avec celui du général Aspinos, qui aurait aussi pris la direction de Madrid.

Badajoz, Léon et Astorga se sont prononcés; les régiments provinciaux de Badajoz, de Caceres, l'artillerie, les troupes du génie, le régiment de cavalerie d'Albuera qui occupaient ces places ont embrassé la cause nationale.

A l'exception de Madrid, Cadix, Saragosse, la Seo-d'Urgel et de Lerida, Espartero ne possède plus sur le sol espagnol que la partie momentanément occupée par ses troupes.

Les généraux Zurbano et Tolédo ont pris la direction de Seraga pour se mettre en position, selon les circonstances, de marcher sur Madrid ou sur Saragosse.

Le 7, à Valence, on croyait encore le régent à Albacete, mais se disposant à se porter sur Madrid, si comme il est présumable, il s'y rencontre avec Narvaez, qui dans le but de déterminer le mouvement de la capitale s'y porte à marches forcées, il est probable que là sera le théâtre des opérations militaires qui décideront du sort de l'Espagne dans la grande crise qui s'agit depuis deux mois.

Post-scriptum. — Le *Castor*, arrivé sur notre rade cet après-midi, nous apporte les nouvelles suivantes en date du 10 juillet au soir :

Van-Halen a abandonné le parti d'Espartero.

Le gouvernement provisoire a promis 5 reaux par jour à chaque soldat qui abandonnera Zurbano, et le grade d'officier à chaque sous-officier.

Les déserteurs arrivent en foule dans l'armée de Castro. La ville de Barcelonne a donné une médaille en or au consul-général français et au commandant Gatier, pour leur belle conduite.

Le commandant de Montjuich a promis de ne pas tirer sur la ville tant qu'on ne l'attaquerait pas.

Au moment où les changements de température occasionnent des rhumes et des irritations de poitrine, nous ne saurions trop recommander l'usage de la PATE DE NARÉ d'Arabie, dont les propriétés pectorales ont été constatées par les médecins de tous les hôpitaux de Paris, qui ont également reconnu sa supériorité sur toutes celles du même genre. — Dépôt de la Pâte et du Sirop de NARÉ, chez M. Girali, pharmacien à Bastia.

## ANNONCES.

PURGE D'HYPOTHÈQUES LÉGALES NON INSCRITES.

Notification a été faite à la requête de M. Paul Proust de la Gironnière, propriétaire, chevalier de la Légion d'honneur, domicilié et demeurant à Bastia, en sa qualité de gérant de la Société métallurgique de Toga, et dans l'intérêt de celle-ci :

Suivant exploit du sieur Simon-Brando Bartoli huissier près le tribunal civil de première instance de Bastia, y demeurant, en date du trente juin 1843, enregistré le quatre juillet ;

1° A la dame Marie-Françoise Acquastella épouse du sieur Jean-Étienne Mattei, ainsi qu'à ce dernier, tous deux propriétaires domiciliés et demeurants en la commune de Scolca, canton de Campitello, arrondissement de Bastia ;

2° A la dame Angélique-Marie Ciavatti veuve du sieur Antoine-Toussaint Perfetti, propriétaire domiciliée et demeurante en la dite commune de Scolca ;

3° A M. le procureur du roi près le tribunal civil de Bastia, y demeurant.

D'un extrait des minutes du greffe du tribunal civil de Bastia susdit constatant le dépôt fait au dit greffe par M. de la Gironnière ci-dessus pré-nommé, et qualifié, le 20 juin 1843, dûment enregistré.

1° De l'expédition dûment collationnée, d'un acte passé en minute devant M<sup>re</sup> Antoine Joseph Guasco, notaire à Bastia, le premier octobre 1842, enregistré, contenant vente par ledit sieur Jean-Étienne Mattei, propriétaire, domicilié et demeurant à Scolca, en faveur du sieur Roch Lucciana, entrepreneur des diligences, domicilié et demeurant à Bastia, acquereur sous réserve d'être un command, de la moitié afférente en pleine propriété et jouissance audit sieur Mattei, de l'immeuble rural sis au lieu appelé *Paratella*, territoire de la commune de Lucciana, canton de Borgo, arrondissement de Bastia (Corse), moyennant le prix de deux mille francs, payés et quittancés.

2° L'expédition collationnée de l'acte passé le lendemain deux octobre 1842, devant ledit notaire Guasco, contenant la déclaration de command faite par le sieur Roch Lucciana susdit, en faveur de M<sup>re</sup> Jean François Cabanis et Paul-Proust de la Gironnière tous deux propriétaires, demeurants à Bastia, de l'acquisition de la dite moitié de l'immeuble *Paratella*, vendu par le dit Mattei, dûment enregistré.

3° L'expédition collationnée, du procès-verbal d'adjudication de la vente sur licitation ordonnée par justice, de l'autre moitié du dit immeuble *Paratella*, afférente aux sieurs Jean-Philippe et Charles-Pierre, et demoiselles Mattei et Elisabeth, frères et sœurs Perfetti, enfants mineurs du dit feu sieur Antoine-Toussaint Perfetti, et de la dite dame Angélique-Marie née Ciavatti sa veuve et tutrice légale des dits mineurs; de laquelle moitié d'immeuble M. Paul-Proust de la Gironnière susdit, s'est rendu adjudicataire, pour le compte et profit de la Société métallurgique de Toga, moyennant la somme de deux mille fr., payés et quittancés; le dit procès-verbal dressé le vingt-quatre mai 1843, enregistré, par le susdit notaire Antoine-Joseph Guasco à ce commis par justice.

4° Les extraits des dits Contrats et procès-verbal contenant les indications prescrites par l'art. 2194 du code civil, pour être et rester affichés dans l'auditoire du dit tribunal civil.

Avec déclaration en outre à M. le procureur du roi que ceux du chef desquels il pourrait être requis des inscriptions pour raison d'hypothèques légales existantes indépendamment de l'inscription, n'étant pas connus du requérant celui-ci

aurait fait publier la susdite signification, dans les formes déterminées par l'article 683 du code de procédure civile, conformément à l'avis du conseil d'État du neuf mai 1807, approuvé le 1<sup>er</sup> juin de la même année, afin que tous ceux qui auraient intérêt puissent requérir leur inscription d'hypothèque légale, dans le délai de deux mois.

ANTOINE-JOSEPH GUASCO, notaire.

## LA FAVEUR

toujours croissante avec laquelle M<sup>re</sup> les médecins et les malades accueillent depuis longtemps les divers moyens, simples, commodes, économiques, que M. Le Perdriel pharmacien Breveté, faubourg Montmartre, 78 à Paris, a créé pour l'entretien et le pansement des Exutoires a provoqué la cupidité des contrefacteurs qui cherchent à délivrer au public des produits qui ne proviennent pas de sa pharmacie et qui par conséquent n'offrent aucune garantie de leur bonne confection. M. le Perdriel est donc obligé de rappeler au public les tablettes, l'un épispastique pour entretenir parfaitement les vésicatoires, l'autre rafraîchissant pour panser les cautères sans démangeaison, ses Poids Élastiques adoucissants à la guimauve, suppuratifs au garon, ses compresses en papier lavé, sa toile vésicante pour établir promptement les vésicatoires, ses serres-bras etc., portant tous le timbre de sa pharmacie et sa signature, les Rouleaux de tablettes renfermant des notices timbrées et signées de lui, indiquant les soins à apporter au pansement des exutoires. — Dépositaires M. GIRALTI ph. à Bastia.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 8 au 14 juillet 1843.

### ARRIVÉES.

Livourne. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass. Marseille b. à vap. de l'état Pericls c. M. Fourchon lieutenant de vaisseau.  
Pronete. b. goëlette, Antoinette. c. Lota.  
Marseille bombarde, Heures Pierre. c. Straforrelli houille.  
Portoferrajo. Forte, mistick de l'état Sarde. capitaine Arata.  
Bonifacio. bœuf, S<sup>re</sup> Croix. c. Zicavo. fromage.  
Pronete. b. goëlette, Conception. c. Belgodere. planches.  
Solenzara. bœuf, Précurseur. c. Valery. écorce.  
Ile-Rousse. goëlette, St-Joseph c. Mécilin. lest.  
Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Valzi.  
Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.  
Solenzara. bateau, Jeanne Cléante. c. Sanguinetti. écorce.

### DÉPARTS.

Livourne. b. à v. Pozzoliborgo. c. Bertocci. pas.  
A la mer. b. à vap. de l'état. c. M. Fourchon lieutenant de vaisseau.  
Toulon. b. à vap. Le Var. c. Valzi. dépêches.  
Cagnano. gondole, Triulté. c. Costa. lest.  
Ajaccio. b. à vap. Télégraphe. c. Lota. passagers.  
Marseille. bombarde, Jeanne-Octavie. c. Bocognano. bois.  
Livourne. balancelle, S<sup>re</sup> Louis. c. Dottone. bois de construction.  
Livourne. mistick, Assomption. c. Thiers. lest.  
A la mer. Forte, mistick de l'état Sarde capitaine Arata.

Le Gérant N. TARTAROLI.

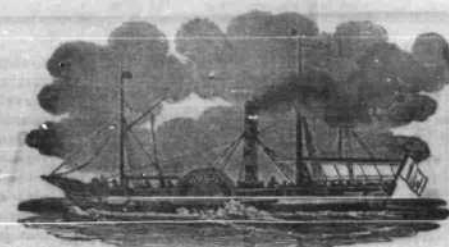
BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an	16 fr.
Pour six mois	8
Pour trois mois	4
Pour le Continent	20
Pour l'Etranger	24

PRIX D'INSERTION.

Diverses	40 cent.
Judiciaires	25

# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

### CHAMBRE DE COMMERCE.

Le 7 août 1841, nous avons fait paraître notre premier article sur la nécessité d'une chambre de commerce à Bastia pour la Corse; c'est seulement après que, sur l'impulsion de la presse, des réclamations à ce sujet ont été adressées au ministère; et, le 25 février 1843, l'ordonnance d'institution de notre chambre de commerce a été rendue. Le vœu exprimé dans notre feuille, il faut en convenir, n'a pas trop tardé à être exaucé. Avec la filière administrative que la centralisation a créée, lorsque la demande relative à une chambre de commerce à Bastia a dû être successivement soumise à l'avis des conseils d'arrondissements et du conseil-général, lorsqu'il a fallu la faire voyager et lui faire subir un examen et des épreuves, avec plus ou moins de complication et de longueur, de bureau en bureau, nous devons, en vérité, nous déclarer fort satisfaits et être réellement fort tenus envers qui de droit de la diligence qui a été faite, car on aurait pu nous faire attendre encore pendant bien des années.

Mais à présent que nous voilà saisis de la conduite ambitieuse et que nous sommes dotés, ainsi, de la plus haute institution commerciale qu'une localité puisse posséder, il importe éminemment que cette institution ne demeure pas stérile et qu'elle nous procure les avantages que nous nous en sommes promis.

Notre département présente au zèle et à la sollicitude d'une chambre de commerce des causes d'intérêt qu'aucun autre lieu du continent n'offre peut-être. En effet, partout ailleurs, le commerce, l'industrie ont jeté leurs racines et ont plus ou moins développé leurs diverses branches; tandis qu'en Corse, à cet égard, presque tout est à voir venir, car jusqu'ici, dans ce pays, l'industrie a été nulle, et le commerce s'est borné à un trafic, extrêmement restreint, d'importation et d'exportation par petit cabotage. Cependant, au milieu du progrès qu'imprime, de toute part, l'heureuse prolongation de la paix générale, dans ce grand mouvement méditerranéen qui se fait sentir tout autour de nous, avec cette multiplicité, cette rapidité de communications, de relations, enfantées par la navigation à vapeur, la Corse n'a pu rester seule stationnaire; elle a éprouvé l'influence de cette activité universelle. Le monde industriel s'est avisé qu'elle a des forêts, des carrières, des richesses agricoles à ex-

ploiter; elle y a songé elle-même, et ses efforts, joints à ceux de plusieurs compagnies étrangères qui se sont établies dans son sein, tendent essentiellement à lui faire sa part dans les avantages du commerce et de l'industrie. Les futures commencent à tomber sous la cognée; de hauts fournaux s'établissent; des marchés ont été passés pour fournir les rails de fer et de bois; il s'en prépare d'autres beaucoup plus importants pour cet objet et pour alimenter les chantiers maritimes; on attend la solution des procès pendants entre les particuliers, les communes et le Domaine, sur la propriété des principales forêts, pour opérer, tout aussitôt, les grandes coupes réglées. D'une autre part, la culture de l'olivier se propage en tout lieu, et nos huiles, qui ont pris rang, en l'état, sur le marché de Marseille, sont en voie de donner des récoltes de plus en plus abondantes; et ce n'est point là le seul produit que fournisse la fécondité de notre sol et qui puisse concourir à nous assurer une riche exportation.

A ces sources de fortune industrielle et commerciale, que le pays renferme déjà, et qui n'ont besoin que d'une direction bien entendue pour procurer les plus précieux résultats, il faut joindre un autre élément de haute prospérité que notre île et Bastia en particulier possèdent par le fait de leur position géographique.

Sur la route du Languedoc et de la Provence; de vant Civitavecchia, Livourne, Gênes; à une journée de Naples et une et demie de la Sicile au sud, plus près encore de Toulon et de Marseille au nord; à portée de tant d'autres ports et marchés importants, y a-t-il un endroit mieux placé que Bastia dans toute la Méditerranée pour le commerce de transit par entrepôt? Qu'une denrée, une marchandise quelconque manque dans l'un des ports qui nous avoisinent: il y aura certainement avantage à pouvoir s'en approvisionner de suite ici, bien plutôt qu'en aller la chercher dans un lieu plus éloigné. Ce que nous disons là est d'une évidence palpable; et il faudrait clore forcément son intelligence pour ne pas comprendre que Bastia a la plus merveilleuse situation pour devenir un point essentiel de commerce intermédiaire entre les diverses places maritimes au centre desquelles elle se trouve interposée. Nous osons dire que sa position, sous ce rapport, est plus propice, peut-être, que celle de Gênes et de Livourne, qui ont eu et qui conservent encore, quoique dans un état de diminution dont Bastia pourrait profiter, le commerce international d'une partie de l'Europe.

Dans ces conditions actuelles et d'avenir de la Corse et de la ville de Bastia spécialement, notre nouvelle chambre de commerce a donc une noble et grande tâche à remplir. Non seulement elle doit chercher et provoquer les mesures qui peuvent faciliter l'essor de notre industrie naissante, qui sont de nature à aider les progrès de notre commerce de production et de consommation personnelles; elle doit encore s'occuper activement de tous les moyens propres à fonder à Bastia le commerce de transit ou d'entremise au quel cette ville est destinée; il faut que, par les soins et l'influence de la chambre de commerce, Bastia devienne une succursale utile pour Marseille sa métropole naturelle, que Bastia et la Corse soient pour la France, dans la Méditerranée, un poste avancé non pas uniquement sous le point de vue militaire et nautique, mais aussi dans l'intérêt du commerce principalement avec les échelles de l'Italie et du Levant.

En annonçant dans notre avant-dernier numéro la composition de la chambre de commerce, nous avons manifesté l'espoir qu'elle agirait activement que la chambre conciliative des arts et manufactures à qui elle a succédé. Bien peu ont su, en effet, que la ville de Bastia avait été dotée d'une chambre consultative. Cette chambre n'a marqué par aucun acte, est demeurée dans une inertie complète, a annihilé, en quelque sorte, son existence. Pourtant elle avait, de même que la chambre de commerce, en vertu de l'ordonnance organique du 16 juin 1832, le droit de correspondre directement avec le ministère et de lui adresser ses observations sur tous les objets concernant, d'une manière quelconque, les arts et les manufactures, ou soit se rattachant aux intérêts industriels. Ainsi, au sujet de l'usine métallurgique de Toga, elle aurait pu prendre légitimement part à l'importante question du port; dans les contestations existant avec l'administration des domaines relativement aux forêts aux- quelles l'intérêt commercial, industriel et manufacturier est si étroitement lié, elle aurait pu faire entendre une voix conciliatrice; en fixant son attention sur les productions des arts et des manufactures relativement à la Corse, elle aurait pu réclamer des améliorations et des mesures utiles, dont le besoin se fait sentir en ce qui touche la Donane; elle aurait pu enfin, pour une foule d'objets, rendre d'éminents services au pays. Mais au lieu de faire usage de ses attributions et de son influence, elle s'est vouée au néant.

En faisant ces remarques, à l'égard de la chambre consultative que la chambre de commerce



vient de remplacer, notre intention n'est point d'exprimer un blâme envers elle; nous faisons la part des circonstances qui ont été cause, sans doute, de son état de nullité; et nous n'en parlons ici, que pour énoncer que la nouvelle chambre de commerce doit bien se garder de se laisser frapper de la même inertie, et qu'elle doit, au contraire, s'appliquer à remplir avec activité, avec zèle, la haute mission qui lui est confiée. Mais les noms des membres qui la composent nous rassurent. Ce sont des hommes qui sauront certainement comprendre et exécuter le mandat qu'ils ont accepté. Or, tout dépend de la première impulsion.

Au reste, nous nous réservons d'exprimer notre pensée sur les points qui, selon nous, devront fixer plus spécialement l'attention de la chambre de commerce; et nous osons nous flatter que, si nos paroles n'ont pas été perdues en ce qui concerne la création même de cette chambre, elles ne seront pas sans quelque effet au sujet des questions dont elle aura à s'occuper pour le bien du pays.

Il y a près de dix ans que l'on a commencé la route départementale de Bastia au Cap-Corse; et c'est à peine si elle s'étend à une lieue de distance de cette ville. Les travaux votés par le Conseil général, à la session de 1841, ont été pour ainsi dire abandonnés près de Gricione, sans être achevés.

Nous sommes contraints de penser que les fonds destinés à cet objet, n'ont pas été épuisés; car un petit espace d'environ quatre mètres en longueur, a été laissé en l'état primitif, à l'endroit qui joint la route précédemment faite jusqu'à Pentaconi, avec celle qui de cet endroit conduit à Gricione. Il s'agit de fort peu de chose comme on voit; mais cela fait que les voitures sont forcées de s'arrêter à l'ancienne route, tandis qu'elles devraient parcourir encore la nouvelle.

En parlant de la route du Cap-Corse, il nous est impossible de passer sous silence un fait de la plus haute importance. Depuis que la nouvelle route est projetée, l'administration a cessé de faire, nous ne dirons pas entretenir, mais même réparer dans les endroits les plus impraticables, l'ancien chemin qui, à partir de la nouvelle route, conduit à la commune de Brando. Par cela seul que l'on doit construire une route pour le Cap-Corse, ce n'est pas une raison d'abandonner à la destruction un chemin qui, pour long-temps encore, sera l'unique voie que l'on puisse parcourir.

Il est aux portes de Bastia des communes où la population laborieuse se livre avec une infatigable activité à l'agriculture; qui approvisionnent nos marchés des objets les plus nécessaires; et ces habitants ne peuvent se rendre à la ville qu'en courant des dangers réels.

Il suffit de signaler à l'administration des faits de cette nature, pour être certains qu'elle y apportera aussitôt remède. Nous espérons qu'elle s'empressera d'enjoindre aux maires des communes de Brando et de Lota, de faire employer toutes, ou une partie des journées de prestations, à réparer les endroits les plus impraticables de l'ancienne route, qui se trouvent sur leur territoire. C'est une chose tellement simple, que nous ne concevons pas que l'administration n'y ait pas encore songé. Quant à la route de Pentaconi à Gricione, nous croyons qu'il n'est pas nécessaire d'insister davantage.

(Communiqué.)

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.  
2<sup>e</sup> Session 1843.

(Présidence de M. le Conseiller GIORDANI.)

L'audience du 19 a été occupée par l'affaire

Quilichini dit *Buccino* accusé d'assassinat, et renvoyée à la prochaine session par suite de l'absence de quelques témoins.

Audience du 20 et 21. — Tentative de meurtre.

Reginensi Paul-Martin, âgé de 18 ans étudiant et Luporsi François âgé de 34 ans, propriétaire de la commune de Petricaggio, canton de Valle, arrondissement de Corte.

Reginensi était lié d'amitié avec hoch César Giudicelli, mais une rivalité d'amour vint les séparer. Le 10 mai 1843, le voltigeur corse Mattei étant arrivé au village de Petricaggio se promenait sur la place avec Giudicelli lorsque Reginensi vint à passer. Celui-ci croit remarquer que Giudicelli veut le faire fouiller par le voltigeur Mattei pour lui saisir une arme cachée qu'il avait sur lui. Une espèce d'altercation a lieu, mais elle est aussitôt calmée par l'intervention de gens de bien. Le lendemain Reginensi s'étant rendu en classe où se trouvait Giudicelli vint à parler de la scène de la veille, et, à la suite de quelques explications, les deux adversaires portèrent la main sous la veste. Reginensi en sort le premier un pistolet et tire sur Giudicelli, qui, légèrement blessé à l'épaule, laisse tomber son pistolet par terre, et s'enfuit. L'accusé se précipite sur lui, mais Giudicelli parvient à se sauver. C'est en raison de ces faits que Reginensi qui s'est volontairement constitué vient répondre devant le jury à une accusation de tentative de meurtre. Déclaré coupable de tentative de meurtre commise à la suite de provocation violente, Reginensi a été condamné à deux ans de prison. Quant à Luporsi qu'on avait voulu impliquer dans ce procès comme complice, les débats ont prouvé qu'il y avait été entièrement étranger. Le ministère public ayant d'ailleurs abandonné l'accusation, Luporsi a été acquitté.

Tels ont été les résultats de cette session dont nous nous sommes fait un devoir de rendre compte, parce que ces résultats viennent constater les tendances du jury vers le perfectionnement auquel il est destiné par la nature même de son institution. La relation succincte mais fidèle que nous avons présentée de chaque affaire, en les dépouillant de tout ce qui pouvait en altérer la couleur et la vérité, suffit pour en convaincre. Le nombre des acquittements a été moindre que dans les sessions précédentes, et les condamnations plus fortes, eu égard au nombre et à la nature des affaires. Il est surtout à remarquer que sur les 24 accusés qui ont été jugés, 15 s'étaient volontairement constitués. Sur ce nombre, 4 seulement ont été acquittés: ce sont les nommés: Peretti accusé de faux et de corruption; Istria accusé d'assassinat, son prétendu complice avait été déchargé par la chambre des mises en accusation; Luporsi accusé de complicité de tentative de meurtre et Gozzi accusé de meurtre: le ministère public a abandonné l'accusation à l'égard de ces deux derniers. Tous les autres accusés, volontairement constitués, ont été condamnés aux peines suivantes: deux aux travaux forcés à perpétuité, deux à la réclusion, sept à l'emprisonnement, sans que jamais dans ce dernier cas la cour ait cru devoir appliquer le maximum de la peine. Parmi les autres accusés dont la force armée avait opéré l'arrestation, deux seulement ont été acquittés; ce sont les sieurs Orsini et Bonaldi, le premier Maire et le second adjoint municipal, tous les deux poursuivis comme coupables de corruption, pour avoir, en qualité d'officiers de l'état civil, perçu une somme de 5 francs à l'occasion d'un mariage. Un seul verdict a paru ne pas satisfaire les magistrats de la cour. Il s'agissait d'un accusé qui avait à répondre à une accusation de tentative d'assassinat a été acquitté sur ce chef et déclaré seulement coupable de menaces de mort

sous condition: la cour a condamné l'accusé au maximum de la peine en y ajoutant dix ans de surveillance et 300 fr. d'amende, ce qui fait assez connaître quelle a été la pensée des magistrats.

Dans toutes les autres affaires le jury de cette session a fait preuve d'une fermeté rare. Nous nous bornerons à en rappeler un exemple qui sera sans doute salutaire pour le pays, et qui vient démontrer qu'il ne saurait y avoir de meilleur juge que celui dont la vie et l'indépendance parfois menacée n'ont d'autre garantie que la puissance des lois.

Pietri Ours Paul berger âgé de 17 ans était traduit aux assises comme accusé de tentative d'assassinat, d'attentat à la pudeur et de destruction de pont. Les deux premiers chefs n'avaient rien de sérieux, et le ministère public lui-même avait déserté l'accusation. Le troisième chef consistait, comme on l'a vu dans le fait, d'avoir jeté dans ce torrent quelques pierres posées sur des poutres servant de passerelle. Déclaré coupable sur ce troisième chef, le jeune Pietri a été condamné à cinq ans de réclusion. Ce verdict, qui, il faut le dire, frappe par sa sévérité a été non le résultat d'une erreur, mais d'un sentiment de justice et de conservation de la part des jurés appelés à prononcer sur le sort d'un de ces bergers fiers et despotiques qui sans aucun respect pour la propriété d'autrui, abusent impunément de leur pauvreté et de leur indépendance pour imposer les lois de la force brutale aux propriétaires aisés. Les jurés presque tous propriétaires de biens ruraux ont voulu, par un exemple sévère mettre un terme à ces abus nombreux qui entretiennent le désordre dans nos campagnes, et deviennent la source d'un grand nombre de crimes.

Ce qu'il y a de remarquable c'est que les résultats que nous avons signalés ont été obtenus non au moyen de jurés pris exclusivement dans une localité, mais avec les jurés titulaires qui, jaloux de s'acquitter noblement de la haute mission qui leur est imposée par la loi, se sont empressés de se rendre à leur poste, avec une exactitude digne d'éloges: aucun d'eux n'a obtenu de dispense, et tous ont donné des preuves de zèle, de sagesse et d'indépendance.

A M. le Rédacteur de *l'Insulaire Français*.

Monsieur,

En ma qualité de gérant des usines de Solenzara, j'avais passé à Livourne, le 11 novembre dernier, un traité en participation avec M. Jean-Baptiste Mourrié, fabricant d'acier fondu à Toulouze, pour la construction et l'exploitation à Solenzara de deux forges arriérées. Cet acte a été enregistré à Bastia le 11 février.

Nos contestations s'étant élevées entre nous, j'avais introduit par devant des arbitres, aux termes du contrat, une instance contre M. Mourrié qui m'avait postérieurement assigné par devant le tribunal de commerce de Bastia.

Nous avons d'un commun accord mis fin à ce litige, en résiliant purement et simplement le dit traité en participation; tous comptes entre nous ont été réglés et soldés, et M. Jean-Baptiste Mourrié n'a plus aucun intérêt dans les usines de Solenzara.

Je vous prie de vouloir bien donner de la publicité à ces faits, en insérant cette lettre dans votre prochain numéro.

Recevez etc.

Bastia, le 20 juillet 1843.

J. LANOTTE et C<sup>e</sup>.

M. Gavini, conseiller à la cour royale, a été nommé président des assises du 3<sup>m</sup> trimestre

1843. M. Viale conseiller, et M. Murati conseiller-auditeur formeront la cour d'assises.

La session s'ouvrira, à Bastia, le 28 août prochain.

M. Ozaneux, inspecteur-général des études, qui est arrivé tout récemment à Bastia pour visiter le local du Collège Royal, mu par un sentiment de bienveillante sollicitude, est allé visiter les classes des Frères de la doctrine chrétienne.

M. l'inspecteur-général a interrogé lui-même les élèves, et il a pu se convaincre par les progrès que font ces jeunes enfants que la direction de ces écoles répond à l'attente des pères de famille, et à l'encouragement que le gouvernement ne cesse de donner à l'instruction publique. Il en a exprimé toute sa satisfaction, et c'est là, sans doute, un témoignage bien flatteur pour les Frères de la doctrine chrétienne, et plus particulièrement pour celui qui les dirige.

Nous serons en mesure de rendre compte, d'une manière spéciale, dans notre prochain numéro, du résultat des investigations de M. l'inspecteur-général, relativement au Collège Royal.

Sur la proposition de Mgr l'évêque d'Ajaccio et de M. le préfet de la Corse, M. le ministre de la justice et des cultes a accordé, par décision du 14 juin dernier, une somme de 14,760 fr. pour secourir, en 1843, les anciennes religieuses, les ecclésiastiques âgés ou infirmes et les anciens curés et desservants en retraite. Une autre allocation de 10,220 fr. a été précédemment mandatée pour le même objet; de sorte que le montant des secours accordés, pendant le premier semestre de cette année, au clergé du diocèse d'Ajaccio, s'élève à 24,980 fr.

Le bateau à vapeur le *Télégraphe* partira de Bastia pour Ajaccio le soir du 29 courant, le 30 du matin il relâchera à l'île-Rousse et Calvi, et sera à Ajaccio à midi; le 31 il partira pour Propriano d'où il sera de retour à Ajaccio le soir même, et repartira pour Bastia le 1<sup>er</sup> août relâchant de même à Calvi et à l'île-Rousse.

Le second article, qui a été annoncé, sur l'affaire de Quasquara, ne paraîtra pas aujourd'hui: on attend des documents de la plus grande importance.

## Nouvelles Diverses.

— La chambre des députés est close de fait; elle a terminé le 8 ses travaux. La session s'était ouverte le 26 juillet 1843. Interrompue le 30 août par une ordonnance de prorogation, elle fut reprise le 9 janvier 1843 par une séance royale; c'est la première fois qu'il y a eu deux séances royales dans une seule et même session.

43 projets de loi ont été votés par la chambre dans sa session de 1843-43. Vingt séances ont été consacrées au rapport des pétitions. La chambre a en outre voté 48 projets de loi d'intérêt local. — A la fin de la séance du 8, la chambre des députés a ordonné le renvoi au ministre de la guerre d'une pétition demandant que le bénéfice de l'exemption accordée aux fils aînés de veuves soit étendu en cas où le veuvage n'arriverait qu'après l'incorporation.

La chambre a renvoyé au ministre de l'Intérieur un mémoire sur les avantages qu'il y aurait à planter des mûriers sur les routes du midi de la France.

Correspondances particulières du TOULONNAIS.

ALGER, le 9 juillet. — Nos colonnes expéditionnaires sont rentrées; avant hier le 3<sup>e</sup> bataillon des chasseurs à pieds était arrivé à Blidah et on y attendait aujourd'hui M. le général Changarnier. Le colonel Youssouf est de retour à Medeah avec les spahis et M. le colonel Korté, commandant les chasseurs, doit être actuellement à Milianah. Le résultat des expéditions est très-satisfaisant; nous avons établi sur les confins du désert une ligne de camps ou postes qui, commençant à Boghar jusqu'à Tenich-el-Aud, peuvent empêcher l'émir d'entrer de ce côté, en admettant qu'il vienne par le désert; il est probable que M. de Lamoricière en aura fait autant du côté de l'ouest, ce qui complètera ce système de défense que tout le monde regarde comme le meilleur et tel que nous l'avions conseillé l'année dernière au mois d'octobre.

M. le colonel Korté vient d'obtenir un brillant succès près Tekedempt; nos colonnes ont battu complètement les troupes rassemblées par le khalifa d'Abd-el-Kader et elles ont fait un butin considérable, 25,000 têtes de bétail et plusieurs centaines de prisonniers que l'on a eu encore le tort de ramener, ce qui, en définitive, n'aboutit à rien puisqu'on les rend presque aussitôt. Cependant, cette fois on procédera, dit-on, d'une nouvelle manière en donnant les femmes prisonnières aux gousms qui nous ont accompagnés; si je suis bien informé on agira de la sorte à l'avenir.

Nous ne pouvons approuver ce mode qui n'est pas dans nos mœurs, quand bien même la nécessité de nous affecionner nos alliés en les compromettant de plus en plus aux yeux de l'émir, nous en ferait une loi. On fait bien néanmoins d'abandonner une grande partie de nos prises aux arabes qui combattent avec nous; ce qui a eu lieu dans la dernière expédition et voilà pourquoi nous avons ramené à peine 3,000 moutons, la presque totalité de la razzia ayant été donnée en cadeau aux auxiliaires dont le nombre s'élevait à plus de 3,000 cavaliers.

ESPAGNE. — Madrid 10 juillet. La capitale est déclarée en état de siège.

16 juillet. — Narvaéz est parti de Calatayud le 10 avec douze bataillons et 1000 chevaux pour marcher sur Madrid.

Castro est nommé second commandant de la Catalogne et gouverneur de Barcelonne où il est arrivé le 13.

La junte de Valence a fait publier le 12 que l'infanterie d'Espartero qu'il avait, de Belazoto, dirigée sur Madrid, s'est débandée, et que le régiment avait pris la route d'Andalousie avec trois escadrons.

17 juillet. *Midi*. — Majorque s'est prononcée le 11. Le général Tacon a été nommé président de la junte de salut des îles Baléares.

Le général Vallès, qui avait voulu faire tirer sur le peuple, a été obligé de chercher un refuge à bord du *Palinure*, qui est parti de Palma, le 14 pour Toulon. Il n'y a pas eu d'effusion de sang.

Le général Cortinez est parti de Lérida.

Le 15, à Barcelonne, il était question d'une dernière sommation de la junte au gouverneur de Montjuich.

17 juillet. 4 heures du soir. — Le Grégois vient d'arriver à Port-Vendres. Il a vu, le 13 à 10 heures du matin, à la hauteur du Cap-de-Gate, une division, supposée anglaise, composée de 9 voiles, dont 1 vaisseau, 5 frégates, 2 corvettes et 1 goélette, se dirigeant dans l'O.-S.O. vers Gibraltar.

Une des frégates portait un guidon de commodore.

— Les bruits de dislocation du cabinet anglais

prennent de la consistance. On répète qu'il y a division entre sir Robert Peel, d'une part, et sir J. Graham, lord Stanley et lord Wellington de l'autre, au sujet des mesures à prendre vis-à-vis de l'Irlande. Le *Brünnia* dit que sir Robert Peel sorti du ministère ne conserverait pas une moindre influence dans la chambre et conduirait encore sagement les affaires publiques.

## NOTICE HISTORIQUE

sur le

## GÉNÉRAL ABBATUCCI.

I.

Depuis long-temps la famille Abbatucci tenait, et tient encore, un rang distingué parmi les hautes notabilités du pays. C'était elle qui, de l'autre côté des monts, représentait avec le plus d'éclat et d'énergie cet esprit de liberté et d'indépendance où les montagnards corses puisaient des forces sans cesse renaissantes et une haine toujours vivace contre la domination étrangère. Le mobile qui la faisait agir, les sentiments qui l'animaient n'avaient rien de commun avec les intérêts et les vues égoïstes de cette féodalité barbare où la république de Gênes trouvait au besoin des complices de sa tyrannie et des auxiliaires puissants.

Tandis que ses comtes et ses barons, jaloux de conserver de vains titres ou d'obtenir la concession de quelques fiefs nouveaux, étaient toujours prêts à faire bon marché des franchises des communes, ne courant jamais aux armes que pour la défense de leurs terres ou de leurs petits manoirs, les Abbatucci ne cherchaient leur bonheur individuel que dans l'affranchissement du pays, ne connaissant d'autre bannière que celle de l'insurrection, n'employant leur influence locale qu'au profit de la patrie.

Ce fut envain que, cherchant à diviser les patriotes pour les mieux asservir, la faction génoise s'applaudit d'avoir séparé la Corse en deux camps hostiles, d'avoir armé les partisans d'Abbatucci contre le général Paoli au point de crier :

Viva il nostro generale  
Abbatucci, e non Pasquale.

Cette joie fut de courte durée. Les secrets instigateurs de la guerre civile ne tirèrent de leurs infâmes menées d'autres fruits que le dépit et la honte d'une tentative impuissante. Des misérables jaloux s'effacèrent bientôt devant le grand intérêt de la nationalité corse. Cette étroite communauté de sentiments, qui donne une même direction aux vœux et aux efforts des chefs de parti, laissait bien peu de place entre eux aux manœuvres de la malveillance et aux nuages de la rivalité politique. D'ailleurs Abbatucci avait trop bien que le pays n'était fort que par son unité, que Gênes ne pouvait être vaincue que par la persévérance et le concours de tous les dévouements, de tous les efforts, pour ne pas comprendre tout ce qu'il y avait de funeste un pareil dualisme. D'un autre côté, Paoli lui apparaissait comme la personnification la plus haute, la plus puissante, comme l'image armée et agrandie de la nationalité et lorsqu'il s'aperçut que ses ennemis fondaient sur cet antagonisme d'odieuses espérances, on le vit oublier dans un franc et loyal rapprochement tout ce qu'il aurait pu articuler de griefs contre l'élite des consultants.

Le village de Zicavo est connu dans l'histoire de la Corse par la pureté et la constance de son dévouement à la cause de la liberté. Il en donna une preuve bien éclatante lors de l'invasion de l'île par l'armée que commandait M. de Maillebois en 1739. Laissons parler Pommerai: « L'at-



taque de ce village très fort par sa situation fut ordonnée. Les Corses demandèrent à capituler. On leur accorda 24 heures. Ce temps leur suffit pour sortir, pendant la nuit, de Zicavo et gagner le sommet de l'horrible montagne de Coscione. On entra dans Zicavo où l'on ne trouva qu'une vieille femme aveugle et un moine gouteux. C'était la famille Abbattucci qui prenait soin d'y entretenir l'amour sacré de la patrie, et l'aversion pour la domination étrangère. — Ces exemples de patriotisme restèrent dans cette maison comme un noble témoignage du passé et une garantie certaine de l'avenir.

Après 1769 Jacques Abbattucci se rallia franchement à la France, sans répudier aucun des souvenirs si chers à la patrie, sans cacher aucun de ses regrets pour l'indépendance perdue et la nationalité éteinte. Affligé de tous les maux où la Corse gémissait sous le brutal, sous l'insolent despotisme du pouvoir militaire, sa voix courageuse fit entendre de justes, de légitimes doléances.

Le général Marboeuf jura de se venger et tint parole. Ne pouvant lui demander compte de l'énergique protestation qui l'avait blessé, il imagina pour le perdre la plus infâme des machinations. Dénoncé comme suborneur de témoins, Jacques Abbattucci fut attaché au poteau de l'infamie.

La Corse indignée demanda à grands cris la réhabilitation de l'innocent et une punition éclatante pour les juges qui l'avaient condamné. Ce concert de vœux et de plaintes retentit jusqu'à l'oreille du roi. Louis XVI s'en émut. Ordonner la révision du procès, c'était avouer déjà proclamé l'erreur juridique. — C'est ainsi que la flétrissure retomba de la tête d'Abbattucci sur celle de ses juges. Les honneurs et le grade de Maréchal de camp dans les armées françaises ne laissèrent plus subsister de cette déplorable condamnation que la honte du tribunal et une opposition universelle contre le despotisme militaire.

On sait que le gouvernement, pour imprimer une direction toute française à la nouvelle génération, avait réservé un nombre déterminé de bourses pour les enfants des nobles; ce fut à ce titre que le jeune Abbattucci fut admis à l'école militaire de Metz.

La révolution éclate. Charles quitte soudain l'école militaire, où il s'était déjà distingué parmi ses condisciples, par une application assidue et la rapidité de ses progrès, et court à la frontière, au milieu des transports de joie et d'enthousiasme dont la jeunesse française, et surtout celle des écoles militaires était saisie.

A toutes les époques de guerre, la Corse a payé un large tribut de sang à la mère patrie. Son contingent armé de jeunes volontaires, avides de dangers et jaloux de gloire, a souvent égalé celui de deux départements réunis. Il faut un noble allié et une promptitude à cette ardeur belliqueuse qui, s'emparant d'eux, au sortir de l'enfance, les jette dans les hasards de inimitiés ou des combats contre la force armée, alors que mieux dirigée, elle pourrait devenir le principe et le mobile d'une foule d'actions héroïques. Presque toujours dans les collisions sanglantes de famille à famille et de village à village, ils cherchent moins la triste satisfaction d'une vengeance assouvie que l'occasion de signaler leur courage. Il y a plus de vanité que de haine dans ces provocations fréquentes à des luttes individuelles ou collectives, dans ces rencontres meurtrières, dans ces défis reciproques, qui font couler tant de sang. S'ils se plaisent dans cet état d'hostilité permanente, s'ils gardent les uns vis-à-vis des autres une attitude fière et menaçante, c'est parce que l'appareil des dangers, et les fréquentes alarmes d'une inimitié de sang leur offrent une image fidèle de la guerre. C'est ainsi

que les peint un historien national: *Bellum quam otium maluit; si extraneus deest, domi bellum quærent* (1).

Le passage sous les drapeaux est une joie pour leurs cœurs. On s'aperçoit aisément qu'ils ont obéi au plus impérieux de leurs instincts, que le métier du soldat est la plus prononcée comme la plus constante de leurs vocations. Les gros mousquetons ne présentent point à leurs jeunes bras, parce que déjà ils avaient l'habitude de manier les armes. Familiarisés avec les périls avant de se trouver face à face avec l'ennemi, parce que plus d'une fois, ils avaient lutté corps à corps avec leurs adversaires, les vieux soldats s'étonnent du sang-froid de ces conscrits imberbes, de la fermeté de leur contenance, et, s'il est permis de s'exprimer ainsi, du naturel de leur bravoure. C'est qu'ils ignorent, encore une fois, que chez eux l'habitude du feu ne date pas seulement de cette première campagne, et que la chasse et la guerre ont été l'exercice de leur adolescence.

Conservant cette idée avantageuse du pays, Abbattucci avait prié plusieurs de ses camarades de lui céder quelques uns de ses compatriotes récemment arrivés sur les bords du Rhin. (Nous tenons ceci de l'un de ceux qui servaient sous ses ordres). Absent de la Corse depuis l'âge de quinze ans, il n'avait point oublié cependant l'allure martiale, l'agilité et l'intelligente bravoure des montagnards. Il fit venir sous sa tente tout ce qu'il avait pu rassembler de soldats corses. Cette entrevue fut touchante. Pendant un instant il se crut transporté au milieu des habitants de Zicavo, au sein de ces âpres montagnes, qu'avaient si souvent fait retentir, les mâles cris de liberté et d'indépendance. « Je voulais, disait-il, exciter leur ardeur, mais je m'aperçus bien vite, qu'il fallait plutôt la contenir. »

On sait avec quelle rapidité le brillant élève de l'école militaire de Metz conquiert successivement tous ses grades sur le champ de bataille. Lieutenant d'artillerie en 1789, capitaine en 1792, une série d'actions d'éclat lui valurent bientôt le titre de lieutenant-colonel, et pourant il touchait à peine à sa vingt-unième année.

Témoins de sa valeur, et fiers de l'avoir pour chef, un jour, à la suite d'un de ces combats où il suppléait au nombre par les combinaisons de la stratégie et doublait le courage des artilleurs par l'exemple de son imperturbable sang-froid, les soldats en masse le saluèrent du nom de général. Cette élection militaire ne servit qu'à faire éclater sa noble modestie. « Je n'ai pas encore assez servi, répondit le jeune colonel, pour aspirer à l'honneur de commander, et il refusa. »

Ce ne fut pas la seule témoignage spontané et éclatant d'admiration et d'amour qu'il reçut de la part des légions républicaines. Tant de mérite ne pouvait rester long temps caché. Signalé par l'estime du soldat à la confiance du chef, Pichegru le choisit pour son aide-de-camp. L'artillerie à cheval destinée à une si large part de gloire dans les campagnes de la révolution et de l'Empire, venait d'être fortement organisée. Le général en chef de l'armée du Rhin attachait le plus grand prix à l'opinion de son aide-de-camp devenu adjudant général. Il s'en rapportait entièrement à sa capacité éprouvée dans tout ce qui concernait le matériel, la disposition et le mouvement de l'artillerie. Ce fut surtout au passage du Rhin que Charles Abbattucci se distingua par l'habileté et le succès de ses manœuvres, à tel point qu'il mérita les éloges de tous les généraux et les félicitations empressées de Pichegru. Il fut élevé au grade de général de brigade (1794).

(1) Petri Cyren. *De rebus Corsicis*, pag. 96.

(La fin au prochain N°.)

## ANNONCES.

### MARINE.

#### VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES.

Le public est prévenu qu'il sera procédé le 3 août prochain, à 10 heures du matin, dans le bureau de la marine à Ajaccio, à la vente aux enchères publiques des mâts, voiles, agrès et apparaux provenant du sauvetage du navire napolitain *La Vierge des Carmes et St-Michel*, naufragé en dernier lieu sur la côte occidentale de la Corse.

Bastia, le 20 juillet 1843.

Le Chef du service de la marine en Corse,  
MARTIN.

La GRÉOSOTE-BILLARD contre les

## MAUX de DENTS

enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive, et guérit la carie des dents gâtées. 2 fr. le flacon avec l'instruction. Pharmaciens dépositaires: Sampolo à Ajaccio, Gregori à Bastia.

## VESSICATOIRES, CAUTÈRES

de Le Perdriel pharmacien breveté faubourg Montmartre, 78, à Paris, ses taffetas, ses compresses, ses pois élastiques, ses serrebras, etc, qui constituent un pansement simple, propre, commode, économique, des exutoires, sans douleur ni démangeaison. Se trouvent dans beaucoup de pharmacies en France et à l'étranger toujours revêtus du timbre et de la signature de l'auteur. — Dépôt chez M. Giralt pharmacien à Bastia.

## Théâtre de Bastia.

Demain dimanche une première représentation de *LA SYMPHONIE*, ballet fantastique en deux actes et 3 tableaux.

2° *LES TROIS GORE-MOUCHES*, comédie nouvelle de la plus grande gaieté.

3° *MICHEL ET CHRISTINE*, vaudeville.

On commencera à 8 heures.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 14 au 21 juillet 1843.

### ARRIVÉES.

Ajaccio. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass. Livourne. b. à vapeur Pozzo di Borgo, c. Bertocci, pass.

Macinaggio. gond. St-Simon, c. Filippi, vin. De la mer. goél. de l'Etat, Étoile, Jugand lieutenant de vaisseau.

Marseille. tartane, Les Heureuses Sœurs c. Strati divers.

Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

### DÉPARTS.

Livourne. bomb. Heureux-Pierre, c. Straforelli, divers.

Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi, pass. Fiumorbo. gond. Conception, c. Gentili, lest.

Toulon. b. à vap. Le Var, c. Valzi, dépêches. Fiumorbo. b. goél. Deux-Amis, c. Alfonsi, lest.

Rio. bomb. St-Charles, c. Padovani, lest.

Le Gérant N. TARTABOLI.

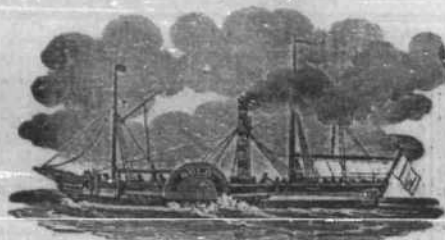
BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

## ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

### A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'*Insulaire Français*.



# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

## PRIX D'ABONNEMENT

### POUR LA CORSE.

Pour un an . . . . . 16 fr.  
Pour six mois . . . . . 8  
Pour trois mois . . . . . 4  
Pour le Continent . . . . . 20  
Pour l'Etranger . . . . . 24

### PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . . . 40 cent.  
Judiciaires . . . . . 35

## Bastia.

### LE PRÉFET DE LA CORSE.

Nous avons établi, pour ceux, du moins, qui se contentent de l'évidence, que le Préfet de la Corse est toujours resté pur, toujours digne de sa haute mission.

Le conseil général, l'élite du pays, l'a proclamé douze fois en douze ans : un concussionnaire, un prévaricateur n'obtient pas en Corse d'aussi éclatants témoignages....

Des suffrages plus précieux encore ont consacré M. Jourdan.

Des paroles angustes, de royales bontés seront à jamais sa récompense et son orgueil.

Si un préfet de France, par cela seul qu'il est préfet, et qu'il l'est depuis treize ans, doit être au dessus de toute ignominie atteinte, inaccessible à toute souillure; comme le reste des hommes, il est sujet à l'erreur : il peut se tromper, il peut être trompé.

M. Jourdan l'a-t-il été dans cette malheureuse affaire de Quasquara? Aucune négligence, aucune faiblesse, aucun acte d'imprvoyance, d'inhabileté, de mauvaise administration, aucune faute, en un mot, lui est-elle imputable? A-t-il eu tort d'homologuer la vente de la *Graticella*? C'est ce qui nous reste à examiner.

Cette question est indivisible des trois suivantes :

1° L'aliénation était-elle nécessaire?

2° Le maire de Quasquara a-t-il fausement constaté des enchères publiques?

3° A-t-il, surtout, blessé les intérêts de la commune?

Quant à l'urgence de l'aliénation, j'ai sous les yeux les arrêtés qui ont été pris, en l'absence du préfet. Aux considérants qui les motivent, et qui sont tirés principalement du défaut absolu de toute autre ressource, j'ajouterai que le procès entre la commune et ceux qu'elle considère comme ses spoliateurs, ayant été attribué par la Cour suprême à la Cour royale d'Aix, ce renvoi devant une juridiction d'outre-mer nécessitait des frais considérables.

Que le dossier de cette cause était aux mains d'un membre honorable de notre Barreau, et qu'il n'a consenti à s'en dessaisir, qu'après avoir reçu ses honoraires, s'élevant à huit cent quarante-cinq francs.

Cette précaution n'était pas excessive; l'homme de loi savait, sans doute, ce qu'on sera

bien étonné d'apprendre : une misérable somme de quatre cents francs, tel est le revenu annuel, absorbé par les charges annuelles, de cette commune de Quasquara, qui, pourtant, devait enrichir de ses dépouilles trois conseillers municipaux, deux maires, un pharmacien, un secrétaire d'académie, un médecin distingué, huit complices, sans compter le préfet de la Corse!....

La vente de la *Graticella* était donc indispensable.

A-t-elle été régulièrement faite?

Ouvrons l'information première : elle a pour objet spécial, unique même, tout ce qui se rapporte à l'adjudication.

Sans compter les témoins nécessaires, qui, depuis, ont été impliqués dans les poursuites, il en reste neuf, qui disculpent le maire et rendent hommage à sa probité.

Deux d'entr'eux déposent (n° 34) d'avoir assisté aux opérations; ils en attestent la légalité. Ils sont l'un et l'autre de Cognocoli, d'une commune désintéressée au procès.

S'il en faut davantage, on offre, à l'appui de la vérité, des populations tout entières.

Les témoins à charge sont au nombre de sept. Les uns se bornent à prétendre qu'on croit généralement à la clandestinité des enchères.

Les autres ont osé davantage; mais, tant d'in-vraisemblances, d'impossibilités remplissent leurs dépositions, que les discuter, ce serait les détruire.

Nous pouvons en épargner l'inutile ennui à nos lecteurs et à nous-même. C'est assez de dire qu'il n'est aucun de ces témoins qui ne soit l'adversaire de la commune, l'ennemi du maire qui la défend. Prenez leurs noms, allez au greffe de la Cour, vous les trouverez tous dans l'arrêt de cassation du 16 décembre 1840.

Vous trouverez dans cet arrêt 83 chefs de famille, 127 individus en cause!

C'est à eux principalement que, dans la seconde instruction, on a demandé la lumière.

C'est sur la plainte de Quilici (Jean-Baptiste) que la justice a informé. Il pouvait compter, comme les ennemis du préfet, sur 126 auxiliaires, tous intéressés comme lui. Quilici (Pierre), Quilici (Jean-Pierre), Quilici (Simon), Quilici (Joseph) ont été aussi entendus. Comme la plupart des témoins à charge, toute cette famille est ruinée, si la Cour d'Aix donne gain de cause à la commune. La vente de la *Graticella* devait procurer à celle-ci les fonds nécessaires pour suivre le procès; il fallait anéantir cette vente, perdre tous ceux qui, au mépris de tant de menaces,

avaient osé y concourir : les Quilici l'ont entrepris.

Ce n'est pas tout encore.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1841, deux coups de fusil sont tirés, dans un champ, sur Cotonni (Simon); il tombe ensanglanté : deux balles lui ont traversé le bras droit.

Le 21 décembre 1842, la cour d'assises condamne ses meurtriers : quels sont-ils? — Quilici (Paul), frère de Joseph, Quilici (Jules) fils de Joseph, et frère de Jean Pierre!

Quelle est la victime? — Le fils du maire de Quasquara!!....

L'intérêt, une inimitié capitale (*namicizia di sangue*).... Voilà la double garantie qu'offrent les témoins qui accusent! Voilà les hommes qui sont déplorablement parvenus à égarer la justice!....

C'est notre conviction la plus sincère, la plus profonde : le préfet de la Corse n'eût pas été contraint de couvrir de honte ses calomniateurs; des hommes, qu'on ne doit qu'honorer, ne seraient pas dans les fers; une procédure trop mémorable n'aurait pas vu le jour, si les éléments dont elle se compose avaient été connus, avaient pu l'être des magistrats.

La commune de Quasquara a-t-elle été dépouillée?

C'est la question dominante, la plus digne d'un sérieux examen.

Ici, nous irons sur nos pas un rapport d'expertise; nous voulons parler du dernier. Il émane d'hommes considérables; nul n'a pour eux plus d'estime, plus de respect que nous. S'ils avaient opéré sur les lieux qu'ils habitent; s'ils ne s'étaient transportés d'un bout de la Corse à l'autre; s'ils s'étaient éclairés de leurs propres lumières, nous n'oserions les contredire : toutes leurs constatations seraient à nos yeux la vérité même.

Mais, comme on le voit au procès-verbal, dans un pays tout-à-fait inconnu, il leur a fallu prendre des informations, s'enquérir, même, du prix des terrains qu'ils avaient charge d'évaluer.

Le préfet était absent, on allait répétant qu'il ne reviendrait pas; ses ennemis, ceux des frères Cauro et, de plus, les adversaires, si nombreux, de la commune, disputaient de zèle et d'efforts; l'intérêt et la haine s'étaient réunis : les magistrats devaient être, ils ont été trompés : les experts l'ont été eux-mêmes.

La valeur de la *Graticella*, ils l'ont élevée à 32,961 fr., déduction faite des trente-quatre hec-



tares, compris, par erreur, dans le plan, comme faisant partie de l'immeuble.

L'estimation est de 128 fr. l'hectare, savoir : 80 fr. pour la terre nue, 48 fr. pour le bois qui la couvre. Ce bois consiste en chênes verts clair-semés parmi d'impénétrables massifs de bruyères, d'arbusiers et autres arbustes sauvages, dont se compose, en Corse, ce qu'on y appelle *makis*. Nous adopterons, pour plus de clarté, cette expression locale, dérivée du terme italien *macchia*, le quel est corrélatif des mots français *broussailles*, *buisson*.

On sait ce que produisent, ici, les plus belles forêts elles-mêmes, si elles se trouvent dans des conditions fâcheuses d'exploitation, ou de sûreté. Les arbres séculaires de Valdionello, qui feraient la richesse de nos arsenaux; ces arbres gigantesques, ces colosses de la création gisent inutiles et abandonnés ! Le pâtre, le bandit s'y creuse sa retraite; leurs ruines immenses désolent le regard, et disent à la France ce qu'il faut faire encore sur cette terre française.

Un exemple donnera, tout d'abord, une idée de ce que valaient les makis, dans certaines localités de la Corse.

En 1829, aux enchères publiques, M. le commandant Poli en a acheté, dans le territoire de Conca, non 258 hectares (que l'on dit être la contenance de la *Graticella*) mais plus de 4,000 hectares : le tout, (bois et terre) lui a coûté neuf mille francs ! On sait, en outre, qu'une belle forêt était comprise dans l'acquisition.

Nous convenons que nulle part dans l'île on ne trouverait actuellement des makis à ce prix. Mais, c'est aussi justice de convenir que de deux francs vingt-cinq centimes l'hectare à cent vingt-huit fr., la différence est plus qu'énorme !

Si l'on considère que, comme le rapport l'établit, la *Graticella* est un terrain *pieux* et de *qualité médiocre*; quand on saura, surtout, qu'on ne connaît la que la loi de la force et de la terreur, on sera convaincu que la valeur affectée au sol est évidemment excessive.

Quant à celle attribuée au bois provenant du makis, elle n'est pas seulement exagérée; il faut la retrancher jusqu'au dernier centime.

S'il est une notion vulgaire en agriculture, c'est qu'un champ couvert, depuis des siècles, de ronces épineuses, d'arbrisseaux touffus, d'épais ombrages, ne donnera pas de moisson, si le bois n'est brûlé sur place, si les cendres qui en sont le produit n'enrichissent pas une terre maigre et stérile, si, surtout, on ne réchauffe pas, au-*ci*, ses entrailles inertes, que les influences solaires n'ont pu féconder.

Sur le continent, aux environs des grandes villes, on comprend, en pareil cas, qu'on se procure d'autres engrais, qu'on recourt à l'emploi de procédés différents, que le bois se vende, qu'il ne se brûle pas sur les lieux défrichés; mais, le fait-on dans l'intérieur de la Corse, qui n'a de cultivé que le cinquième de sa surface territoriale? L'a-t-on jamais fait dans le voisinage d'Ajaccio? Les marins, qui approvisionnent cette ville de bois de chauffage, l'ont-ils jamais acheté?

Ils traversent le golfe, pénètrent, sous les yeux du propriétaire, dans le makis le plus prochain, remplissent leurs gondoles et s'en vont. Voilà ce que coûte le bois, celui, même, qu'on trouve à deux pas de la mer.

Le centre de la *Graticella* est sur des collines, à une heure de marche du littoral. Pas d'autre chemin que des sentiers bordés de broussailles.

Pour aller à la plage, il faudrait traverser les héritages des particuliers, qui voudraient leur part aux bénéfices d'une spéculation. Du reste, l'éloignement suffit; nous devons qu'on nous contredise : jamais on ne va là pour y prendre du bois.

Il y en a tant, à de moindres distances ! On n'en veut pas, même pour rien.

M. Bertin, négociant, M. l'abbé Tasso, desservant de Guitera, ont essayé, il y a deux ans, de faire du charbon, à deux lieues, ou une lieue et demie de la côte. Ils en ont fait de huit cents à mille quintaux : il a fallu le laisser sur place, l'abandonner aux éléments !

Si les frais de transport, pour ce combustible, en excédent de beaucoup la valeur, qu'on juge de celle du bois, dans ces mêmes localités.

Résumons-nous : pas de récolte possible à la *Graticella*, si le makis n'est consommé sur la terre même qui le porte.

Impossibilité absolue de tirer de ce makis un autre avantage quelconque : d'où la conséquence indestructible que, comme nous l'avons dit, les experts ont été trompés, et que la somme de 14,019 fr. doit être déduite de celle de 32,961 fr. Restent 18,942 fr.

Maintenant, de combien ne faudra-t-il pas réduire cette dernière somme, représentative de la valeur du sol? Comment admettre l'exactitude du second chiffre, quand j'ai démontré l'erreur du premier, l'incontestable nécessité de sa totale suppression?

Ce n'est pas tout : en achetant la *Graticella*, on achète un procès.

Tant de causes de dépréciation ne pouvaient être compensées que par l'espoir, la certitude, même, qu'une Compagnie opulente, avec sa liberté ordinaire, consentirait à faire là des acquisitions, comme elle en a fait sur tant d'autres points de la Corse. On y comptait : le *Progressif* l'a dit vingt fois; l'arrêt du 30 mai a consacré cette grave erreur. Elle est reconnue maintenant, un peu tard, il est vrai, mais elle est reconnue.

Qu'on ose contredire, des actes seront publiés, et on aura la preuve qu'à l'époque où la *Graticella* a été mise en adjudication, la Compagnie Corse voulait si peu verser ses capitaux dans ces lieux sauvages, qu'elle avait déjà annulé une acquisition précédente, que ses agents y avaient fait!

Et alors, que valaient ces makis, ces landes arides dont on a fait tant de bruit?

Ce qu'elles valaient, on le sait déjà; on va le savoir mieux encore.

M. Cauro (Félix) était pour un tiers dans l'association. Il a eu hâte d'en sortir; il n'avait perdu que deux annuités d'intérêts; il en était heureux, quand un mandat d'arrêt est venu le frapper lui-même.

Ce tiers a été cédé à M. le baron Cesari et à ses frères. On n'a pas craint d'affirmer que, pour leur seule part de la *Graticella*, ils avaient déboursé 13,500 fr. J'ai l'acte sous les yeux; si on veut ronger de tant d'assertions odieuses, on trouvera cet acte dans les écritures de M. Rustucci, notaire à Ajaccio : on y verra que MM. Cesari, outre le tiers de la *Graticella*, ont acquis, simultanément, pour la somme sus-énoncée, de vastes étendues de terrain, situées dans diverses communes.

Il est une chose que, par oubli sans doute, on a omis de dire : MM. Cesari, à leur tour, n'ont pas tardé à se repentir; toute exploitation leur a été impossible; ils ont assigné les vendeurs garant, ou, plutôt, ils demandent, ils poursuivent l'annulation du contrat!

On a douté que les enchères eussent reçu la publicité préalable que la loi a prescrite. On paraissait ne pas y croire. C'est un point important, c'est encore une erreur.

Qu'on lise l'opposition à la vente, de la part des 127 co-intéressés, elle est du 9 avril 1841;

Qu'on lise la déposition de Quilici (Jean-Pierre) n° 18 2° témoin; il est l'ennemi du maire de Quasquara : il est le frère du meurtrier de Cotoni (Simon), fils de ce maire;

Qu'on lise, enfin, la plainte même de Quilici (Jean-Baptiste), de celui qui a sollicité personnellement les poursuites.

On y verra que les enchères ont été deux fois annoncées par le journal de l'arrondissement, et par des affiches apposées deux fois dans la commune où l'on devait procéder, où l'on y a procédé en effet.

Cette seule publicité, dans une petite commune, dans un hameau qui habite le plaiguan, où le maire a tant d'autres ennemis, où tant d'intérêts étaient en éveil, repousse l'inqualifiable supposition que les enchères aient été clandestines.

Malgré cette publicité, le conseil de préfecture, qui n'est pas un agent passif, irresponsable, comme on l'a injurieusement insinué; le conseil de préfecture, qui n'a dans son sein que des hommes uniquement dévoués au devoir; trois fonctionnaires honorables ont adopté une mise à prix de deux mille huit-cents francs, pour un immeuble qui aurait eu une bien plus grande importance!

Eux aussi, comme on l'a dit du préfet, n'avaient qu'à paraître au balcon, pour voir la *Graticella*.

D'ailleurs, les tromper, les surprendre, eux qui sont du pays, était chose impossible : des adversaires de la commune de Quasquara, des ennemis du maire (Mannoni, son fils et son gendre) habitent Ajaccio : on connaît la vigilance de l'intérêt et de la haine.

L'adjudication était annoncée pour le 10 avril, dix heures du matin. Dès huit heures, Mannoni, son gendre et son fils étaient chez le maire. Étaient-ils venus d'Ajaccio pour enchérir? ils l'ont dit : mais, qu'on m'écrive, et qu'on prononce.

La veille, une protestation collective avait été déposée à la préfecture. On y disait, au nom de tous, que la *Graticella* faisait partie des biens litigieux; qu'on ne pouvait conséquemment la vendre.

On n'achète pas ce qu'on revendique devant les tribunaux; on n'avait, manifestement, d'autre but que de renouveler son opposition.

Il ne s'est présenté d'enchérisseur sérieux que le sieur Grossetti, et la mise à prix était de 2,800 francs, nous ne saurions trop le redire.

Que faut-il en conclure? — Que cette acquisition n'a tenté que l'imprévoyance de celui qui est resté adjudicataire; que personne autre n'en a voulu.

N'a-t-on pas là une base sûre, pour établir le prix réel de la *Graticella*? Qui, mieux que les habitants mêmes, pouvait connaître cette véritable valeur?

Pas de réclamations sur la mise à prix, avant les enchères!

L'immeuble est adjugé le 10 avril, pour la somme de 2,950 francs.

Le 4 mai, (je suis certain des dates), un mémoire est adressé, par Quilici (Jean-Baptiste), à l'administration supérieure. Il y dénonce l'illégalité des opérations. Mais y dit que la commune ait été dépouillée? Eût-il manqué de le dire, si elle l'eût été en effet?

Le préfet n'a vu là, n'a dû y voir qu'une dernière et déloyale tentative pour priver la commune des moyens de plaider. La Cour d'Aix était saisie; l'intérêt public était en souffrance; on alléguait uniquement des irrégularités imaginaires; l'homologation était un devoir, un acte de sagesse et de protection : la cupidité déçue, la ruse démasquée pouvait seule s'en plaindre.

Le 14 juin suivant, le même Quilici (Jean-Baptiste), qui est de Quasquara, ose recourir à l'autorité judiciaire. Il signale, avec proximité, de

prétendues infractions à la loi. Chacun le sait ici, en pareil cas, pour obtenir des poursuites, toujours l'on exagère. Qu'on lise la plainte, c'est la première pièce de la première information : « les enchères n'ont pas été publiques » : voilà l'unique grief; pas un mot de la spoliation impudique, depuis, à des hommes qui attendaient un autre prix de tant d'efforts et de courage!

Si ce qui précède n'a pas convaincu, l'évidence a perdu le pouvoir de convaincre.

Toutefois, je ne puis en disconvenir, cette argumentation n'est pas bonne, car elle est inutile : ce qui va suivre suffirait, en effet, pour toute âme sincère, tout esprit qui veut être éclairé.

En septembre 1841 (une instruction criminelle en fait foi), le sieur Grossetti envoie des journalistes de Lucques commencer les défrichements. Il était minuit, tout dormait, sous un toit de feuillage, dans la cabane des Lucquois... Des hommes armés y accourent en foule; un coup d'arme à feu retentit, parmi les menaces, les cris de fureur : au point du jour, la cabane était vide, les champs étaient déserts.

Qui ne connaît la *Costa*, repaire impur de tant de malfaiteurs, caverne tant de fois ensanglantée, d'autant plus redoutable, qu'elle est en face d'Ajaccio?

C'est là qu'on trouve la *Graticella*. C'est là que règne Antonio, chargé de tant de crimes, beau-frère du témoin de ce nom, qui, détenteur des biens communaux, l'âne des paries les plus intéressées au procès, se recommande si peu à la confiance de la justice.

Depuis la naissance de ce procès funeste, sans compter les blessés, (j'ai sous les yeux ce nécrologe effrayant), seize victimes se sont succédé dans la tombe!

C'est de la *Costa* que *Tangone*, *Malanotte*, *L'Inferno* et tant d'autres scélérats envoyaient aux citoyens les plus riches, les plus honorables d'Ajaccio, leurs émissaires et leurs ordres : il fallait de l'argent, ou il fallait mourir.

C'est de la *Costa* qu'ils partaient pour ces nocturnes expéditions, qui répandaient au loin l'épouvante.

M. Peraldi (Joseph-Marie) était un jour dans son champ; on l'appelle; il se voit inopinément sous le canon d'une carabine; on l'entraîne sur la montagne. Couché, en plein air, sur la terre nue, toute une nuit du mois de janvier il tremble, au moins, de froid, entre deux terribles bandits.

Il n'est libre que le lendemain, quand on apporte sa rançon.....

Le 8 mars 1840, je siégeais à la cour d'assises : j'ai jugé le complice de cet Andreucci, si redouté, qui donna la mort au malheureux Garcin.

La ville d'Ajaccio frémit encore au souvenir de cet inexorable attentat.

La victime était à la chasse, un fusil de prix à la main. Un moment, elle s'éloigna de ses compagnons; l'assassin ne la connaissait même pas; il ne frappa, il ne tua que pour emporter l'arme!

C'était encore à la *Costa*!.....

Le 21 novembre de la même année, la même cour, dans une même cause, a condamné treize brigands. Menaces de mort, larcins, vols, arrestations sur la voie publique, incendies, meurtres, assassinats, toute la légende du crime, on la trouvera dans cette procédure!

C'était à la *Campestre*..... c'était encore à la *Costa*!.....

Calomnieux du préfet de la Corse, maintenant répondez : Que vaut la *Graticella*?

Êtes-vous assez confondus? N'avez-vous pas horreur vous-mêmes de votre horrible nudité? Que parlez-vous de lettres!.....

Oui, le préfet de la Corse en a écrit, oui, le préfet est intervenu.

## L'INSULAIRE FRANÇAIS

Une Compagnie puissante, si elle eût accepté cette tâche immense, pouvait, seule, lutter contre la barbarie, dans ces affreuses solitudes;

Seule, elle pouvait réaliser une grande pensée administrative, le plus beau rêve du patriotisme et de l'honneur.

Ces lettres, ces efforts, que vous avez dévoués aux yeux des magistrats, le préfet de la Corse les présente à son roi, comme ses plus beaux titres.....

Un grand crime a été commis, il est vrai; mais ce crime est le vôtre : à vous la honte, à vous le repentir.....

A. JOURDAN,

Conseiller à la Cour royale de Bastia.

Nous donnons ci-après les détails de la distribution des prix du Collège de Bastia qu'on nous a communiqués et que nous nous empressons de publier. Nous nous réservons néanmoins notre opinion sur la formation du nouveau personnel si jamais il ne correspondait point à l'attente du pays, car c'est là que repose l'avenir du Collège royal qui a coûté tant de sacrifices à notre ville.

## COLLÈGE ROYAL.

Nous avons annoncé l'arrivée de M. Ozaneux, Inspecteur général de l'Université, dans notre ville; et nous avons dit que nous serions en mesure, aujourd'hui, de rendre compte de ses investigations au sujet de notre collège royal. Lors que nous écrivions ces paroles samedi dernier, nous n'avions pas assisté encore à la distribution des prix du collège, qui a eu lieu, ce jour là, vers les 4 heures du soir, et que M. Ozaneux a présidé. La relation de cette intéressante cérémonie concourra efficacement à l'accomplissement de la tâche que nous nous étions prescrite; ment de la tâche que nous nous étions prescrite; car les discours qui ont été prononcés, et spécialement les paroles de M. l'inspecteur général ont appris à l'auditoire que nous prenions part à la dernière solennité du collège communal, que le moment de sa métamorphose est arrivé, et que enfin le collège royal va s'ouvrir.

C'est dans le beau vaisseau de l'église Saint-Charles, qui est la chapelle destinée au collège royal, que la distribution des prix a été faite selon l'usage. Tout avait été disposé, néanmoins, avec plus de pompe qu'à l'ordinaire.

Au fond, devant le chœur, on avait dressé l'estrade où les jeunes lauréats devaient recevoir les couronnes méritées. Les sièges, réservés en face de l'estrade pour les dames et pour les personnes invitées, étaient entièrement occupés. Les élèves étaient placés sur des bancs rangés des deux côtés. Le reste de l'espace était rempli par la foule qu'avait attirée la cérémonie. Les membres du conseil municipal y assistaient.

A 3 heures et demie, M. l'inspecteur général, M. le Recteur de l'Académie, M. l'Administrateur du collège, suivis de MM. les Professeurs, et M. le Sous-Préfet, M. le Maire, M. le curé de Saint-Jean, ainsi que plusieurs personnages de distinction, ont été reçus par M. le Procureur général et M. le Président Casale, sont arrivés et ont occupé les fauteuils disposés sur l'estrade.

La musique du 8<sup>e</sup> de ligne a exécuté une symphonie.

Après quoi, M. Mattei, professeur de 3<sup>me</sup>, a lu le discours d'usage de fin d'année, duquel il était chargé. La thèse, que M. Mattei avait choisie et qu'il a développée, tendait à prouver que c'est la religion qui a fondé la véritable civilisation parmi les hommes. Voilà, du moins, ce que nous avons pu relever de son discours, dont nous avons beaucoup regretté que la distance, à la

quelle nous étions de l'orateur, ne nous ait pas permis de saisir tous les détails.

M. le Recteur a pris ensuite la parole. Après s'être exprimé, d'abord, avec autant de vérité que de juste convenance sur le mérite éminent du haut fonctionnaire qui présidait la cérémonie au nom de l'Université, il a expliqué que sa présence parmi nous n'était pas due au hasard, mais que M. l'inspecteur général avait mission spéciale, de la part de M. le Ministre de l'Instruction publique, d'annoncer, enfin, à la ville de Bastia, que le moment était venu pour elle, toutes les conditions imposées pour l'ouverture du Collège royal étant exécutées, de recueillir le prix de ses immenses sacrifices. — M. le Recteur, en même temps, a remercié MM. les Professeurs du zèle avec lequel ils ont concouru à préparer la transformation qui allait s'opérer. Il les a désignés à la reconnaissance de leurs élèves et à l'estime publique. Ils les a, en outre, rassurés sur leur avenir, au nom de l'Université qui est une bonne mère et qui leur fera une position digne d'eux et d'elle, en dédommagement de ce que le défaut des grades universitaires voutus ne leur permettra pas de faire partie du personnel du Collège royal.

Cette allocution, toute affectueuse, toute paternelle pour les élèves et pour les maîtres et qui a donné la certitude de l'ouverture du collège royal, a été écoutée avec un vif intérêt.

M. l'administrateur du collège a parlé à son tour, en annonçant qu'il n'abusait pas du droit de la parole, au moment surtout où le désir d'entendre le haut fonctionnaire qui présidait la cérémonie devait augmenter l'impatience de l'assemblée. Mais il a voulu, alors que le collège communal allait, en ce jour, clôturer définitivement ses travaux, adresser un dernier adieu, un adieu d'affection, aux élèves, aux parents et aux maîtres, s'excusant de ce que ses efforts, pendant le peu de temps qu'il a consacré à cet établissement, ne lui aient pas permis de faire tout le bien qu'il aurait souhaité. Portant, ensuite, son regard à sa pensée sur le collège royal qui va s'ouvrir, M. l'administrateur a tracé le tableau des rapports que les maîtres futurs et les parents devront avoir entre eux et de leurs devoirs respectifs envers les enfants. Nous n'entreprendrions pas d'analyser tout ce que l'orateur a dit sur ce sujet important dont voici la base : accord parfait des parents et des maîtres dans la direction que les enfants doivent recevoir au collège; soins affectueux de la part des maîtres, zèle soutenu pour inspirer aux enfants le goût de l'étude, le respect de la religion, l'horreur du vice et l'amour de la vertu, pour en faire, à la fois, des chrétiens et des citoyens d'élite, pour former leur cœur en éclairant leur esprit; de la part des parents, tendresse sagement entendue, c'est-à-dire sans aveuglement, sans fatale faiblesse, en un mot, sollicitude éclairée qui stimule les enfants, et, en même temps, confiance, sans réserve, envers les maîtres, qui les encourage dans leur pénible tâche.

Ces préceptes, ces règles de conduite, rappelés si à propos en regard de l'ouverture prochaine du collège royal, et présentés éloquemment, ont été reçus avec des marques unanimes d'approbation; et assurément ils ne seront pas perdus.

Après ces discours, M. Ozaneux s'est levé. L'attention de l'auditoire a redoublé pour entendre M. l'inspecteur-général. Nous voudrions admettre M. l'inspecteur-général, d'un bout voir pu retenir et pouvoir rapporter, d'un bout à l'autre, ce discours qui a si vivement impressionné l'assemblée par le charme de la parole de l'orateur et surtout par la noblesse, la délicatesse de ses pensées. Heureusement ce discours remarquable, de même que les autres qui ont été pro-



noncés, se trouve inséré en entier dans le procès-verbal de la distribution des prix, qui a été dressé; et ce procès-verbal est, en ce moment, livré à l'impression.

M. l'inspecteur-général a déclaré lui-même que la cérémonie, qu'il présidait, était sans doute la dernière solennité du collège communal de Bastia, et que, dans quelques jours, il espérait pouvoir proclamer l'ouverture du collège royal. Il a fait ressortir que cet établissement, que la ville de Bastia a érigé au prix de tant de sacrifices, pour lequel le conseil général a voté un subside, que le gouvernement a voulu créer et soutiendra de son appui, n'est pas, ne peut pas être l'œuvre d'une étroite et mesquine rivalité, mais est et ne peut être qu'une institution noble et nationale. Il s'est complu à parler de ce beau collège sous les voûtes duquel l'élite de notre jeunesse viendra chercher, à l'envi, l'éducation dans ce qu'elle offre de plus élevé. Il a retracé l'avantage immense, pour l'avenir moral du pays, de ce concours d'élèves, puisant dans une source commune et toute nationale, les bienfaits de l'instruction, y formant ces saintes amitiés de collège qui conservent une si grande influence dans le monde, et qui, en Corse surtout, devront avoir l'heureux bénéfice de faire disparaître, dans les diverses localités, entre les différentes familles, les derniers germes des dissensions et des haines.

Il a dit que les Romains prenaient à la Corse ses métaux et ses bois, que les Sarrazins lui ravissaient ses enfants et Gènes ses trésors, tandis que la France lui livre, au contraire, tout ce qu'elle possède elle-même de civilisation, de savoir et d'idées. Mais il a dit aussi, que c'était justice que l'Université l'ait dotée d'un collège royal et qu'il y avait presque convenance d'avoir envoyé, pour en ouvrir les portes, un des plus anciens élèves du lycée Napoléon. Et déjà il avait fait entendre ces paroles : « Cette Université, dont je suis l'organe, cette magnifique création qui presque seule a traversé les révolutions sans en être ébranlée, c'est un don de vous qui nous l'a faite... » dans cette désignation, rehaussant, par une hyperbole de pensée que couvre l'esquisse simplicité, la grâce, la délicatesse infinie de l'expression, rehaussant tous les Corses au niveau de gloire que leur elle a produit. Mais n'a-t-il pas été enorgue pour peindre l'éclair d'intelligence qui se reflète chez nos plus jeunes enfants : « On voit dans leurs yeux : je veux être quelque chose ! je le veux, je le puis !... »

Le vent, que le buste en marbre de S. A. R. le duc d'Orléans dut être placé au dessus de la porte d'entrée du collège, avait été exprimé dans l'allocution de M. le recteur, indiquant en cela un tribut de bien juste reconnaissance envers la mémoire du prince qui a contribué si puissamment à l'ordonnance de création du collège royal pour la ville de Bastia. M. Ozaneux a répété la même idée. Mais il a spécialement rappelé que l'auguste et malheureux prince avait lui-même reçu la haute éducation, dont l'éclat brillait en lui, dans un collège royal, (le collège Louis le Grand dont M. Ozaneux a été proviseur). Il en a parlé dans les termes les plus touchants, comme un homme, selon qu'il l'a dit, qui l'a connu dès son enfance et qui a pu suivre en lui les développements de son beau caractère. Toutes les paroles qu'a prononcées, à ce sujet M. Ozaneux, ont produit sur l'assemblée une sensation profonde; et tous les cœurs ont été singulièrement saisis, lors qu'il s'est écrié avec l'accent d'une vive émotion : « Pourquoi n'est-il pas ici, pourquoi n'y viendrait-il plus celui dont la noble intelligence comprit si bien toute l'étendue et donna l'impulsion première de l'œuvre qui s'achève aujourd'hui ?... » M. Ozaneux a fini par ce précepte, formulé au nom du prince qui fut ainsi formé à la source de

l'éducation commune, et qui devait, hélas ! nous être ravi si tôt : « Enfants, vivez en frères au collège, et, plus tard, vous vivrez en frères comme Corses, ou frères comme Français... »

Tous les discours, qui ont été prononcés, ont été vivement applaudis, surtout celui de M. Ozaneux qui a été accueilli par une triple salve dont les voûtes de la chapelle ont long-temps retenti.

On a procédé, ensuite, à la distribution des prix, et les élèves lauréats, au milieu des acclamations et des fanfares, ont reçu, tour-à-tour, des mains de M. l'inspecteur-général, de M. le Recteur et des autres personnes siégeant sur l'estrade, les livres, récompense de leurs efforts, et ces couronnes tressées pour leurs jeunes fronts, attribut de triomphe et de bonheur, qui font délicieusement travailler, à la fois, les enfants, les parents et les maîtres.

A l'issue de la cérémonie, le conseil municipal a offert à M. l'inspecteur-général, à M. le Recteur, à M. l'administrateur du collège, ainsi qu'à M. le Sous-Préfet, un banquet où ont été invités quatre jeunes lauréats, ceux qui ont obtenu le prix d'excellence dans chacune des quatre premières classes. Cette invitation, distinction honorable pour les jeunes convives, a dû flatter en même temps tous les élèves dont ils étaient les heureux représentants. Nous applaudissons à cette attention du Conseil municipal, et nous souhaitons qu'elle se reproduise chaque année, comme une preuve que les administrateurs de la cité s'intéressent aux efforts et aux succès de l'application, et comme constituant, en cela, un moyen de plus d'encouragement et d'émulation.

Nous avons appris que M. l'inspecteur-général, dans divers entretiens, a manifesté toute sa satisfaction sur le beau local disposé pour le Collège royal que, dans son discours, il a qualifié de *notre beau collège*. Il a reconnu que tout était en mesure d'être complètement prêt dans le plus bref délai; et il a confirmé, de manière à ne pas laisser de doute, que l'ouverture aura lieu à l'époque fixée. M. Ozaneux également, sur le vœu qui lui a été unanimement exprimé pour que M. Baric, l'administrateur éclairé et si rempli de zèle de notre Collège communal, fût nommé proviseur du Collège royal dont il a concouru à préparer l'établissement avec tant d'activité et d'intelligence. M. Ozaneux, disons-nous, a fait clairement comprendre, et nous pouvons presque ajouter, a donné la certitude que, c'est en effet à M. Baric que la direction du Collège royal, comme proviseur, sera confiée par M. le Ministre de l'instruction publique.

M. l'inspecteur-général est parti dimanche au soir pour Ajaccio d'où il reviendra la semaine prochaine. A son retour il trouvera tout à peu près achevé; et, s'il a pu recevoir réponse au rapport qu'il a déjà adressé à M. le Ministre, nous espérons qu'avant son départ de Bastia, il proclamera officiellement l'ouverture du Collège royal. Il pourra, ainsi, emporter sans réserve toutes les marques de notre reconnaissance, pour s'être activement associé à ce qu'il appelle avec tant de raison, pour la Corse, une œuvre nationale.

On nous écrit de Corte :

La distribution solennelle des prix aux élèves de l'École-Paoli de Corte, a eu lieu le 25 courant, sous la présidence de M. Ozaneux inspecteur-général des études, accompagné dans son inspection de M. Buvet, recteur de l'Académie. Cette réunion n'a été que plus brillante. L'assistance de l'église de Sainte-Croix suffisait à peine tant l'auditoire était nombreux.

M. le recteur a ouvert la séance par un discours qui, quoiqu'il soit rédigé avec la soudaineté d'une improvisation, n'en a pas moins captivé l'attention de l'assemblée, et excité à trois reprises différentes les plus vifs applaudissements. Nous regrettons de ne pouvoir en offrir ici la rapide analyse à nos lecteurs. On y verrait, comment le chef de l'Académie, sait apprécier le zèle et les talents des fonctionnaires de l'Université, d'autant plus dignes d'éloges, que ceux de l'École-Paoli luttent, au dedans, presque sans espoir depuis sa fondation, contre des difficultés sans cesse renaissantes, et au dehors, contre de jaloux adversaires. M.

le recteur a saisi avec empressement cette occasion pour payer un tribut de reconnaissance à la mémoire de Washington de la Corse. Il n'aurait qu'à dire une phrase de compréhension tout ce qu'il y a de noble et de grand dans l'inspiration patriotique de Paoli.

Les discours de fin d'année ont été prononcés par M. Adriani, jeune professeur de littérature française qui, en développant le programme des cours, a fait habilement ressortir tous les avantages que cette belle institution a présentés aux élèves et tous ceux qu'on pourrait en attendre sur une plus large base, il y avait plus de sagesse dans sa marche et plus d'ensemble dans le système de l'enseignement. M. Adriani a dû s'apercevoir que la modeste ne donne que plus de relief au talent.

Le directeur de l'École a pris à son tour la parole, et mêlant, dans une allocution ferme mais mesurée, les éloges aux remontrances, il a signalé les progrès et les tendances qui s'accroissent le moins avec l'âge de l'élève. Ce tableau de progrès, malheureusement trop vrai, s'appliquait à la jeunesse en général sans aucune application particulière. Il a surtout déploré cet esprit d'émancipation et d'indépendance qui restera comme l'un de ses traits caractéristiques. Pour parler avec cette sévérité, il ne lui a pas d'être chef d'établissement, il faut encore être sûr, comme M. Arrighi, que l'exemple ne démontrera jamais la leçon.

Mais il était réservé à M. Ozaneux de réveiller l'attention et de ravir l'auditoire, par des paroles tout-à-la-fois graves et spirituelles. L'émotion et les vives sympathies qui se sont manifestées sur tous les visages ont dû prouver à ce haut fonctionnaire de l'Université royale de France, que s'il a le secret de charmer ceux qui ont le bonheur de l'entendre, nous avons, nous, le don de sentir vivement, surtout quand on sait rappeler, dans un langage élevé, les glorieux souvenirs du pays.

Nous croyons qu'il est de notre devoir d'appeler l'attention de l'autorité supérieure sur ce qui s'est passé à St-Florent, à l'occasion des élections municipales.

Le 25, l'assemblée, réunie sans l'assistance de la force armée, a été renvoyée par M. le maire au moment du développement du scrutin. Le lendemain 26, l'assemblée ayant été dissoute au moment de la votation, par M. le Maire, des troubles s'en sont suivis dans la salle et de grands malheurs ont manqué d'avoir lieu.

Nous recevons, au moment de mettre sous presse, une lettre de M. Peraldi, conseiller de préfecture. Nous sommes donc obligés d'en renvoyer la publication à notre prochain numéro.

Les personnes atteintes de *maux d'estomac* ou de *gastrites*, celles auxquelles l'usage du chocolat et du café est *defendu*, trouveront dans le BACAROT des ARABES le déjûner le plus agréable et le plus salutaire; cet aliment est aussi très convenable aux enfants et à toutes les personnes délicates ou nerveuses. Dépôt chez M. Giralt pharmacien.

## FAILLITE.

Par jugement du tribunal de commerce de l'arrondissement de Bastia, département de la Corse, en date du 24 de ce mois, dûment enregistré, le sieur Roch Luciana, ci-devant entrepreneur de voitures publiques à Bastia, a été déclaré en état de faillite ouverte à partir du 15 mars dernier, et a nommé M. Toussaint Valeri, juge commissaire, et MM. Sylvestre Angeli, propriétaire, et Denys Gavini, avocat de Bastia, syndics provisoires de la même faillite.

Tous les créanciers de cette faillite sont invités à se présenter en personne, ou par fondé de pouvoir spécial, avec production enregistrée pardevant M. le juge commissaire susdit, le mardi 26 du mois d'août prochain, en chambre de conseil du tribunal de commerce précité, deux heures de relevée.

Pour extrait conforme délivré le 20 juillet 1843.

Le Greffier du Tribunal de Commerce séant à Bastia.

A. D. MARIOTTI.

**LES TAFFETAS** Le Peridiel pharmacien Breveté Faubourg Montmartre, 78 à Paris, en Roulaux jamais en boîtes l'en pour entretenir parfaitement les vélocités, l'autre pour panser les cauter sans démanaison, compresses en papier lavé, serresbras, etc. se trouvent dans beaucoup de pharmacies notamment chez M. GIRALT pharmacien à Bastia.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FADIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AT BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

## JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

### Feuille d'Annonces Légales.

## Bastia.

Le nouveau service des paquebots de l'État entre la Corse et le continent français, a commencé le 1<sup>er</sup> août. Les jours de départ et d'arrivée étant changés, ainsi qu'on le verra par le tableau ci-après, nous avons dû changer aussi le jour de la publication de notre feuille qui désormais paraîtra le jeudi.

ADMINISTRATION DES POSTES.

Paquebots entre Marseille et la Corse.

LIGNE DE MARSEILLE A BASTIA.

Départ de Marseille : le Mardi, à midi.

Arrivée à Bastia : le Mercredi, à 2 h. du soir.

Départ de Bastia : le Vendredi, à 9 h. du mat.

Arrivée à Marseille : le Samedi, à 11 h. du mat.

LIGNE DE MARSEILLE A AJACCIO.

Départ de Marseille : le Vendredi, à midi.

Arrivée à Ajaccio : le Samedi, à midi.

Départ d'Ajaccio : le Mardi, à 8 heures du m.

Arrivée à Marseille : le Mercredi, à 8 h. du m.

Tarif pour Bastia et Ajaccio.

PRIX des Places des Voyageurs : — 1<sup>re</sup> Classe 30 fr. — 2<sup>e</sup> Classe 20 fr. — 3<sup>e</sup> Classe 15 fr. — Tout enfant de moins de 10 ans paie moitié place à dix ans le plein place entière.

De Transport des Voitures : 60 fr. par Voiture. — Transport des Chiens : 10 fr. par Chien.

De Transport des Matières d'Or et d'Argent : — Or, 20 centimes pour 100 fr. — Argent, 25 cent. pour 100 fr.

Dispositions particulières.

Les Voyageurs jouiront du Transport gratuit de leurs bagages dans les proportions suivantes : 1<sup>re</sup> Classe, 100 kilogrammes par personne; 2<sup>e</sup> Classe, 60 kilogrammes; 3<sup>e</sup> Classe, 30 kilogrammes.

Le Prix à payer pour tout bagage excédant les proportions ci-dessus indiquées, sera de 60 centimes par 10 kilogrammes.

Le Service de la Table est fait par un Restaurateur établi à bord, et aux prix suivants : 6 fr. par jour pour un passager de 1<sup>re</sup> Classe; 4 fr. par jour pour un passager de 2<sup>e</sup> Classe. Les passagers de 3<sup>e</sup> Classe traitent de gré à gré avec le restaurateur.

Marseille, le 20 juillet 1843.

Le Capitaine de vaisseau, Directeur du Service des Paquebots de la Méditerranée,

VERNINAC.

Nous nous faisons un plaisir de donner place dans nos colonnes à la lettre suivante. C'est un homme de mer et de bon sens qui parle. Nous nous joignons à lui pour prier l'administration avant de s'engager dans une impossibilité. Les observations qu'on va lire viennent à l'appui de l'opinion que nous avons émise dès 1836, et qui se résume ainsi : — Sur notre côté il n'y a pas possibilité d'avoir un bon port, si on ne le construit point dans un endroit où l'on puisse ménager la passe au Sud, par la raison capitale qu'il n'y a que ce côté qui soit naturellement à l'abri de la grosse mer. Tout projet qui ne remplira point cette condition essentielle sera sans résultat : à moins qu'on ne veuille couvrir l'entrée par un brise-lame au large, brise-lame qui coûterait à lui seul plus que la construction tout entière du port.

A Monsieur le Rédacteur de l'Insulaire.

Monsieur le Rédacteur,

Le gouvernement veut améliorer le port actuel de Bastia. M. l'ingénieur Soleau propose à cet effet deux jetées, désignées au projet général sous le n° 1.

On dit : c'est là des travaux provisoires, en attendant que les Ponts-et-Chaussées aient complété les études pour la création d'un nouveau port plus en rapport avec nos besoins. L'instruction ministérielle n'en dit pourtant pas un mot ! On se contente de déclarer que l'on prend acte de l'offre faite par la ville d'y contribuer pour 500 mille francs; ce silence nous donne la triste certitude que c'est un parti pris, et que les travaux seraient définitifs : la dépense totale de 900 mille francs ne l'indique-t-elle pas assez ? C'est donc dans cette conviction que j'expose l'avis suivant.

Je dis d'abord, et j'appelle à cet égard toute l'attention du gouvernement, que, s'il est nécessaire d'améliorer le port de Bastia, il n'est pas moins utile et indispensable de pourvoir à son agrandissement. Il est aujourd'hui insuffisant aux besoins de la marine et du commerce; pour se convaincre de cette vérité, il n'y a qu'à s'enquérir du tonnage et du nombre des navires appartenant en propre au port : si l'on y ajoute les navires étrangers à la localité, en relâche ou en opérations de commerce, et ceux surtout du quartier maritime qui font le cabotage de la côte, on aura la preuve évidente de son insuffisance. Notez que nous ne parlons pas ici de plusieurs gros navires en construction et des nouveaux paquebots de la correspondance, qui seront forcés de se diriger sur St-Florent. — Maintenant, les travaux projetés par M. Soleau rendront-ils le port plus sûr, plus spacieux, plus commode ? Nullement. Ainsi donc toute dépense, pour être profitable au pays et avantageuse au trésor, doit remplir ce double but, améliorer et agrandir.

Ce que l'on n'obtiendra jamais dans l'emplacement actuel, à moins d'énormes sacrifices. Mais puisque l'administration tient à se servir de l'anse qui sert de port aujourd'hui, et cela sans doute par économie, examinons, dans ses détails et ses résultats, le projet mesquin et ruineux à la fois dont est esquissé ce projet, s'il est exécuté, détruit tout espoir d'amélioration réelle, non seulement pour le présent, mais même pour l'avenir. C'est le juste pendant du môle construit par les Génois. Il résulte de ce projet la création d'un avant-port, où ces travaux donneraient plus d'abri de la partie si dangereuse de l'E. S.-E.; il est constant aussi qu'il y aurait très peu d'amélioration de celle de l'E. N.-E.; la disposition serait encore défectueuse par rapport au N. et au N.-O. dont les effets sont les mêmes; la mer de ces vents, soit qu'elle vienne du large, soit qu'elle longe l'ancien môle et la jetée de 100 mètres, s'enfonçant dans la passe, et suivant la direction oblique du Môle de 100 mètres, produirait dans l'anse une boue et un ruisseau non moins fort et tout aussi dangereux que celui qui existe aujourd'hui avec les grands vents d'E. S.-E. Il est bien d'ajouter qu'en hiver ce sont les vents N.-E., N. N.-O. qui règnent presque continuellement dans nos parages. — On pourra dire : à présent que les désastres du port de Bastia ne sont plus occasionnés par les vents E. S.-E., mais par le N.-E., N.-O., et l'on y aurait dépensé 900 mille francs en améliorations !

Si réellement l'on n'a en vue que l'économie, que ne prolonge-t-on de 20 à 25 mètres, et dans une direction plus ou moins au S.-E., le môle actuel ? On rendrait par là l'anse plus sûre que ne le prétend M. Soleau, et le gouvernement, en ne faisant qu'une dépense de 100 à 150 mille francs, épargnerait aux habitants de Bastia l'énorme charge de 900 mille francs. L'avenir ne nous serait pas, du moins, fermé pour toujours. Quant au projet soumis au conseil-général des Ponts-et-Chaussées, par un de ses membres, et désigné au projet général sous le n° 4 et à bis; certes, nous ne devons pas le rejeter. Il nous donnerait un avant-port, abrité au S. et à l'E. par la jetée de 250 mètres; au N. et au N.-O. par celle de 100 mètres. Il ne serait pas toujours tenable, il est vrai, mais ces travaux feraient de l'anse actuelle, une darse où aucune mer orageuse ne dominerait; les navires pourraient y rester bord à bord ou bord à quai, et par ce moyen le port serait assez spacieux. Il est à désirer que ce projet soit étudié sérieusement dans toutes ses parties. Néanmoins, que l'administration y regarde à deux fois, car je crains fort que la dépense supposée de 1,000 mille francs, ne soit bien insuffisante, à cause de la difficulté du fond : — Et si l'on devait dépenser beaucoup plus, pour quoi ne pas revenir et adopter immédiatement l'anse de Saint-Nicolas; non pas d'après le plan annexé au projet général, (les habitants de Bastia n'ont jamais eu la prétention de posséder les magnifiques rades de Toulon ou de Mahon) mais bien un port sûr et commode, tel que le réclame depuis long-temps l'industrie et l'activité de notre ville, et qui, ayant 10 mètres de fond au plus (et non 19 comme le veut M. Soleau), serait suffisant à nos besoins et pourrait même servir à la marine royale.

Agrez, etc.

A. J. VALERY, Capitaine marin.

Ajaccio, le 26 juillet 1843.

Monsieur le Gérant,

J'ai lu, dans le journal que vous avez publié le 15 du courant, un article concernant l'af-